

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/32561]

14 JUILLET 2021. — Décret - programme portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{er}. — Dispositions relatives aux mesures d'urgence visant à lutter contre les effets de la crise du coronavirus

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative et de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 2014 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative*

Article 1^{er}. Par dérogation à l'article 28/4, § 6, de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 2014 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative :

1° le délai pour se prononcer sur les demandes de principe introduites en 2020 est prolongé jusqu'au 1^{er} septembre 2021;

2° le délai pour se prononcer sur les demandes de principe introduites en 2021 est prolongé jusqu'au 31 décembre 2021.

Art. 2. Par dérogation à l'article 5/2, § 3, alinéa 2, du décret du 17 juillet 2003 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative, les décisions répondant favorablement aux demandes de principe introduites en 2020 et en 2021 sont valables pour les trois exercices civils suivant l'introduction de la demande.

Art. 3. Par dérogation aux articles 6, § 2, 3° et 4°, et 19, § 2, du même décret, la période de reconnaissance des associations actuellement reconnue à durée déterminée est prolongée de deux ans.

Les associations mentionnées à l'alinéa 1^{er} remettent leur rapport général d'évaluation pour le 30 juin de la dernière année de la période prolongée. Toutefois, celles qui devaient remettre leur rapport général d'évaluation en 2021 peuvent choisir :

1° soit de le remettre pour le 30 juin 2021 et de l'actualiser par la suite, s'il y a lieu, en remettant une note d'actualisation du rapport pour le 30 juin 2023;

2° soit de le remettre pour le 30 juin 2023.

Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 5, les critères quantitatifs et qualitatifs à respecter selon les différents axes d'action par les associations visées à l'alinéa 1^{er} doivent être globalement remplis :

1° sur les 3 dernières années civiles précédant celle du dépôt du rapport général d'évaluation, si ce dernier est remis en 2021;

2° sur les 5 dernières années civiles précédant celle du dépôt du rapport général d'évaluation, si ce dernier est remis en 2023;

3° sur les 4 dernières années civiles précédant celle du dépôt du rapport général d'évaluation, si ce dernier est remis en 2025.

Art. 4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 19, § 1^{er}, du même décret, la période quinquennale de reconnaissance des associations actuellement reconnue à durée indéterminée est prolongée de deux ans, sauf si elle avait déjà été prolongée d'un an en application de l'article 39/6 du même décret.

Les associations visées à l'alinéa 1^{er} remettent leur rapport général d'évaluation pour le 30 juin de l'avant-dernière année de la période prolongée. Toutefois, celles qui devaient remettre leur rapport général d'évaluation en 2021 peuvent choisir :

1° soit de le remettre pour le 30 juin 2021 et de l'actualiser par la suite, s'il y a lieu, en remettant une note d'actualisation du rapport pour le 30 juin de l'avant-dernière année de la période prolongée;

2° soit de le remettre pour le 30 juin de l'avant-dernière année de la période prolongée.

§ 2. Par dérogation à l'article 19, § 1^{er}, du même décret, les associations dont la période quinquennale actuelle de reconnaissance a été prolongée d'un an en application de l'article 39/6 du même décret et est renouvelée à partir du 1^{er} janvier 2022 voient leur nouvelle période quinquennale de reconnaissance prolongée d'un an.

Les associations visées à l'alinéa 1^{er} remettent leur rapport général d'évaluation pour le 30 juin de l'avant-dernière année de la période prolongée.

§ 3. Sans préjudice de ce qui est prévu à l'article 5 les critères quantitatifs et qualitatifs à respecter selon les différents axes d'action par les associations visées au présent article doivent être globalement remplis sur les 5 dernières années civiles précédant celle du dépôt du rapport général d'évaluation.

Art. 5. Le présent article est d'application :

1° aux associations ayant demandé une dérogation pour la liquidation du solde de la subvention 2020 en application de l'arrêté de pouvoir spéciaux n°1 du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 2020 permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des subventions et suspendant les délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, confirmé par le décret du 12 novembre 2020;

2° aux associations ayant demandé une dérogation pour la liquidation du solde de la subvention 2021 en application de l'article 16.

Par dérogation à l'article 19, §§ 1^{er}, alinéa 3, et 2, alinéa 3, du même décret, lors de l'évaluation des associations mentionnées à l'alinéa 1^{er}, les critères quantitatifs qui doivent être globalement remplis en vertu des articles 3 et 4 sont diminués au prorata du nombre d'années pour lesquelles une dérogation a été demandée.

Art. 6. Le présent article est d'application :

1° aux associations ayant demandé une dérogation pour la liquidation du solde de la subvention 2020 en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoir spéciaux n° 1 du 7 avril 2020 permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des subventions et suspendant les délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, confirmé par le décret du 12 novembre 2020;

2° aux associations ayant demandé une dérogation pour la liquidation du solde de la subvention 2021 en application de l'article 16;

Par dérogation à l'article 50 de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 2014 relatif au développement de l'action d'éducation permanente dans le champ de la vie associative, si l'année de référence à prendre en compte pour justifier un changement d'axe ou de catégorie de forfait tombe une année pour laquelle l'association a demandé une dérogation, cette année de référence est remplacée par la tendance observée au cours :

1° au cours des 5 dernières années civiles précédant celle du dépôt du rapport général d'évaluation, si l'association est actuellement reconnue à durée indéterminée;

2° au cours des 3 dernières années civiles précédant celle du dépôt du rapport général d'évaluation, si l'association est actuellement reconnue à durée déterminée.

Art. 7. L'article 39/4 du même décret est abrogé.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux Centres culturels*

Art. 8. Par dérogation à l'article 39 du décret du 21 novembre 2013 relatif aux Centres culturels :

1° la reconnaissance des centres culturels disposant d'un contrat-programme pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2022 et ayant sollicité un report d'une année avant le 31 mars 2021 est prolongée d'une année complémentaire et accordée pour une durée de six années;

2° la reconnaissance des centres culturels disposant d'un contrat-programme pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2024 et du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2025 est prolongée d'une année complémentaire et accordée pour une durée de six années.

Art. 9. Par dérogation à l'article 44 du même décret, en 2021, l'échéance d'introduction des demandes de reconduction de reconnaissance est prolongée jusqu'au 30 octobre 2021.

Art. 10. Par dérogation à l'article 82 du même décret, les réunions de concertation des centres culturels qui introduisent leur demande de reconduction en 2021 peuvent avoir lieu avant le 1^{er} mars 2021.

Art. 11. Par dérogation aux articles 101, alinéa 1^{er} et 103, alinéa 2, du même décret, la reconnaissance de l'action fédérative des organisations représentatives est prolongée d'une année complémentaire et accordée pour une durée de six années. »

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène*

Art. 12. Par dérogation à l'article 50/2 du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la scène, les aides au projet arrivant à échéance en 2022 sont prolongées d'une année.

Art. 13. Par dérogation à l'article 66 du même décret, les contrats-programme arrivant à échéance en 2022 sont prolongés d'une année.

Art. 14. Par dérogation à l'article 69 du même décret, aucune évaluation de mi-parcours n'est réalisée à l'égard des contrats-programmes en cours.

CHAPITRE IV. — *Dispositions permettant de déroger aux conditions d'octroi et de liquidation des subventions accordées dans le cadre des politiques culturelles*

Art. 15. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° opérateur culturel : toute personne physique ou morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui bénéficie à ce titre d'une reconnaissance ou d'un soutien de la Communauté française;

2° politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 6°, 8°, 10° et 13°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Art. 16. Les opérateurs culturels bénéficiaires d'une subvention pluriannuelle qui se trouvent dans l'impossibilité, lors de l'année 2020 ou 2021, de respecter les conditions d'octroi ou de liquidation relatives au volume ou à la qualité des activités soutenues conservent le bénéfice de l'intégralité leur subvention à condition :

1° d'être dans l'impossibilité de respecter les conditions précitées en conséquence directe ou indirecte des mesures prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19;

2° d'avoir maintenu au maximum possible l'activité visée par la subvention en ayant, le cas échéant, assuré la rémunération des prestataires artistiques et techniques de la Communauté française dont les activités ont été annulées, trouvé des modalités alternatives d'action ou en ayant profité de la période pour réaliser une ou des créations ou des travaux de réflexions collectives, ou tout autre forme d'activité interne ou externe à l'opérateur en conformité avec le but social visé par la subvention;

3° de joindre au dossier des justificatifs annuels une demande de dérogation, établie sur la base du modèle fourni par les services du Gouvernement et mettant en évidence :

- a) les conditions qui n'ont pas pu être remplies;
- b) les dates ou la période pendant laquelle ces conditions n'ont pas pu être remplies;
- c) les raisons pour lesquelles ces conditions n'ont pas pu être remplies;
- d) la part de la subvention éventuellement non justifiée par des dépenses éligibles.

Pour autant que l'opérateur concerné remplisse les conditions de l'alinéa 1^{er}, la part non justifiée de la subvention peut être affectée, lors d'un exercice ultérieur et au plus tard le 31 décembre 2022, à toute dépense concourant aux missions pour lesquelles il est soutenu, en ce compris des activités de relance.

Par dérogation à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 1 du 7 avril 2020 permettant de déroger aux règles et conditions de liquidation des subventions et suspendant les délais de recours dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, confirmé par le décret du 12 novembre 2020 les opérateurs culturels qui introduisent une demande de dérogation en vertu de l'alinéa 1^{er} sont dispensés d'utiliser le modèle annexé à l'arrêté précité.

CHAPITRE V. — Dispositions relatives à la lecture publique

Section I^{re}. — Modification du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

Art. 17. A l'article 14, § 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisée par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 2, les mots « de l'évaluation » sont remplacés par les mots « de la première évaluation »;
- b) il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la seconde évaluation du plan quinquennal des opérateurs du Service public de la lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014 et a été maintenue au 1^{er} janvier 2022 a lieu à l'issue de la cinquième année d'exécution du plan. »

Art. 18. A l'article 15, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « à l'alinéa 2, c° » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er}, c° »;
- b) au 5°, les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « quatre ans »;
- c) au 6°, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « trois ans »;
- d) au 7°, les mots « un an et demi » sont remplacés par les mots « deux ans et demi ».

Dans le même article, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, c), pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014 et a été maintenue au 1^{er} janvier 2022, la seconde décision sur le maintien de la reconnaissance intervient au terme de la période quinquennale prolongée d'un an. »

Art. 19. À l'article 18, 1°, b), du même décret, les mots de « de 1.200km » sont remplacés par les mots « de 500 Km ».

Section II. — Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques

Art. 20. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 2011 portant application du décret du 30 avril 2009 relatif au développement des pratiques de lecture organisé par le réseau public de la lecture et les bibliothèques publiques, Il est inséré entre les articles 19 et 20 un article 19/1 rédigé comme suit :

« Art. 19/1. Par dérogation à l'article 19, alinéa 1^{er}, les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014 et dont le maintien de reconnaissance a été maintenue au 1^{er} janvier 2022 déposent leur prochain rapport général d'exécution et leur prochain plan quinquennal de développement au plus tard le 31 janvier 2027.

Par dérogation à l'article 19, alinéa 2, les avis de la Commission d'avis et de l'Inspection qui concernent les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014 et a été maintenue au 1^{er} janvier 2022 sont rendus avant le 1^{er} septembre 2027.

Pour les opérateurs du Service public de la Lecture dont la reconnaissance a pris effet au 1^{er} janvier 2014 et a été maintenue au 1^{er} janvier 2022, les alinéas 3 et 4 de l'article 19 doivent se lire conformément aux dérogations prévues aux alinéas 1^{er} et 2 du présent article. ».

Art. 21. A l'article 27 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1^{er} est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour les opérateurs maintenus dans leur reconnaissance au 1^{er} janvier 2020, 2021 et 2022, le montant des subventions forfaitaires de fonctionnement et d'activités prévues à l'article 18, 2°, du décret est calculé sur base de la catégorie et du seuil de population fixés lors de la 1^{ère} reconnaissance, à l'exception des bibliothèques maintenues dans une catégorie inférieure ou ayant un seuil de population inférieur à ce qui a été fixé lors de la première reconnaissance. »;

2° le § 5 est abrogé au 1^{er} janvier 2021.

Art. 22. Les articles 36 à 44 du même arrêté sont abrogés.

CHAPITRE VI. — Dispositions relatives au cinéma et aux médias

Art. 23. Dans l'article 108/1 du décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, les mots « prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 21 du 11 juin 2020 portant le budget ajusté du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel en vue de soutenir le redéploiement du cinéma dans le cadre de la crise du COVID-19 » sont remplacés par les mots « budgétaires disponibles, afin de soutenir le redéploiement du secteur du cinéma dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ».

Art. 24. Dans le décret du 10 novembre 2011 relatif au soutien au cinéma et à la création audiovisuelle, il est inséré un article 108/2 rédigé comme suit :

« Article 108/2. Par dérogation aux dispositions du Titre VI, les conventions applicables aux ateliers d'école, aux ateliers d'accueil et de production, aux distributeurs d'œuvres audiovisuels, aux structures de diffusion d'œuvres audiovisuelles, aux festivals de cinéma, aux exploitants de salles de cinéma, aux plateformes de diffusion numérique, et qui échoient durant l'année 2021, sont prolongées d'une année. ».

Art. 25. Dans l'article 3 du décret du 30 avril 2009 réglant les conditions de reconnaissance et de subventionnement d'une instance d'autorégulation de la déontologie journalistique, les mots "une subvention annuelle de 80.000 euros" sont remplacés par les mots "une subvention annuelle de 120.000 euros".

CHAPITRE VII. — *Modification du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité*

Art. 26. Dans l'article 6, 8°, du décret du 30 avril 2009 relatif à l'encadrement et au subventionnement des fédérations de pratiques artistiques en amateur, des Fédérations représentatives de Centres d'expression et de créativité et des centres d'expression et de créativité, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au moment de » sont remplacés par les mots « au 1^{er} janvier de l'année d'introduction de »;

2° les mots « au cours de cette première année » sont remplacés par les mots « au cours de l'année précédant celle de l'introduction de la demande ».

Art. 27. Par dérogation aux articles 6, 8° et 9°, et 27 du même décret, l'association qui a été empêchée, au cours de l'année de référence définie par les dispositions précitées, de poursuivre, en tout ou en partie, ses activités en raison des mesures gouvernementales prises pour lutter contre la propagation du coronavirus COVID-19, peut faire valoir au titre d'année de référence une des quatre années civiles précédant sa demande.

CHAPITRE VIII. — *Financement exceptionnel aux Universités, Hautes Ecoles et Ecoles supérieures des Arts pour aides directes aux étudiants dans la cadre de la crise sanitaire COVID-19*

Art. 28. Un financement unique et exceptionnel de 2.285.000 euros est alloué, en 2021, aux universités, aux hautes écoles et aux écoles supérieures des arts, en complément de financement de leurs subsides sociaux.

Art. 29. La présente subvention de 2.285.000 euros est imputée à charge de la Cellule Urgence et Redéploiement du Secrétariat général, constituée en service administratif à comptabilité autonome par l'article 1^{er} du décret-programme du 9 décembre 2020.

Art. 30. Le montant de 2.285.000 euros est réparti de la manière suivante entre les universités, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts :

1° chaque université, haute école et école supérieure des arts se voit attribuer respectivement 4, 2 et 1 points pour les étudiants boursiers, les étudiants de condition modeste et les autres étudiants inscrits dans l'université, la haute école ou l'école supérieure des arts, au cours de l'année académique 2019-2020, tels qu'ils ont été validés par les commissaires et délégués du Gouvernement pour l'application du décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur;

2° chaque université, haute école et école supérieure des arts reçoit, en complément de financement de ses subsides sociaux 2021, le résultat de la multiplication du montant de 2.285.000 euros par le rapport entre le total des points reçus et le total des points attribués à l'ensemble des universités, hautes écoles et écoles supérieures des arts en vertu du 1°. Toutefois, les établissements qui comptent jusqu'à 300 étudiants se voient attribuer un montant forfaitaire de 5.000 euros et les établissements qui comptent jusqu'à 800 étudiants se voient attribuer un montant forfaitaire de 10.000 euros.

Art. 31. Le financement visé par le présent chapitre ne peut être consacré qu'à des aides directes à l'étudiant. Celles-ci ne peuvent être accordées à l'étudiant par l'université, la haute école, l'école supérieure des arts que lorsque les pertes et les coûts subis par l'étudiant sont la conséquence directe ou indirecte des mesures prises pour lutter contre la propagation de la COVID-19.

Art. 32. Le contrôle de l'utilisation du financement visé par le présent chapitre et de son affectation dans le respect des conditions fixées à l'article 31 est opéré par les commissaires et délégués du Gouvernement. L'université, la haute école ou l'école supérieure des arts transmet au commissaire ou délégué du Gouvernement, avec copie à la direction générale en charge de l'enseignement supérieur, le nombre de dossiers des aides directes à des étudiants imputées sur le financement exceptionnel, leurs objets, ainsi que le montant total engagé et liquidé pour ces dossiers, et met à disposition du commissaire ou délégué toutes pièces justificatives utiles à leur contrôle. Le cas échéant, le montant ou la partie du montant de financement exceptionnel non justifié par l'université, la haute école ou l'école supérieure des arts est déduit des subsides sociaux de l'institution de l'année 2022.

CHAPITRE IX. — *Soutien financier aux post-doctorants dans la cadre de la crise sanitaire*

Art. 33. Un financement unique et exceptionnel de 4.200.000 euros est alloué aux universités en Communauté française dans le but de soutenir les chercheurs post-doctorants dont les recherches ont été ralenties en raison de la pandémie.

Ce montant est réparti entre les universités selon les mêmes modalités que celles reprises à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités.

Ce financement doit être utilisé avant le 1^{er} juin 2022.

Les universités justifient de l'utilisation de ce financement auprès de l'administration avant le 31 décembre 2022. Le cas échéant, le montant ou la partie du montant de financement exceptionnel non justifié par l'université est remboursé.

Art. 34. Chaque université organise un appel à candidatures pour ses post-doctorants afin de déterminer l'attribution des moyens qui lui sont alloués.

On entend par post-doctorants des chercheurs qui ont obtenu leur titre de docteur depuis maximum 10 ans et qui sont sous contrat, à l'exception des chercheurs financés directement par le Fonds de la Recherche Scientifique.

Dans le cadre de l'appel à candidatures, le post-doctorant expose :

1° en quoi sa recherche a été affectée par la crise;

2° en quoi le financement qu'il sollicite lui permettra de pallier les désagréments encourus et de développer sa carrière.

Le Conseil de recherche examine les différentes propositions reçues et émet un avis motivé sur la demande qu'il remet au Conseil d'administration de son université qui prendra la décision d'octroi ou de refus pour chacune d'entre elles.

Le post-doctorant dispose d'un délai de 10 jours après la prise de connaissance de la décision pour introduire, le cas échéant, une réclamation auprès du Conseil d'administration. La réclamation doit mettre en avant les éléments qui, selon lui, n'ont pas été pris en considération par le Conseil de recherche et qui seraient de nature à modifier la décision. Aucun élément neuf ne peut cependant être apporté dans le cadre de la réclamation.

Le Conseil d'administration dispose d'un délai de 15 jours pour confirmer ou modifier sa décision.

Le montant attribué par post-doctorant ne peut excéder 10.000 euros.

Art. 35. Les dépenses admissibles sont :

- des coûts salariaux pour les personnes sous contrat ou autres formes de rémunération ainsi que les coûts générés par une prolongation des bourses de recherche octroyées;
- des frais de fonctionnement.

CHAPITRE X. — *Soutien à la Jeunesse*

Art. 36. § 1^{er} Le Gouvernement peut octroyer des subventions exceptionnelles dans le cadre d'un appel à projets aux opérateurs visés au paragraphe 3.

Les projets sont évalués selon les critères suivants :

1° projet en lien avec une des thématiques suivantes :

- a) l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexual;
- b) l'éducation aux médias;
- c) l'information des jeunes;
- d) la mobilité nationale et internationale;
- e) les politiques locales de jeunesse;
- f) la production artistique et culturelle;
- g) la participation citoyenne;
- h) la formation et l'orientation;
- i) les partenariats inter-sectoriel;
- j) l'émancipation des jeunes;

2° public-cible Jeunesse (3-30 ans);

3° prévision budgétaire du projet;

4° orientation en lien avec la finalité visée à l'article 4, 1°, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

5° accessibilité du projet à tous les jeunes;

6° projets regroupant plusieurs opérateurs de jeunesse.

A l'exception du cas visé à l'alinéa 2, 6°, le montant de la subvention exceptionnelle est de maximum 10.000 euros par projet, dans la limite des moyens budgétaires disponibles.

§ 2. Cette subvention exceptionnelle ne pourra être accordée qu'au cours des années 2021 et/ou 2022.

§ 3. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont :

1° les organisations de jeunesse agréées et les groupements agréés en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2° les centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 4. Dans le cadre de l'appel à projet visé au paragraphe 1er, les opérateurs visés au paragraphe 3 fournissent au minimum les documents suivants :

- 1° un descriptif détaillé du projet mentionnant la thématique dans lequel le projet s'inscrit et le public-cible;
- 2° une prévision budgétaire.

Les documents sont introduits auprès de l'Administration via un formulaire.

Art. 37. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie une subvention exceptionnelle aux mouvements de jeunesse agréés en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse dans le cadre de l'achat de tentes, la répartition de la subvention est fixée comme suit.

1° une subvention de 131.760,24 euros est versée à l'ASBL Les Scouts;

2° une subvention de 58.249,23 euros est versée à l'ASBL les Guides Catholiques de Belgique;

3° une subvention de 56.035,04 euros est versée à l'ASBL Fédération Nationale des Patros;

4° une subvention de 29.984,81 euros est versée à l'ASBL Faucons rouges;

5° une subvention de 23.970,67 euros est versée à l'ASBL Scouts et Guides Pluralistes.

§ 2. Cette subvention exceptionnelle ne pourra être accordée qu'au cours des années 2021 et/ou 2022.

§ 3. Dans le cadre de l'octroi de la subvention visée au paragraphe 1^{er}, les mouvements de jeunesse visés fournissent les documents permettant d'attester de l'achat de tentes. Ils contiennent au minimum la preuve de frais engagés, lesquels sont justifiés par une facture ou toute autre pièce justificative attestant de l'achat, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la véracité des données transmises.

§ 4. La subvention visée au paragraphe 1^{er} est versée en deux tranches déterminées comme suit :

1° une première tranche, correspondant à 80% du montant de la subvention, est versée lors de l'adoption de l'arrêté de subvention;

2° une seconde tranche, correspondant à 20% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives visées au paragraphe trois.

Art. 38. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer des subventions exceptionnelles dans le cadre d'un appel à projets aux opérateurs visés au paragraphe 3 dans le cadre d'actions de valorisation du secteur de la Jeunesse.

Les projets sont évalués selon les critères suivants :

1° valorisation du secteur de la Jeunesse;

2° orientation en lien avec la finalité visée à l'article 4, 1°, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;

3° prévision budgétaire du projet;

4° projets regroupant plusieurs opérateurs de jeunesse.

A l'exception du cas visé à l'alinéa 2, 4°, le montant de la subvention exceptionnelle est de maximum 2.000 euros par opérateur du projet, dans la limite des moyens budgétaires disponibles.

§ 2. Cette subvention exceptionnelle ne pourra être accordée qu'au cours des années 2021 et/ou 2022.

§ 3. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont :

1° les organisations de jeunesse agréées et les groupements agréés en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2° les centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations.

§ 4. Dans le cadre de l'appel à projet visé au paragraphe 1^{er}, les opérateurs visés au paragraphe 3 fournissent au minimum les documents suivants :

1° un descriptif détaillé du projet mentionnant les actions envisagées pour valoriser le secteur de la Jeunesse;

2° une prévision budgétaire.

Les documents sont introduits par voie de formulaire en ligne.

Art. 39. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer au cours des années 2021 et/ou 2022 des subventions exceptionnelles aux opérateurs visés au paragraphe 2 qui connaissent des difficultés financières suite à la crise sanitaire de la COVID-19, à savoir entre la période comprise entre les mois de mars de 2020 et de décembre 2021.

Le montant de la subvention exceptionnelle est de maximum 40.000 euros par opérateur.

Ce montant est octroyé au prorata de la subvention structurelle de l'opérateur, pour lequel les frais de fonctionnement sont pris en considération à hauteur de maximum 20 pourcents.

Si l'opérateur a reçu des subventions émanant d'autres niveaux de pouvoirs, ces montants sont pris en compte dans le calcul du montant de la subvention.

§ 2. Les opérateurs pouvant bénéficier d'une subvention exceptionnelle sont :

1° les organisations de jeunesse agréées en vertu du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

2° les centres de jeunes agréés en vertu du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de jeunes et d'hébergement et centre d'information des jeunes et de leurs fédérations, à l'exception des opérateurs visés par les articles 4 et 5 du même décret.

§ 3. Le Gouvernement peut également octroyer une subvention de maximum 5.000 euros par opérateur visés au paragraphe 2 pour soutenir la prise en charge des frais supplémentaires inhérents à une reprise partielle de leurs activités, ainsi que la réorientation de leurs activités en raison des mesures sanitaires prises pour lutter contre la COVID-19.

Le montant de la subvention couvre 70 pourcents des dépenses en équipements sanitaires ou relatifs à la crise sanitaire effectués en 2020 et/ou 2021, pour un montant maximal de 5.000 euros par opérateur.

Sont considérés comme des dépenses en équipements sanitaires ou relatifs à la crise sanitaire au sens de l'alinéa 2, les dépenses suivantes :

1° matériel de désinfection et de nettoyage;

2° masques et gel hydroalcoolique;

3° plexiglas;

4° équipements et logiciels informatiques à destination des jeunes.

§ 4. Dans le cadre d'une demande de subvention visée au paragraphe 1^{er}, les opérateurs visés au paragraphe 2 fournissent les documents permettant d'attester et d'estimer les pertes financières. Elles contiennent au minimum les comptes et bilans des années 2019 et 2020, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la véracité des données transmises.

Dans le cadre d'une demande de subvention visée au paragraphe 3, les opérateurs visés au paragraphe 2 fournissent les documents permettant d'attester les dépenses en équipements sanitaires. Elles contiennent au minimum les comptes et bilans de 2020, la preuve de frais supplémentaires, lesquels sont justifiés par une facture ou toute autre pièce justificative attestant des dépenses, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la véracité des données transmises.

Les demandes visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont introduites uniquement par voie de formulaire en ligne.

§ 5. Les subventions visées aux paragraphes 1^{er} et 3 sont versées en deux tranches déterminées comme suit :

1° une première tranche, correspondant à 80% du montant de la subvention, est versée lors de l'adoption de l'arrêté de subvention;

2° une seconde tranche, correspondant à 20% du montant de la subvention, est versée après vérification et validation des pièces justificatives visées au paragraphe 4.

Art. 40. Les organisations de jeunesse qui introduisent une demande de reconnaissance en 2022 prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 5 à 10 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les organisations de jeunesse ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 5 à 10 du décret précité. Les organisations de jeunesse motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2020 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 41. Les organisations de jeunesse qui introduisent des demandes d'admission dans les dispositifs particuliers visés aux articles 19, 21, 25 et 29 du décret précité en 2022 prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 15 à 32 du même décret.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les organisations de jeunesse ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 15 à 32 du décret précité. Les organisations de jeunesse motivent expressément dans leur dossier de demande d'admission les raisons pour lesquelles l'année 2020 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 42. Les organisations de jeunesse qui introduisent, en 2022, des demandes de changement de classement au sein des catégories d'organisations de jeunesse visées aux articles 6 à 10 prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 14 du décret précité.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les organisations de jeunesse ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 14 du décret précité. Les organisations de jeunesse motivent expressément dans leur dossier de demande de changement de catégorie les raisons pour lesquelles l'année 2020 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 43. Les associations qui introduisent une demande de reconnaissance en 2022 prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions d'agrément et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret précité. Les associations motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2020 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 44. Les associations qui introduisent une demande de renouvellement d'agrément pour les années 2023 à 2026 prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret précité à condition que leur demande soit déposée au plus tard pour le 30 avril 2022.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 1 à 8 et 10 à 14 du décret précité.

Art. 45. Les associations qui introduisent une demande de changement de catégorie prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 15, § 1^{er}, du décret précité à condition que leur demande soit déposée au plus tard pour le 30 juin 2022. Les demandes de renouvellement d'agrément ne sont pas visées par le présent article.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 15 du décret précité. Les associations motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2020 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 46. Les associations qui introduisent une nouvelle demande d'admission dans un dispositif particulier prennent en considération l'année 2020 pour démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 16 à 20 du décret précité à condition que leur demande soit déposée au plus tard pour le 30 juin 2022. Les demandes de renouvellement d'agrément ne sont pas visées par le présent article.

Par dérogation à l'alinéa premier, et dans le cas où les associations ne peuvent prendre l'année 2020 comme référence, elles se réfèrent à la période allant du 1^{er} juillet 2021 au 31 mars 2022 afin de démontrer qu'elles répondent aux conditions fixées par les articles 16 à 20 du décret précité. Les associations motivent expressément dans leur dossier de demande de reconnaissance les raisons pour lesquelles l'année 2020 n'est pas prise en compte comme année de référence.

Art. 47. Par dérogation à l'article 2, 12°, du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse et uniquement pour les années 2021 et 2022, le nombre de membres est arrêté au 31 août 2019.

CHAPITRE XI. — *De l'octroi en 2021, de moyens supplémentaires aux écoles de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé pour apporter un soutien pédagogique et éducatif ciblé et renforcé aux élèves.*

Art. 48. Pour l'application du présent chapitre, on entend par « soutien pédagogique » les démarches de prises en charge individuelles ou collectives des élèves de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé par les enseignants en vue de remédier aux difficultés d'apprentissage de ces élèves. Ces démarches peuvent s'inscrire dans une perspective de différenciation visant à varier les moyens, les dispositifs et les méthodes, en tenant compte de l'hétérogénéité des classes ainsi que de la diversité des modes et des besoins d'apprentissage des élèves. De telles pratiques s'inscrivent dans une logique d'accompagnement personnalisé.

On entend par « soutien éducatif » les démarches de prises en charge individuelles ou collectives des élèves de l'enseignement primaire ordinaire par des éducateurs, et des élèves de l'enseignement primaire spécialisé par des éducateurs ou du personnel paramédical, social et psychologique, en vue d'améliorer le bien-être émotionnel et relationnel de ces élèves.

Ces démarches de prises en charge pédagogiques et éducatives doivent se dérouler en présentiel. Elles peuvent néanmoins se tenir en distanciel si les normes sanitaires en vigueur l'exigent.

Art. 49. Des moyens supplémentaires sont octroyés aux écoles de l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé. Ils visent le déploiement exceptionnel d'un soutien de type pédagogique et éducatif pour compenser, pour les élèves les plus en difficulté, les effets de la crise sanitaire COVID-19, en poursuivant les objectifs suivants :

- 1° soutenir prioritairement les élèves qui présentent des difficultés d'apprentissage dans l'acquisition des savoirs de base;
- 2° soutenir la santé mentale et le bien-être des élèves dans un climat scolaire serein et bienveillant;
- 3° lutter contre le décrochage scolaire.

Dans aucun cas, ces moyens supplémentaires ne peuvent bénéficier à d'autres fins que celles visées par le présent chapitre.

Art. 50. § 1^{er}. Un pot de 16.115 périodes est octroyé aux implantations de l'enseignement primaire ordinaire à raison d'une période par tranche complète de 19 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2021. Le calcul s'effectue par implantation. Chaque implantation bénéficie au minimum de deux périodes.

§ 2. Un pot de 1021 périodes est octroyé aux implantations de l'enseignement primaire spécialisé (maturités I à IV) à raison d'une période par tranche complète de 16 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2021. Le calcul s'effectue par implantation. Chaque implantation bénéficie au minimum de deux périodes.

§ 3. Les périodes visées par le présent article sont octroyées pour une durée de quatre mois, du 1^{er} septembre au 31 décembre 2021.

Art. 51. Les écoles qui utiliseront les périodes visées à l'article 50 doivent en informer les Services du Gouvernement via un formulaire électronique conçu à cet effet, et ce pour le 15 octobre 2021 au plus tard. À défaut d'avoir complété et renvoyé le formulaire endéans ce délai, les périodes ne pourront être utilisées par l'école concernée.

Dans ce formulaire, l'école indique le(s) profil(s) parmi les fonctions visées à l'article 52, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qu'elle compte recruter. Elle indique également les tâches et les activités qu'elle compte organiser dans le cadre de la mise en place de pratiques de soutien pédagogique et/ou éducatif pour lesquelles les périodes visées à l'article 46 seront utilisées, ainsi que le(s) public(s)-cible(s) bénéficiaire(s).

Art. 52. § 1^{er}. Les moyens visés à l'article 50 permettent la création d'un ou plusieurs emplois, conformément à l'article 48, dans une ou des fonctions de recrutement, telles que définies, pour le type et le niveau d'enseignement concerné ou le niveau directement inférieur ou supérieur, par l'article 3, §§ 1^{er} à 5, du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, au sein des catégories de personnel suivantes :

- 1° le personnel enseignant;
- 2° le personnel paramédical;
- 3° le personnel social;
- 4° le personnel psychologique;
- 5° le personnel auxiliaire d'éducation.

La définition des missions données dans ce cadre et leur accroche à une fonction de recrutement par le pouvoir organisateur font l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale.

Ces emplois sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois.

En aucun cas, l'octroi de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

§ 2. Pour l'enseignement primaire ordinaire, tous les emplois, convertis en périodes, le sont à raison de 24 périodes par charge complète, et ce quelle que soit la catégorie du personnel et le régime de prestation en vigueur dans les fonctions concernées.

Pour l'enseignement primaire spécialisé, les emplois par charge complète, convertis en périodes, le sont à raison de :

- instituteur primaire : 22 périodes;
- éducateur : 36 périodes de 60 minutes;
- ergothérapeute : 32 périodes;
- kinésithérapeute : 32 périodes;
- logopède : 30 périodes;
- puériculteur : 32 périodes;
- infirmier : 32 périodes;
- assistant social : 36 périodes;
- psychologue : 36 périodes.

TITRE II. — Dispositions relatives au plan de relance européen – plan pour la reprise et la résilience

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions visant à soutenir la rénovation énergétique des infrastructures culturelles*

Art. 53. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

1° Règlement (UE) 2021/241 : le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience;

2° Règlement (UE) 2020/852 : le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088;

3° décret du 17 juillet 2002 : le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

4° décret du 20 décembre 2011 : le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française;

5° Politiques culturelles : les politiques adoptées par la Communauté française dans les matières culturelles visées par l'article 4, 1°, 3° à 5°, 6°, 8°, 10°, 13° et 14°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

6° Opérateur culturel : toute personne morale dont les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques culturelles et qui bénéficie à ce titre d'une reconnaissance ou d'un soutien de la Communauté française;

7° Opérateur culturel structurellement soutenu : tout opérateur culturel qui :

a) soit a conclu avec la Communauté française un contrat-programme ou une convention pluriannuelle de subventionnement;

b) soit bénéficie d'une subvention annuelle en application d'une législation organique de la Communauté française;

c) soit fait l'objet d'une inscription nominative dans le budget des dépenses de la Communauté française;

8° travaux de rénovation : les travaux consistant en la modification d'un bâtiment ou de son équipement, à l'exclusion des travaux de construction ou de reconstruction et des travaux qui y sont assimilés en vertu de la législation régionale applicable en matière de performance énergétique des bâtiments;

9° rénovation globale : les travaux de rénovation portant sur plus de 25 % de la surface de l'enveloppe du bâtiment concerné;

10° rénovation ponctuelle : les travaux de rénovation autres que ceux visés sous 9°.

Art. 54. Le Gouvernement lance un appel à projets en vue de soutenir la rénovation énergétique des infrastructures culturelles dans le cadre de la mise en œuvre du plan national pour la reprise et la résilience déposé par la Belgique en application du Règlement (UE) 2021/241.

Sauf mention contraire, les dispositions du décret du 17 juillet 2002 ne sont pas applicables à l'appel à projets mentionné à l'alinéa 1^{er}.

Art. 55. Sont éligibles dans le cadre de l'appel visé à l'article 54 les projets répondant aux conditions cumulatives suivantes :

1° la demande est introduite par :

a) une province, une commune, une régie provinciale ou communale autonome ou une association de communes;

b) un opérateur culturel structurellement soutenu;

2° les travaux de rénovation projetés concernent une infrastructure destinée en ordre principal à des activités s'inscrivant dans les politiques culturelles;

3° l'infrastructure à rénover est la propriété du demandeur ou ce dernier dispose d'un droit réel ou personnel lui permettant de disposer de l'infrastructure au moins jusqu'au 30 juin 2041;

4° les travaux de rénovation projetés visent à améliorer l'efficacité énergétique de l'infrastructure concernée et, en cas de rénovation globale, visent une réduction de la consommation d'énergie primaire d'au moins 30%;

5° ni les travaux de rénovation, ni les activités réalisées dans l'infrastructure concernée ne peuvent causer de préjudice environnemental important au sens de l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852;

6° la réception provisoire des travaux est prévue pour le second trimestre 2026 au plus tard.

Art. 56. § 1^{er}. Dans la limite de l'enveloppe budgétaire prévue pour les infrastructures culturelles dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience, majorée de 10 % et des montants nécessaires à la prise en charge de la TVA conformément à l'article 57, § 3, le Gouvernement accorde une subvention aux projets éligibles en fonction des critères de priorité définis au présent article.

§ 2. La priorité sera donnée aux projets :

1° qui améliorent le plus, à l'échelle de l'infrastructure concernée, l'efficacité énergétique du bâtiment;

2° qui contribuent le plus, à l'échelle de l'infrastructure concernée et autrement qu'au travers de l'efficacité énergétique du bâtiment, aux objectifs environnementaux définis à l'article 9 du Règlement (UE) 2020/852;

3° qui répondent le mieux aux critères culturels définis à l'article 5 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles;

4° dont l'état d'avancement présente le plus de maturité et de garanties d'aboutissement dans les délais fixés à l'article 551, 6°;

5° dont les objectifs et les estimations budgétaires sont présentés de manière claire, cohérente et crédible, et qui prévoient le recours à une procédure de désignation de l'auteur de projet adéquate au regard de ces objectifs et estimations.

Le Gouvernement établit la pondération des différents critères au sein de l'appel à projets.

§ 3. Le Gouvernement peut distinguer, au sein de l'appel à projets, les catégories de projets suivantes :

1° les rénovations globales qui nécessitent un permis d'urbanisme;

2° les rénovations globales qui ne nécessitent pas de permis d'urbanisme;

3° les rénovations ponctuelles qui nécessitent un permis d'urbanisme;

4° les rénovations ponctuelles qui ne nécessitent pas de permis d'urbanisme.

Chaque catégorie fera l'objet d'une évaluation distincte au regard des critères mentionnés au paragraphe 2.

§ 4. Les projets subventionnés en vertu du présent article peuvent également bénéficier de subventions complémentaires de la part de la Communauté française ou d'un autre pouvoir public, à condition que les différentes subventions ne couvrent pas les mêmes coûts.

Art. 57. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe dans l'appel à projet le taux d'intervention qui doit être compris entre de 50 % à 70% du montant subsidiable.

§ 2. Pour autant qu'ils soient éligibles à un financement européen en application du Règlement (UE) 2021/241, le montant subsidiable est constitué des éléments suivants :

1° le coût prévisionnel des travaux hors TVA;

2° les honoraires de l'auteur de projet et des bureaux d'études, hors TVA, plafonnés à 10% du montant des travaux;

3° les frais d'organisation d'un concours de projet, plafonnés à 12.500 euros hors TVA.

Dans le cas de travaux exécutés en régie, le coût des travaux est constitué par les frais d'acquisition de matériaux, de location de matériel et de main d'œuvre extérieure, à l'exclusion de la TVA.

§ 3. Le montant subsidiable est majoré des montants nécessaires à la prise en charge de la TVA se rapportant aux éléments visés au paragraphe 2.

Art. 58. Les travaux réalisés avant la notification de la décision définitive d'intervention de la Communauté française sont exclus de la subvention.

Des dérogations peuvent toutefois être accordées par le Gouvernement, sur base d'une demande motivée, si elles sont nécessaires pour respecter les délais prévus à l'article 55, 6°.

Ces dérogations ont pour but de préserver le droit aux subventions mais ne constituent nullement un engagement ferme d'intervention.

Les demandes de dérogation ne peuvent porter que sur des travaux ayant débuté au plus tôt le 1^{er} février 2020.

Art. 59. § 1^{er}. Le bénéficiaire de la subvention est tenu de maintenir l'affectation culturelle de l'infrastructure définie dans sa demande pendant une durée minimale de quinze ans à compter de la réception provisoire des travaux.

§ 2. Sans préjudice de l'application des dispositions relatives au contrôle des subventions, prévues par et en vertu de l'article 61 du décret du 20 décembre 2011, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1° le bénéficiaire ne respecte pas les échéances intermédiaires qu'il s'est fixé, et

2° le bénéficiaire n'apparaît manifestement plus en mesure de respecter l'échéance prévue à l'article 55, 6°.

En cas de retrait de la subvention, le bénéficiaire est tenu de rembourser sans délais les montants déjà versés.

§ 3. Dans l'hypothèse où le retrait d'une ou plusieurs subventions ferait apparaître un solde disponible dans l'enveloppe budgétaire prévue pour les infrastructures culturelles dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience, à l'exclusion des augmentations et majorations prévues à l'article 56, § 1^{er}, le Gouvernement peut attribuer ce solde à des opérateurs non retenus lors de l'appel visé à l'article 54 en respectant l'ordre décroissant de priorité suivant :

1° en repêchant des projets éligibles qui n'avaient pas été retenus comme prioritaires en application de l'article 56, § 2;

2° en cas d'insuffisance de projets éligibles, en lançant un nouvel appel à projets aux conditions du présent chapitre.

Art. 60. § 1^{er}. L'appel à projets est publié sur le site internet des services du Gouvernement et précise la procédure applicable dans le respect des principes définis par le présent chapitre.

§ 2. La sélection des projets de rénovation globale comprend deux phases :

1° un accord de principe, statuant sur l'éligibilité du projet et fixant le montant subsidiable maximum, sur base du dossier de candidature;

2° un accord ferme, confirmant l'accord de principe et sur base d'un dossier plus complet remis après l'accord de principe, sans que le montant adapté ne puisse dépasser le maximum fixé lors de l'accord de principe.

§ 3. La sélection des projets de rénovation ponctuelle se déroule en une phase.

L'accord ferme est donné sur base du dossier de candidature et statue tant sur l'éligibilité du projet que sur le montant subsidiable.

§ 4. La subvention est liquidée en plusieurs tranches, au fur et à mesure de l'introduction par l'adjudicataire des états d'avancement et du paiement par le bénéficiaire des factures liées à ceux-ci.

Les services du Gouvernement disposent d'un délai de trente jours pour procéder à la vérification des déclarations de créances et des justificatifs qui leur sont adressées par le bénéficiaire.

Le paiement intervient dans les trente jours qui suivent la fin de la vérification visée à l'alinéa 2.

CHAPITRE II. — *Du soutien à la Recherche scientifique*

Art. 61. § 1^{er}. Dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne pris en application du Règlement UE 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience, le Gouvernement octroie une subvention aux universités qui ont des activités de recherche dans le domaine de la transition énergétique.

Dans la limite du financement prévu dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne et de la prise en charge éventuelle de la taxe sur la valeur ajoutée par la Communauté française, l'enveloppe budgétaire dédiée au soutien de la recherche scientifique se répartit comme suit entre les bénéficiaires :

1° 29,19 pourcents de l'enveloppe pour l'Université catholique de Louvain :

2° 28,64 pourcents de l'enveloppe pour l'Université libre de Bruxelles;

3° 23,06 pourcents de l'enveloppe pour l'Université de Liège;

4° 9,62 pourcents de l'enveloppe pour l'Université de Mons;

5° 9,48 pourcents de l'enveloppe pour l'Université de Namur.

§ 2. La subvention a pour objet de permettre aux universités précitées de réaliser un projet d'acquisition d'une infrastructure de recherche permettant de mener à bien des activités de recherche scientifique et ce, dans les conditions définies aux articles 62 à 66.

Par infrastructure de recherche, l'on entend les installations, les ressources et les services associés utilisés par la communauté scientifique pour mener des recherches dans ses domaines de compétence. Cette définition englobe les équipements scientifiques et le matériel de recherche, les ressources cognitives comme les collections, les archives et les informations scientifiques structurées, les infrastructures habilitantes fondées sur les technologies de l'information et de la communication, les infrastructures de calcul, les logiciels et les systèmes de communication, ainsi que tous les autres moyens nécessaires pour mener les recherches. Ces infrastructures peuvent être implantées sur un seul site ou être « distribuées ». Dans ce dernier cas, l'on parlera d'un réseau organisé de ressources.

Art. 62. § 1^{er}. Les infrastructures de recherches, visées à l'article 61, § 2, alinéa 2, sont intégrées en une plateforme commune, rassemblant les universités visées à l'article 61, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 2. Les infrastructures de recherches sont ensuite regroupées en sous-plateformes technologiques sous la responsabilité commune des universités visées à l'article 61, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, qui y participent. Les infrastructures de recherche ne doivent pas nécessairement être rassemblées sur un seul site géographique.

Par sous-plateforme, l'on entend un ensemble cohérent d'infrastructures de recherche constituant une base fondamentale pour la recherche. Les sous-plateformes sont déterminées comme suit :

- 1° sous- plateforme 1 : production d'énergie renouvelable et bas carbone;
- 2° sous-plateforme 2a : production, conversion et stockage d'énergie tels que les matériaux et l'électrochimie;
- 3° sous-plateforme 2b : production, conversion et stockage d'énergie mécanique et thermique;
- 4° sous-plateforme 3 : capture et valorisation du CO² (procédés, synthèse et caractérisation);
- 5° sous-plateforme 4a : utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments;
- 6° sous-plateforme 4b : utilisation rationnelle de l'énergie dans la mobilité;
- 7° sous-plateforme 5 : gestion du réseau électrique.

Pour chaque bénéficiaire, le Gouvernement identifie dans l'arrêté d'octroi de la subvention les sous-plateformes auxquelles le bénéficiaire participe et ventile le montant de la subvention fixé à l'article 61, § 1^{er}, alinéa 2, entre celles-ci. Le montant de la subvention à octroyer correspond au montant de l'investissement effectué par le bénéficiaire dans l'achat et la constitution de la sous-plateforme.

Art. 63. Chaque sous-plateforme visée à l'article 62, § 2, doit constituer un comité scientifique avec un représentant de chaque université visée à l'article 61, alinéa 1^{er} si celle-ci est impliquée.

La principale mission de ces comités est de s'assurer de l'excellence et de la cohérence des recherches.

Les universités impliquées désignent un coordinateur par sous-plateforme afin d'exécuter les missions suivantes :

- 1° gérer l'utilisation des infrastructures de recherche;
- 2° suivre les indicateurs définis dans l'arrêté d'octroi de subvention;
- 3° gérer les risques.

Les infrastructures de recherche doivent être accessibles et partagées par les différentes universités et leur localisation exacte est établie par les comités scientifiques respectifs, tenant compte des infrastructures existantes et des éventuelles opportunités de partenariat industriel.

Un seul projet de recherche pourra faire appel à plusieurs infrastructures de recherche.

Le personnel amené à utiliser les infrastructures de recherche peut être en partie à charge de projets de recherche européens, régionaux, FNRS ou à charge des universités.

Art. 64. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 61 est octroyée aux conditions substantielles suivantes :

1° les infrastructures de recherche doivent permettre d'effectuer des recherches dans le cadre des objets énumérés par l'article 62, § 2, alinéa 2;

2° le prix à payer pour l'exploitation ou l'utilisation de l'infrastructure à des fins économiques doit correspondre au prix du marché;

3° l'accès à l'infrastructure doit être ouvert à des personnes extérieures aux universités telles que des chercheurs d'autres établissements d'enseignement supérieur.

§ 2. Le Gouvernement fixe dans l'arrêté d'octroi de la subvention les conditions d'ordre secondaire qui feront l'objet d'une convention spécifique avec chaque bénéficiaire.

Art. 65. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention visée à l'article 61 sont les suivantes :

- 1° les coûts des instruments et du matériel utilisés pour la réalisation du projet d'acquisition;
- 2° les coûts des licences et brevets éventuels ainsi que le coût de la formation préalable à l'utilisation du matériel acheté pour la réalisation du projet d'acquisition lorsque la transaction est effectuée dans les conditions normales de la concurrence et qu'il n'existe aucun élément de collusion;
- 3° les frais généraux additionnels et toute taxe quelconque supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;
- 4° les autres frais d'exploitation, notamment les coûts des matériaux, fournitures et produits similaires supportés directement du fait de la réalisation du projet d'acquisition;
- 5° les coûts d'acquisition de l'infrastructure de recherche ainsi que les frais d'infrastructure et d'installation éventuellement liés.

Les travaux d'adaptations des bâtiments nécessaires pour abriter les infrastructures de recherche définis à l'article 62 ne sont pas éligibles dans le cadre de la subvention.

Art. 66. Lorsqu'une infrastructure de recherche exerce à la fois des activités économiques et des activités non économiques, le financement, les coûts et les revenus de chaque type d'activités sont comptabilisés séparément, sur la base de principes de comptabilisation des coûts appliqués de manière cohérente et objectivement justifiables.

CHAPITRE III. — *Du soutien à l'Enseignement supérieur**Section 1^{re}. — Du soutien aux universités*

Art. 67. Le Gouvernement peut octroyer une subvention aux universités dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne pris en application du Règlement UE 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience afin de soutenir les projets portant sur la rénovation de leurs bâtiments existants.

Le Gouvernement dispose à cet effet d'une enveloppe globale qui sera répartie entre les universités suite à un appel à projets dont les conditions et modalités sont définies à l'article 68.

La taxe sur la valeur ajoutée éventuelle est prise en charge en tout ou partie, selon le cas, par la Communauté française. Cette prise en charge ne pourra pas excéder le montant de l'enveloppe globale répartie entre universités multipliée par le taux de TVA en vigueur.

Les universités bénéficiaires de la subvention sont celles visées par l'article 25 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Art. 68. § 1^{er} Préalablement à l'octroi des subventions visées à l'article 67, le Gouvernement lance un appel à projets auprès des universités.

Seuls sont éligibles les projets portant sur la rénovation de bâtiments universitaires et répondant aux conditions suivantes :

1° le projet déposé doit respecter le principe visé à l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement (UE) 2019/2088, consistant à ne pas causer de préjudice important à un ou plusieurs objectifs environnementaux visés à l'article 9 dudit règlement;

2° le projet déposé doit respecter les objectifs environnementaux tels que définis dans l'appel à projets. Ainsi, il doit s'inscrire, selon le cas, dans les travaux éligibles renseignés soit au code 026 soit au code 026 bis tels qu'ils figurent à l'annexe VI du Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience;

3° le projet déposé doit démontrer respecter les délais définis dans l'appel à projets concernant l'état d'avancement des travaux proposés;

4° le montant de chaque projet déposé doit être supérieur à cinq cent mille euros hors taxe sur la valeur ajoutée;

5° les universités doivent s'engager à compléter le financement du projet proposé à concurrence de minimum seize pourcents de la valeur du montant d'attribution du marché de travaux hors taxe sur la valeur ajoutée.

Par bâtiment universitaire, l'on entend toute infrastructure universitaire dans laquelle sont exercées des activités d'enseignement, de recherche ou d'administration. Les infrastructures dans lesquelles sont effectuées, pour tout ou partie, des activités économiques ne sont pas éligibles à la subvention.

§ 2. Au minimum cinquante pourcents du montant de l'enveloppe globale visée à l'article 67, alinéa 2, doivent être affectés au soutien des projets permettant d'obtenir un coefficient de cent pourcent pour l'objectif lié au changement climatique ainsi qu'un coefficient de quarante pourcent pour l'objectif environnemental que la Commission européenne a déterminés dans la méthode de suivi de l'action pour le climat figurant à l'annexe VI du Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience (code 026 bis). L'objectif poursuivi est d'atteindre une économie d'énergie primaire de 30%. L'appel à projets précise cette exigence.

Les autres projets sélectionnés doivent atteindre au moins un coefficient de quarante pourcents pour l'objectif lié au changement climatique ainsi qu'un coefficient de quarante pourcents pour l'objectif environnemental déterminés dans la méthode de suivi de l'action pour le climat figurant à l'annexe VI du Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021, précité (code 026). L'appel à projets précise cette exigence.

§ 3. Dans le cadre de l'appel à projets, les universités bénéficient, dans un premier temps et sous réserve du mécanisme prévu au paragraphe 6, d'un droit de tirage correspondant à une partie de l'enveloppe globale visée à l'article 63, alinéa 2.

Le calcul de ce droit de tirage par établissement est arrondi de telle manière que la somme du droit de tirage de l'ensemble des établissements augmentés de leurs bonus potentiels respectifs prévus au paragraphe 4, alinéa 4, épuise l'enveloppe globale visée à l'article 67, alinéa 2.

Sous réserve de la règle visée à l'alinéa 2, la somme du droit de tirage de l'ensemble des universités est calculée selon la formule suivante : enveloppe globale visée à l'article 67, alinéa 2, divisée par 1,05.

Sous réserve de la règle visée à l'alinéa 2, la somme du droit de tirage est ensuite répartie entre les différentes universités en fonction des pondérations suivantes :

1° Université de Liège : 27,12%;

2° Université Catholique de Louvain : 30,12%;

3° Université Libre de Bruxelles : 25,22%;

4° Université de Mons : 8,34%;

5° Université de Namur : 6,68%;

6° Université Saint-Louis – Bruxelles : 2,52%.

§ 4. Les universités peuvent déposer un ou plusieurs projets dans le cadre de l'appel à projets, dont le montant total peut dépasser leur droit de tirage respectif, tel que déterminé au paragraphe 3. Pour chaque projet, les universités devront préciser le minimum de financement à recevoir pour pouvoir mettre en œuvre celui-ci afin de respecter les conditions énoncées au paragraphe 1^{er}. En cas de dépôt de plusieurs projets, elles déterminent l'ordre de priorité qu'elles accordent à chaque projet.

Chaque projet jugé éligible par application des conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, est analysé au regard de trois critères de sélection, classés par ordre d'importance décroissant, à savoir :

1° l'appréciation, sous forme d'une analyse de risques, des délais renseignés par l'université pour l'accomplissement des étapes-clés du projet proposé;

2° l'impact des travaux projetés en matière de performance énergétique;

3° l'ambition du projet en termes de surface à rénover au prorata du droit de tirage de l'université concernée.

Une cotation est attribuée pour chacun de ces trois critères afin de classer les projets. Un classement des projets pour chaque université est effectué et une moyenne pondérée, dont les modalités de calcul sont déterminées dans l'appel à projets, est dégagée pour chaque université.

Chaque université qui obtient une moyenne pondérée de plus de soixante pourcents obtient un bonus qui correspond à cinq pourcents de son droit de tirage et ce, dans la limite des crédits disponibles.

Si une université ne satisfait pas à la condition énoncée à l'alinéa 3, son bonus est réparti entre les autres universités au prorata du droit de tirage défini au paragraphe 3.

Les projets déposés par une université et répondant aux conditions d'éligibilité sont retenus en fonction de l'ordre de priorité renseigné et jusqu'à épuisement du droit de tirage alloué à l'université, tel qu'il a été majoré, le cas échéant, du bonus obtenu visé à l'alinéa 4 ou de la répartition visée à l'alinéa 5.

§ 5. L'appel à projets précise la portée et les modalités de calcul de la cotation des critères mentionnés au paragraphe 4, alinéa 2.

§ 6. Si une université n'épuise pas l'entièreté de son droit de tirage global, le solde est versé dans un pot commun constitué du solde des droits de tirage globaux non utilisés des différentes universités.

Chaque projet jugé éligible par application des conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, est classé en fonction des points obtenus par application des critères visés au paragraphe 4. L'enveloppe budgétaire constituée du pot commun est répartie entre les projets les mieux classés dont le minimum de financement défini par l'université est atteint et ce, jusqu'à épuisement des crédits.

Art. 69. Si une université a obtenu un financement pour un projet pour lequel il apparaît que les délais ou les exigences définis dans son projet ainsi que dans l'appel à projets ne sont pas respectés, elle le déclare immédiatement au commissaire ou délégué du Gouvernement dont elle dépend, qui en réfère au Gouvernement. Outre le contrôle réglementaire des marchés publics, les commissaires contrôlent le respect des délais auxquels les universités se sont engagées pour leurs projets. En cas de non-respect des délais, ils en réfèrent au Gouvernement.

Le Gouvernement peut annuler le montant de la subvention initialement octroyée pour ce projet à l'université concernée et répartir ce montant entre les projets les mieux classés en application du mécanisme prévu à l'article 68, § 4, dont le minimum de financement défini par l'université est atteint, à condition que le projet respecte encore les délais et exigences prévus dans l'appel à projets.

Si aucun projet classé ne respecte les conditions de l'appel à projets, le Gouvernement lance un nouvel appel à projets dont les conditions essentielles sont identiques à celles prévus aux articles 67 et 68. Il en fixe les modalités et les conditions complémentaires éventuelles.

Art. 70. Un jury sélectionne les projets éligibles et procède à l'évaluation des projets éligibles sur la base des critères renseignés à l'article 68, § 4, en vue de leur classement.

Le jury est composé :

- 1° de deux représentants de l'Administration en charge des Infrastructures;
- 2° d'un représentant de l'Administration en charge de l'Enseignement;
- 3° d'un expert externe.

Un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur assiste au jury en tant qu'observateur.

Le jury peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts.

Art. 71. Les universités dont les projets ont été sélectionnés et validés par le Gouvernement signent une convention dans laquelle sont définies au minimum les éléments suivants :

1° les obligations dans le chef des universités dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne;

2° le type de pièces justificatives à fournir afin de permettre aux services du Gouvernement de contrôler l'usage de la subvention octroyée;

3° une disposition spécifique selon laquelle les universités supportent les coûts éventuels engendrés par le non-respect des délais ou des exigences renseignés dans l'appel à projet et qui entraîne l'irrecevabilité du financement du projet dans le cadre du plan de de la facilité pour la reprise et la résilience européenne;

4° les modalités éventuelles de remboursement de la subvention si un projet ne respecte pas les délais ou les conditions essentielles renseignées dans l'appel à projets.

Art. 72. Les commissaires et délégués du Gouvernement auprès des universités exercent un contrôle portant sur :

1° le respect des délais renseignés, d'une part, dans l'appel à projets et, d'autre part, dans le projet faisant l'objet de la subvention visée à l'article 67;

2° l'utilisation et l'affectation de la subvention visée à l'article 67.

L'université transmet au commissaire ou délégué du Gouvernement dont elle dépend tous les documents nécessaires à ce contrôle et met à sa disposition toutes les pièces justificatives utiles à ce contrôle.

Section II. — Dispositions concernant le soutien à la stratégie numérique de l'Enseignement supérieur de plein exercice

Art. 73. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention aux établissements d'enseignement supérieur de plein exercice dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne adopté de l'Union européenne pris en application du Règlement UE 2021/241 du 12 février 2021, précité, ayant pour objet de financer, en tout ou partie :

1° l'acquisition d'équipements numériques de toute nature;

2° le déploiement de la connectivité ou son amélioration au sein de l'établissement, à l'exclusion des travaux de câblage;

3° l'achat ou le développement de logiciels en ce compris les licences nécessaires à leur utilisation;

4° l'acquisition ou le développement de ressources pédagogiques ou de plateformes numériques;

5° le développement des compétences numériques des membres du personnel ou des étudiants.

Les établissements d'enseignement supérieur pouvant bénéficier de la subvention sont les universités, les hautes écoles et les écoles supérieures des arts visées respectivement aux articles 10 à 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

§ 2. Dans la limite du financement prévu dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne, l'enveloppe budgétaire dédiée au soutien de l'Enseignement supérieur de plein exercice est répartie entre les établissements d'enseignement supérieur selon les modalités précisées aux articles 74 à 78.

§ 3. La taxe sur la valeur ajoutée éventuelle afférente aux biens et services visés au paragraphe 1^{er} est prise en charge par la Communauté française.

Art. 74. §1^{er}. Préalablement à l'octroi des subventions visées à l'article 73, un ou plusieurs appels à projets sont lancés auprès des universités, hautes écoles et écoles supérieures des arts.

§ 2. Un premier appel à projets est lancé au plus tard en 2022 par le Gouvernement.

§ 3. Seuls sont recevables les projets qui satisfont aux conditions suivantes :

1° le projet déposé doit respecter le principe visé à l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement (UE) 2019/2088, consistant à ne pas causer de préjudice important à un ou plusieurs objectifs environnementaux visés à l'article 9 dudit Règlement;

2° le projet doit être déposé au plus tard à la date fixée dans l'appel à projets et doit respecter l'ensemble des délais définis dans l'appel à projet.

§ 4. Les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice ne peuvent déposer, par établissement, qu'un seul projet par appel à projet.

Art. 75. § 1^{er}. Dans la limite du financement prévu dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne, une enveloppe correspondant à 75 pourcents de l'enveloppe budgétaire totale pour la stratégie numérique de l'enseignement supérieur de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieure est dédiée au soutien de l'Enseignement supérieur de plein exercice.

§ 2. Dans le cadre de l'enveloppe dédiée au soutien de l'Enseignement supérieur de plein exercice visée au paragraphe 1^{er}, pour le premier appel à projets, un droit de tirage maximal est réparti comme suit de manière globale entre les bénéficiaires :

1° 95 pourcents pour les universités et hautes écoles;

2° 5 pourcents pour les Ecoles supérieures des Arts.

Ce droit de tirage est ensuite réparti par établissement selon les modalités renseignées aux paragraphes 3 à 5.

§ 3. Le montant de droit de tirage pour l'ensemble des universités correspond à 50,6 pourcents du montant renseigné au § 2, 1°. Le montant du droit de tirage propre à chaque université est déterminé de la manière suivante :

1° une université se voit attribuer respectivement 4, 2 et 1 points par étudiant bénéficiaire d'une allocation d'études, par étudiant à revenus modestes et par autre étudiant inscrit dans l'université, au cours de l'année académique 2019-2020, tels qu'ils ont été validés par les Commissaires et Délégués du Gouvernement pour l'application de l'article 36bis de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires en 2020;

2° une Université se voit attribuer respectivement 1 point par étudiant inscrit dans l'université au cours de la même année académique, tels qu'ils ont été validés par les Commissaires et Délégués du Gouvernement pour l'application de la même disposition;

3° une université dispose d'un droit de tirage selon la formule suivante :

droit de tirage de l'ensemble des universités

$X \left((0,5 \times \text{total des points attribués à l'université en vertu du } 1^\circ) \right.$

$\text{total des points attribués à l'ensemble des universités en vertu du } 1^\circ)$

$+ (0,5 \times \text{total des points attribués à l'université en vertu du } 2^\circ)$

$\text{total des points attribués à l'ensemble des universités en vertu du } 2^\circ)$.

§ 4. Le montant de droit de tirage pour l'ensemble des Hautes Ecoles correspond à 49,40 pourcents du montant renseigné au § 2, 1°. Le montant du droit de tirage est déterminé de la manière suivante pour chaque Haute Ecole :

1° une Haute école se voit attribuer respectivement 4, 2 et 1 points par étudiants bénéficiaires d'une allocation d'études, par étudiants à revenus modestes et par autre étudiant inscrit dans la Haute Ecole, au cours de l'année académique 2019-2020, tels qu'ils ont été validés par les Commissaires du Gouvernement pour l'application du décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur;

2° une Haute Ecole se voit attribuer respectivement 1 point par étudiants inscrit dans la Haute Ecole au cours de la même année académique, tels qu'ils ont été validés par les Commissaires du Gouvernement pour l'application de la même disposition;

3° une Haute Ecole dispose d'un droit de tirage selon la formule suivante :

droit de tirage de l'ensemble des Hautes Ecoles

$X \left((0,5 \times \text{total des points attribués à la Haute Ecole en vertu du } 1^\circ) \right.$

$\text{total des points attribués à l'ensemble des Hautes Ecoles en vertu du } 1^\circ)$

$+ (0,5 \times \text{total des points attribués à la Haute Ecole en vertu du } 2^\circ)$

$\text{total des points attribués à l'ensemble des Hautes Ecoles en vertu du } 2^\circ)$.

§ 5. Sur base de la répartition visée au paragraphe 2, le montant du droit de tirage est déterminé de la manière suivante pour chaque Ecole supérieure des Arts :

1° une Ecole supérieure des Arts se voit attribuer respectivement 1 point par étudiants finançables de l'Ecole supérieure des Arts, au cours de l'année académique 2019-2020, tels qu'ils ont été validés par les Délégués du Gouvernement, hors étudiants visés à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2015 relatif aux jeunes talents dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française et sans application de l'alinéa 2 de l'article 8 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études;

2° une Ecole supérieure des Arts dispose d'un droit de tirage selon la formule suivante :

droit de tirage de l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts

X total des points attribués à l'Ecole supérieure des Arts en vertu du 1°

total des points attribués à l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts en vertu du 1°).

§ 6. Les établissements d'enseignement supérieur mentionnent le budget nécessaire à la mise en œuvre du projet déposé.

Art. 76. Un jury est chargé d'analyser les projets déposés.

Le jury est composé :

1° du Directeur général de l'administration en charge de l'enseignement supérieur, ou de son représentant, qui en assure la présidence;

2° d'un représentant du Centre de Ressources pédagogiques;

3° de deux membres de l'administration en charge de l'enseignement supérieur;

4° d'un représentant de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Un ou deux représentants du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur assistent au jury en tant qu'observateur.

Le jury peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts. Les experts bénéficient d'une indemnité de vacation de 150 euros par projet recevable à analyser et d'un remboursement de leurs frais de déplacement, alloué conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. A cet effet, les experts sont considérés comme des titulaires de rang 12.

Le secrétariat du jury est assuré par l'administration en charge de l'enseignement supérieur.

Art. 77. § 1^{er}. Le jury évalue les projets sur la base des critères de recevabilité visés à l'article 74, § 3, et des critères de sélection suivants :

1° la qualité du projet et son intégration dans la stratégie de développement des compétences numériques mise en place par l'établissement;

2° l'ampleur du projet appréciée sur base du ratio entre le nombre de membres du personnel et d'étudiants visés par le projet au sein de l'établissement et leur nombre global au sein de ce même établissement;

3° en tenant compte de l'enseignement dispensé par l'établissement, l'adéquation du matériel avec les formations organisées dans l'établissement et/ou l'adéquation du projet avec les perspectives du monde professionnel ou de la recherche pour les filières concernées;

4° l'amélioration qualitative que pourrait apporter le projet à l'enseignement et aux apprentissages prodigués dans l'établissement concerné;

5° l'importance de l'impact du projet dans la réduction de la fracture numérique pour les membres du personnel et les étudiants ainsi que la complémentarité avec d'autres mesures si elles existent. Une attention particulière est portée aux personnes en situation de vulnérabilité socioéconomique, aux personnes porteuses de handicap et aux femmes. Par réduction de la fracture numérique, l'on entend le fait de réduire les inégalités d'accès aux infrastructures et équipements numériques et réseaux internet ainsi que de développer les compétences nécessaires à l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Chacun des critères de sélection a une valeur équivalente dans l'appréciation globale du projet.

§ 2. Un projet n'est pas éligible à la subvention s'il n'obtient pas au moins 50 pourcents des points pour chaque critère de sélection visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le jury peut formuler une proposition de réduction du budget demandé par l'établissement si ce budget n'est pas jugé raisonnable, crédible ou mesurable.

§ 4. Les subventions sont octroyées par le Gouvernement sur la base de la proposition de sélection formulée par le jury.

Art. 78. Si un établissement n'a pas épuisé l'entièreté de son droit de tirage, la partie de la subvention non-utilisée est versée dans un pot commun pour être répartie via un ou plusieurs autres appels à projets.

Si un projet initialement subventionné ne respecte pas tout ou partie des conditions et délais imposés dans l'appel à projets, la subvention accordée à l'établissement est retirée et le montant y relatif est récupéré et versé dans un pot commun pour être répartie via un ou plusieurs autres appels à projets.

Les conditions de recevabilité et de sélection de cet ou de ces appels à projets supplémentaires sont identiques à celles du premier appel à projets telles que définies aux articles 74, § 3, et 77.

Néanmoins, dans le cadre de cet ou ces appels à projets, les établissements ne bénéficient plus d'un droit de tirage propre. Le budget sera réparti entre les projets en tenant compte de leur classement. Les budgets sollicités par projet pourront être réduits par le jury afin de favoriser la prise en compte d'un maximum de projets de qualité. Dans le cadre des moyens à allouer, le jury tiendra également compte du nombre d'étudiants de l'établissement concerné par le projet et de la viabilité du projet après financement.

Art. 79. Les Commissaires et Délégués du Gouvernement vérifient la légalité des marchés publics passés par les établissements pour mettre en œuvre leur projet ainsi que le respect des conditions renseignées dans l'appel à projets.

CHAPITRE IV. — *Du soutien à l'Enseignement de promotion sociale*

Art. 80. § 1^{er}. Le Gouvernement peut octroyer une subvention aux pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne pris en application du Règlement UE 2021/241 du 12 février 2021, précité ayant pour objet de financer, en tout ou partie :

- 1° l'acquisition d'équipements numériques de toute nature;
- 2° le déploiement de la connectivité ou son amélioration au sein de l'établissement concerné, à l'exception des travaux de câblage;
- 3° l'achat ou le développement de logiciels en ce compris les licences nécessaires à leur utilisation.

Les pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française sont ceux visés par les articles 1^{er}, §§ 2 et 3, et 2 du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale.

§ 2. Dans la limite du financement prévu dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne, une enveloppe correspondant à 25 pourcents de l'enveloppe budgétaire totale pour la stratégie numérique de l'enseignement supérieur de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieure est dédiée au soutien de l'enseignement de promotion sociale. 39 pourcents de cette enveloppe est consacrée aux subventions visées au paragraphe 1^{er}.

Ce montant est ensuite réparti entre les pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française selon les modalités précisées aux articles 81 à 85.

Cette subvention est répartie entre ces établissements via un mécanisme d'appel à projets.

§ 3. La taxe sur la valeur ajoutée éventuelle afférente aux biens et services visés au paragraphe 1^{er} est prise en charge par la Communauté française.

Art. 81. § 1^{er}. Préalablement à l'octroi des subventions visées à l'article 80, le Gouvernement lance un ou plusieurs appels à projets auprès des pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française.

§ 2. Un premier appel à projets est lancé au plus tard en 2022 par le Gouvernement.

§ 3. Seuls sont recevables les projets qui satisfont aux conditions suivantes :

- 1° le projet déposé doit respecter le principe visé à l'article 17 du Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le Règlement (UE) 2019/2088, consistant à ne pas causer de préjudice important à un ou plusieurs objectifs environnementaux visés à l'article 9 dudit Règlement;
- 2° le projet doit être déposé au plus tard à la date fixée dans l'appel à projets et doit respecter l'ensemble des délais définis dans l'appel à projet.

Dans le cadre du premier appel à projets, les projets doivent respecter le droit de tirage maximal fixé par établissement et défini à l'article 82.

§ 4. Les pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française ne peuvent déposer qu'un seul projet par établissement et par appel à projet.

Art. 82. Les pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française bénéficient chacun d'un droit de tirage maximal dont le montant est déterminé au prorata des périodes élèves générées pour l'année civile 2019, telles que déterminées par l'article 99 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Art. 83. Un jury est chargé d'analyser les projets déposés.

Le jury est composé :

- 1° du Directeur général de l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale ou de son représentant, qui en assure la présidence;
- 2° de trois représentants du Centre de Ressources pédagogiques;
- 3° de trois représentants de l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale;
- 4° d'un membre du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale avec un rôle d'observateur.

Un ou deux représentants du Ministre en charge de l'Enseignement de Promotion sociale assistent au jury en tant qu'observateur.

Le jury peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts.

Le secrétariat du jury est assuré par l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale.

Art. 84. § 1^{er}. Le jury évalue les projets sur la base des critères de recevabilité visés à l'article 81, § 3, et des critères de sélection suivants :

- 1° la qualité du projet et son intégration dans la stratégie de développement des compétences numériques mise en place par l'établissement;
- 2° l'ampleur du projet appréciée sur base du ratio entre le nombre de membres du personnel et d'apprenants visés par le projet au sein de l'établissement et leur nombre global au sein de ce même établissement;
- 3° l'adéquation du matériel avec les formations organisées dans l'établissement, l'adéquation du projet avec les perspectives du monde professionnel ou de la recherche pour les filières concernées;
- 4° l'amélioration qualitative que pourrait apporter le projet à l'enseignement et aux apprentissages prodigués dans l'établissement concerné;

5° l'importance de l'impact du projet dans la réduction de la fracture numérique pour les membres du personnel et les apprenants ainsi que la complémentarité avec d'autres mesures si elles existent. Une attention particulière est portée aux personnes en situation de vulnérabilité socioéconomique, aux personnes porteuses de handicap et aux femmes. Par réduction de la fracture numérique l'on entend le fait de réduire les inégalités d'accès aux infrastructures, équipements numériques et réseaux internet ainsi que de développer les compétences nécessaires à l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Chacun des critères de sélection a une valeur équivalente dans l'appréciation globale du projet.

§ 2. Un projet n'est pas éligible à la subvention s'il n'obtient pas au moins 50 pourcents des points pour chaque critère de sélection visé au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le jury peut formuler une proposition de réduction du budget demandé par l'établissement si ce budget n'est pas jugé raisonnable, crédible ou mesurable.

§ 4. Les subventions sont octroyées par le Gouvernement sur la base de la proposition de sélection formulée par le jury.

Art. 85. Si un pouvoir organisateur d'Enseignement de promotion sociale reconnu par la Communauté française n'a pas épuisé l'entièreté de son droit de tirage, le montant afférent à ce projet est versé dans un pot commun pour être réparti à la suite d'un ou plusieurs autres appels à projets.

Si un projet initialement subventionné ne respecte pas tout ou partie des conditions et délais imposés dans l'appel à projets, la subvention accordée à l'établissement est retirée et le montant y relatif est récupéré et versé dans un pot commun pour être répartie via un ou plusieurs autres appels à projets.

Les conditions de recevabilité et de sélection de cet ou ces appels à projets supplémentaires sont identiques à celles du premier appel à projets telles que définies aux articles 81, § 3, et 84.

Néanmoins, dans le cadre de cet ou ces appels à projets, les pouvoirs organisateurs d'Enseignement de promotion sociale reconnus par la Communauté française ne bénéficient plus d'un droit de tirage propre. Le budget sera réparti entre les projets en tenant compte de leur classement. Dans le cadre des moyens à allouer, le jury tiendra également compte du nombre d'apprenants de l'établissement concerné par le projet et de la viabilité du projet après financement.

Art. 86. § 1^{er}. Dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne pris en application du Règlement UE 2021/241 du 12 février 2021, précité, le Gouvernement fixe une enveloppe annuelle de 12.800 périodes A pour les années académiques 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 et 2025-2026.

Par périodes A, l'on entend les périodes visées à l'article 83, § 1^{er}, 1^o, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Cette enveloppe est exclusivement dévolue à la désignation ou à l'engagement de techno-pédagogues « Enseignement de promotion sociale ».

Ces périodes sont réparties proportionnellement au nombre de périodes organiques calculées pour l'année civile 2019 en arrondissant à la charge complète entre les réseaux d'enseignement suivants :

- 1^o l'enseignement organisé par la Communauté française;
- 2^o l'enseignement officiel subventionné;
- 3^o l'enseignement libre subventionné confessionnel;
- 4^o l'enseignement libre subventionné non confessionnel.

§ 2. Les techno-pédagogues ont pour missions :

1^o de conseiller les pouvoirs organisateurs dans l'élaboration de projets numériques portant sur la conception, la production, le choix et l'utilisation des méthodes, techniques et matériel;

2^o de soutenir les enseignants du réseau dans le choix et l'utilisation des outils numériques en articulation avec leurs pratiques pédagogiques pour développer la stratégie numérique d'établissement;

3^o d'aider les apprenants et les enseignants du réseau à l'utilisation du matériel disponible ou obtenu dans le cadre de l'appel à projets visé à l'article 81;

4^o de participer à des rencontres périodiques inter-réseaux, multidisciplinaires ou non, organisées par le Centre de Ressources Pédagogiques en vue de faire connaître les pratiques développées et les ressources mutualisées.

§ 3. Pour chaque techno-pédagogue relevant de leur autorité, WBE et les fédérations de pouvoirs organisateurs transmettent à l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale, au plus tard à la fin de chaque année académique concernée, un rapport d'activités portant sur la réalisation de leurs missions. Le premier rapport est transmis à la fin de l'année académique 2022-2023 et le dernier à la fin de l'année académique 2025-2026.

Art. 87. § 1^{er}. Dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience de l'Union européenne pris en application du Règlement UE 2021/241 du 12 février 2021, précité, quatre appels à collaborations sont lancés par le ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale au cours des années 2022 à 2025 auprès des enseignants exerçant au sein des établissements de l'enseignement de promotion sociale. Un appel à collaboration est lancé par année et a pour objectif d'augmenter le nombre de ressources pédagogiques disponibles et de favoriser leur mutualisation.

Ces ressources pédagogiques sont mutualisées au profit de tous les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement promotion sociale.

Les appels à collaborations s'adressent à tous les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement de promotion sociale.

§ 2. Dans la limite du financement prévu dans le cadre du plan de la facilité pour la reprise et la résilience européenne de l'Union européenne, une enveloppe correspondant à 25 pourcents de l'enveloppe budgétaire totale pour la stratégie numérique de l'enseignement supérieur de plein exercice et de l'enseignement de promotion sociale secondaire et supérieure est dédiée au soutien de l'enseignement de promotion sociale. 9 pourcents de cette enveloppe est consacré à la rétribution des enseignants lauréats.

Pour deux périodes développées dans le cadre du projet sélectionné suite à l'appel à collaboration, l'enseignant lauréat bénéficiera de 40 périodes correspondant au niveau des périodes de l'Unité d'Enseignement développée (période A, B ou C).

§ 3. Le jury est composé :

- 1° du Directeur général de l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale ou de son représentant qui en assure la présidence;
- 2° de trois représentants du Centre de Ressources pédagogiques;
- 3° d'un membre du Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale avec rôle d'observateur;
- 4° d'un représentant de l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale.

Un ou deux représentants du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur et de promotion sociale peuvent assister au jury en tant qu'observateur.

Le secrétariat est assuré par l'administration en charge de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de promotion sociale.

§ 4. Les subventions sont octroyées par le ministre en charge de l'Enseignement de promotion sociale sur la base de la proposition de sélection formulée par le jury.

Art. 88. Les critères d'évaluation de chaque appel à collaborations lancé en application de l'article 84, § 1^{er}, sont les suivants :

- 1° le respect des priorités définies dans chaque appel à collaboration;
- 2° la faisabilité et la mise en place du projet dans le temps imparti;
- 3° l'impact du projet dans la réduction de la fracture numérique des apprenants ainsi que la complémentarité avec d'autres mesures si elles existent. Sont particulièrement visés ceux qui se trouvent en situation de vulnérabilité socioéconomique, ceux qui se trouvent en situation d'handicap et les femmes;
- 4° la présence et la qualité du scénario pédagogique et l'articulation de la séquence pédagogique à créer avec des séquences pédagogiques déjà mutualisées ou en cours de mutualisation;
- 5° la diversité et la concordance des objectifs, activités et évaluations et l'adéquation des activités de la séquence avec les acquis d'apprentissages de l'unité d'enseignement;
- 6° l'amélioration qualitative que pourrait apporter le projet à l'enseignement et aux apprentissages prodigués dans l'établissement concerné par la mise en œuvre des outils numériques.

Par réduction de la fracture numérique, visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'on entend le fait de réduire les inégalités d'accès aux infrastructures, équipements numériques et réseaux internet ainsi que de développer les compétences nécessaires à l'usage des technologies de l'information et de la communication.

Chacun des critères de sélection a une valeur équivalente dans l'appréciation globale du projet.

CHAPITRE V. — Dispositions permettant d'apporter un soutien pédagogique, éducatif et psycho-social renforcé et ciblé aux élèves des écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé

Section 1^{re}. — De l'octroi de moyens européens permettant d'apporter un soutien pédagogique, éducatif et psycho-social renforcé et ciblé aux élèves des écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé

Art. 89. Pour l'application du présent décret, on entend par « soutien pédagogique, éducatif et psycho-social » les démarches concertées entre les membres du personnel impliqués dans les prises en charge individuelles ou collectives des élèves de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé par les enseignants, éducateurs, logopèdes accompagnateurs CEFA, le personnel paramédical, social et psychologique, et les agents des centres psycho-médico-sociaux en vue d'améliorer leurs apprentissages, leur bien-être mental, émotionnel, relationnel et psychologique. Ces démarches de prises en charge se déroulent en présentiel tant pour les démarches pédagogiques que pour les démarches éducatives ou psycho-sociales, mais peuvent être opérées en distanciel si les normes sanitaires l'exigent.

Art. 90. Des moyens européens sont octroyés aux écoles de l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé et aux centres psycho-médico-sociaux en 2021 et 2022. Ils visent le déploiement exceptionnel d'un soutien de type pédagogique, éducatif et psycho-social pour compenser, pour les élèves concernés, les effets de la suspension partielle des cours, les obligations de confinement et de la mise en place de dispositifs d'apprentissage en hybridation à la suite des normes sanitaires en vigueur pendant la crise sanitaire du COVID-19, en poursuivant les objectifs suivants :

- 1° déployer de la remédiation scolaire;
- 2° soutenir la santé mentale et le bien-être des élèves;
- 3° développer et/ou garantir un climat scolaire serein et bienveillant;
- 4° lutter contre le décrochage scolaire.

Art. 91. Un volume maximal de 7.279 périodes (soit 69,03% du montant fixé par le Gouvernement dans le cadre de la facilité pour la relance et résilience) est consacré à l'octroi d'emplois supplémentaires dans les fonctions de recrutement des catégories du personnel directeur et enseignants et du personnel auxiliaire d'éducation, telles que définies pour le niveau et type d'enseignement concerné par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française ainsi que dans la fonction de recrutement de logopède, aux écoles de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.

Ces moyens supplémentaires sont octroyés sur base de la population scolaire établie au 15 janvier 2021. L'octroi de minimum 2 périodes par école est garanti. La répartition s'effectue sur la base d'une période par tranche de 40 élèves et en tenant compte du tableau de coefficients repris ci-dessous pour tenir compte des élèves qui ont le plus souffert de l'hybridation des apprentissages ainsi que des années d'études les plus critiques en termes de taux d'échec ou d'orientation.

Coeff de pondération	D1 C	0,25
	D1 D + 25	0,75
	D2 AQ	1,1
	D2 AT/TT	1,1
	D2 G	1,1
	D2 P	1,1
	D2 P ALT	0,75
	D2 TQ	1,1
	D3 AQ	1
	D3 AT/TT	1
	D3G	1
	D3P	1
	D3 P ALT	0,75
	D3 TQ	1
	D3 TQ ALT	0,754
	D4	1
	DASPA	0,75

Les abréviations utilisées dans le tableau ci-dessus correspondent à :

4 formes :

G = Général,

T = Technique,

A = Artistique

P = Professionnel

2 sections : (=2ème lettre) :

T = Transition

Q = Qualification

ALT = alternance

Ces formes et sections peuvent s'organiser soit en plein exercice soit en alternance.

DASPA = Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés

Il n'y a pas de 2ème lettre si G (Général=Transition par défaut) ou P (Professionnel=Qualification par défaut)

L'ensemble des élèves inscrits au 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} degré dans l'enseignement ordinaire et en alternance ainsi que les élèves inscrits dans un Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés visé à l'article 2 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française sont pris en compte avec des pondérations différentes et permettent de fixer les emplois promérités.

Toutefois, les écoles ont la liberté sur base des constats émis dans le cadre de leur formulaire RRF d'utiliser les moyens pour n'importe quelle catégorie d'élèves sans se fonder sur la méthode d'allocation reprise ci-dessus qui a généré l'octroi des périodes professeurs.

Les élèves inscrits dans l'enseignement secondaire ordinaire en alternance sont pris en compte dans l'établissement d'enseignement de plein exercice où ils suivent la majorité de leur formation professionnelle. Les élèves qui suivent les cours dans un établissement d'enseignement de promotion sociale sont pris en compte dans l'établissement coopérant du CEFA. Le nombre d'élèves est affecté du coefficient 0,75, par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance.

Les emplois visés par le présent article sont octroyés pour une durée de 10 mois, du 1^{er} septembre 2021 au 30 juin 2022.

Art. 92. Un volume maximal de 432 périodes (soit 3,20% du montant fixé par le Gouvernement dans le cadre de la facilité pour la relance et résilience) est consacré à l'octroi de périodes aux écoles d'enseignement secondaire spécialisé pour le recrutement d'un membre du personnel dans les fonctions de recrutement des catégories du personnel directeur et enseignant, d'auxiliaire d'éducation et/ou d'un membre du personnel paramédical, social et psychologique dans l'une des fonctions de recrutement suivantes, définies par le décret du 11 avril 2014 précité :

- ergothérapeute;
- kinésithérapeute;
- logopède;
- puériculteur•trice;
- infirmier•ère;
- assistant•e social•e;
- psychologue.

Ces moyens supplémentaires sont octroyés à raison d'une période par tranche complète de 40 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2021 et l'octroi de minimum deux périodes par école est garanti. Les élèves pris en considération pour la détermination de ces périodes sont les élèves de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 1 à forme 4.

Les périodes visées par le présent article sont octroyées pour une durée de 10 mois, du 1^{er} septembre 2021 au 30 juin 2022.

Art. 93. Un volume maximal de 374 périodes (soit 2,90% du montant fixé par le Gouvernement dans le cadre de la facilité pour la relance et résilience) est consacré à l'octroi d'emplois supplémentaires dans les fonctions de recrutement des catégories du personnel directeur et enseignants, telles que définies pour le niveau et type d'enseignement concerné par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, aux écoles de l'enseignement fondamental ordinaire de plein exercice pour compléter les moyens pédagogiques alloués dans le cadre du dispositif visé au Chapitre X du Titre I.

La répartition de ces périodes est effectuée sur la population scolaire qui au 30 septembre 2020 bénéficiait du dispositif d'accompagnement visé à l'article 8, §1^{er} du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française, conformément à l'article 9 du même décret, à raison de l'octroi de 0,1 période par élève entre le 1^{er} septembre 2021 et le 30 septembre 2021 dans la limite des 374 périodes prévues au présent article. »

Art. 94. § 1^{er}. Un minimum de 24,86% du montant fixé par le Gouvernement dans le cadre de la facilité pour la relance et résilience est consacré à l'octroi d'emplois supplémentaires aux centres psycho-médico-sociaux.

Les fonctions de recrutement visées par le présent article sont celles prévues par l'arrêté royal du 27 juillet 1979 fixant le statut des membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des membres du personnel du service d'inspection chargés de la surveillance de ces centres psycho-médico-sociaux, par le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés et par le décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.

§ 2. Du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, chaque centre psycho-médico-social bénéficie d'une demi-charge complémentaire pour une durée de 6 mois. Cette demi-charge doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique, assistant.e sociale.e, auxiliaire psycho-pédagogue ou infirmière.e. Sur base d'un monitoring budgétaire du dispositif qui identifie des sous-consommations tant dans les moyens octroyés aux articles 91, 92 et 94, le Gouvernement est habilité à prolonger les actions jusqu'au 31 décembre 2022.

§ 3. Du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, tout centre psycho-médico-social qui assure la guidance d'au moins 1.250 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2021, bénéficie d'une charge complémentaire pour une durée de 6 mois, en sus de la demi-charge prévue au paragraphe 2, alinéa 1^{er}. Cette charge complémentaire doit être occupée par un auxiliaire social et/ou un auxiliaire psycho-pédagogique ou infirmière.e. Sur base d'un monitoring budgétaire du dispositif qui identifie des sous-consommations tant dans les moyens octroyés aux articles 91, 92 et 94, le Gouvernement est habilité à prolonger les actions jusqu'au 31 décembre 2022.

§ 4. Du 1^{er} janvier au 30 juin 2022, tout centre psycho-médico-social qui assure la guidance d'au moins 2.500 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2021, bénéficie d'une demi-charge complémentaire pour une durée de 6 mois, en sus de la charge et demi-charge prévues aux paragraphes 2 et paragraphe 3. Cette demi-charge complémentaire doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique et/ou un auxiliaire social ou infirmière.e. Sur base d'un monitoring budgétaire du dispositif qui identifie des sous-consommations tant dans les moyens octroyés aux articles 91, 92 et 94, le Gouvernement est habilité à prolonger les actions jusqu'au 31 décembre 2022.

Sur base d'un monitoring budgétaire du dispositif qui identifie des sous-consommations tant dans les moyens octroyés aux articles 91, 92 et 94, le Gouvernement est habilité à octroyer du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2022 à tout centre psycho-médico-social qui assure la guidance d'au moins 5000 élèves de l'enseignement secondaire, ordinaire ou spécialisé, le 15 janvier 2021 et pour une durée de 6 mois, un minimum d'une demi-charge complémentaire et un maximum d'une charge complémentaire en sus des deux charges prévues aux paragraphes 2, 3 et 4. Cette demi-charge ou charge complémentaire doit être occupée par un conseiller psycho-pédagogique et/ou un auxiliaire social ou infirmière.e. Le Gouvernement est également habilité à prolonger les actions jusqu'au 31 décembre 2022.

Section II. — Gouvernance du dispositif et contrôle administratif

Art. 95. Les écoles et centres psycho-médico-sociaux qui utiliseront les emplois et les périodes visés aux articles 91, 92, 93 et 94 doivent en informer les Services du Gouvernement via un formulaire conçu à cet effet, pour le 15 octobre 2021 au plus tard pour les écoles et pour le 31 décembre 2021 pour les centres psycho-médico-sociaux. À défaut d'avoir complété et renvoyé le formulaire endéans ce délai, les emplois et périodes ne pourront être utilisés par l'école ou le centre psycho-médico-social concerné.

Dans ce formulaire, l'école et/ou le centre psycho-médico-social fourniront une analyse qualitative des effets de la crise COVID-19 sur les élèves qu'ils suivent, fixeront des objectifs à rencontrer pour atténuer les effets de la crise et les moyens déployés pour y parvenir. Les établissements fixeront aussi le nombre d'emplois créés ou de périodes utilisées, les activités menées dans le cadre des objectifs visés à l'article 90 du présent décret, et les publics-cibles accompagnés.

Art. 96. Dans le cadre des emplois visés aux articles 91, 92 et 94, la définition des missions données aux membres du personnel et le choix de la ou des fonction(s) par le pouvoir organisateur font l'objet d'une concertation préalable au sein des organes locaux de concertation sociale.

Art. 97. Les emplois visés par le présent chapitre sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois.

En aucun cas, l'octroi de ces emplois ou de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

En aucun cas, ces moyens supplémentaires ne peuvent bénéficier à d'autres fins que les objectifs visés aux articles 90, 91, 92, 93 et 94.

Art. 98. Le monitoring du dispositif, sa coordination, son contrôle et son évaluation qualitative, ainsi que le contrôle des actions mises en œuvre par les écoles et les centres psycho-médico-sociaux dans ce cadre et l'identification des données liées à l'engagement des différentes catégories de fonction émergeant au dispositif, sont assurés par les services du Gouvernement.

Les demandeurs s'engagent à répondre à toute demande provenant de la Communauté française, de la Commission européenne ou de tout organe de contrôle entrant dans l'application du plan de relance et de résilience visé par le Règlement (UE) 2021/241, et ce en vue de permettre le contrôle de l'utilisation des interventions financières perçues et le rapportage des informations nécessaires à l'attention de la Commission.

TITRE III. — Dispositions relatives à l'Égalité des chances

Art. 99. Un montant de 75.000 euros est octroyé au Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations afin de lui permettre d'exercer ses missions telles que fixées dans l'Accord de coopération du 12 juin 2013, entre l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

TITRE IV. — Dispositions relatives aux bâtiments scolaires

Art. 100. L'article 5, § 2, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, est complété par un 23° rédigé comme suit : « 23° toute dotation exceptionnelle supplémentaire arrêtée par le Gouvernement ».

Art. 101. L'article 7, § 2, du même décret est complété par le 10° rédigé comme suit : « 10° toute dotation exceptionnelle supplémentaire arrêtée par le Gouvernement ».

Art. 102. L'article 9, § 2, du même décret est complété par le 9° rédigé comme suit : « 9° toute dotation exceptionnelle supplémentaire arrêtée par le Gouvernement ».

Art. 103. L'article 13bis, § 2, du même décret est complété par le 9° rédigé comme suit : « 9° toute dotation exceptionnelle supplémentaire arrêtée par le Gouvernement ».

TITRE V. — Dispositions relatives à WBE

Art. 104. A l'article 38, 1°, du décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « et du coût des infrastructures administratives de WBE » sont supprimés.

TITRE VI. — Dispositions relatives aux Droits des Femmes

Art. 105. Dans le décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française, il est inséré un chapitre IVbis intitulé « Chapitre IVbis Collectifs œuvrant pour une meilleure représentativité des femmes dans les politiques culturelles ».

Art. 106. Dans le chapitre IVbis du même décret du 7 janvier 2016, il est inséré un article 7bis dont la teneur suit :

« Art. 7bis. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît, pour un terme de cinq ans, au moins trois collectifs œuvrant pour une meilleure représentativité des femmes dans le champ des politiques culturelles.

Pour l'application du présent chapitre, on entend par politiques culturelles les politiques menées par la Communauté française dans les matières visées à l'article 4, 1°, 3° à 6°bis, 8°, 10°, 13° et 14°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

Un montant minimal de 35.000 euros est consacré au financement du projet mené par chaque collectif visé à l'alinéa 1^{er}. Ces montants sont indexés annuellement sur la base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

§ 2. La subvention permet de couvrir les dépenses liées à la réalisation du projet, à savoir :

1° les dépenses couvrant les frais de personnel pour autant qu'elles soient strictement liées au développement du projet subventionné;

2° les dépenses couvrant les frais de fonctionnement exclusivement liés au développement du projet à l'exception des frais usuels et structurels du demandeur;

3° les frais de publication, de production, de diffusion, de documentation, d'achat de petits matériels et de missions exclusivement liés au développement du projet. ».

Art. 107. Dans le chapitre IVbis du même décret du 7 janvier 2016, il est inséré un article 7ter rédigé comme suit :

« Art. 7ter. § 1^{er} Pour être reconnu, un collectif doit répondre aux conditions d'éligibilité suivantes :

1° le collectif est porteur d'un projet :

a) œuvrant pour la représentativité des femmes dans le champ des politiques culturelles;

b) s'inscrivant dans le cadre des objectifs stratégiques définis par le plan visé à l'article 3;

2° le collectif est composé d'au moins deux membres;

3° chaque membre du collectif est constitué, depuis au moins un an, sous la forme d'une association ou d'une fondation au sens des articles 1:2 et 1:3 du Code des sociétés et des associations;

4° chaque membre du collectif exerce, depuis au moins un an, des activités œuvrant pour la représentativité des femmes dans le champ des politiques culturelles;

5° au moins un membre du collectif exerce les activités visées sous 4° depuis au moins trois ans;

6° tous les membres du collectif exercent leurs activités dans la région de langue française ou la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

7° l'équipe en charge du projet comprend au moins une personne justifiant d'une expertise sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes depuis au moins trois ans à compter du dépôt de la candidature du collectif;

8° le collectif a déposé sa candidature dans les formes et délais précisés dans l'appel à projets.

§ 2. Si les crédits sont insuffisants pour reconnaître l'ensemble des collectifs éligibles, les projets seront sélectionnés sur base des critères de priorité définis dans l'appel à projet.

Ces critères de priorité peuvent porter sur :

1° l'adéquation du projet au regard des thématiques identifiées dans l'appel à projet;

2° la répartition équilibrée des collectifs reconnus sur l'ensemble du territoire de la Communauté française;

3° la pertinence du projet au regard des objectifs du plan visé à l'article 3;

4° la complémentarité des membres du collectif et la plus-value apportée par leur partenariat;

5° la clarté, la cohérence et la crédibilité du projet présenté, en termes d'organisation, d'estimations budgétaires et d'indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées;

6° l'adéquation du montant sollicité au regard des activités programmées;

7° la plus-value de la reconnaissance au regard des soutiens financiers dont disposent déjà le collectif et ses membres.

§ 3. La procédure de reconnaissance comprend les étapes suivantes :

1° le lancement d'un appel à projets, dont les modalités et les critères sont déterminées sur proposition du Comité de suivi dans le respect des dispositions du présent chapitre;

2° la diffusion de l'appel à projets, au minimum sur le biais d'une publication sur le site des services du Gouvernement;

3° une analyse par le Comité de suivi de la recevabilité des candidatures, de l'opportunité de la reconnaissance au regard des critères de l'appel à projets et du montant à accorder au regard du coût des activités programmées;

4° une audition des candidats par le Comité de suivi, si ce dernier l'estime nécessaire.

Les collectifs reconnus font l'objet d'une évaluation à mi-parcours par le Comité de suivi.

Aucune décision de reconnaissance ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir au préalable reçu l'avis du Comité de suivi.

Pour l'application du présent paragraphe, les membres de la société civile ne participent pas aux délibérations du Comité de suivi. ».

TITRE VII. — Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Art. 108. A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : « A partir de l'année 2021, un montant de 930.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5. A partir de l'année 2022, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.»;

2° au § 2, il est ajouté un alinéa libellé comme suit : « A partir de l'année 2021, un montant de 2.170.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 5. A partir de l'année 2022, ce montant est indexé conformément aux dispositions prévues au paragraphe 4.».

Art. 109. A l'article 36 quater de la même loi, sont ajoutés les alinéas suivants libellés comme suit :

« A partir de l'année budgétaire 2021, un montant de 2.900.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 et 4 en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'alinéa 1^{er} et réparti de la façon prévue à l'alinéa 2. A partir de l'année 2022, ce montant est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2022, un montant de 1.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1, 4 et 6 en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'alinéa 1^{er} et réparti de la façon prévue à l'alinéa 2. A partir de l'année 2023, ce montant est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4.

A partir de l'année budgétaire 2023, un montant de 1.000.000 euros est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1, 4, 6 et 7 en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées à l'alinéa 1^{er} et réparti de la façon prévue à l'alinéa 2. A partir de l'année 2024, ce montant est indexé suivant la formule prévue à l'article 29, § 4. ».

Art. 110. A l'article 36 quater/1 de la même loi deux alinéas rédigés comme suit sont insérés :

« A partir de l'année budgétaire 2022, le montant calculé en vertu de l'alinéa 7 de l'article 36 quater est déduit du montant calculé en vertu des alinéas 1 et 4.

A partir de l'année budgétaire 2023, le montant calculé en vertu de l'alinéa 8 de l'article 36 quater est déduit du montant calculé en vertu des alinéas 1 et 4. ».

CHAPITRE II. — Modifications du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Art. 111. A l'article 9 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année budgétaire 2021, un montant de 5.700.000 euros, incluant le montant de 2.800.000 euros visé à l'article 9, alinéa 3, du décret du 18 juillet 2008 œuvrant à la promotion de la réussite et créant l'observatoire de l'enseignement supérieur, est ajouté au montant obtenu en application des alinéas 1 à 4. A partir de l'année 2022, ce montant est indexé conformément à l'article 9 bis. ».

CHAPITRE III. — Modifications du décret du 18 juillet 2008 œuvrant à la promotion de la réussite et créant l'observatoire de l'enseignement supérieur

Art. 112. A l'article 9 du décret du 18 juillet 2008 œuvrant à la promotion de la réussite et créant l'observatoire de l'enseignement supérieur, un alinéa rédigé comme suit est inséré :

« Le montant tel que repris à l'article 9, alinéa 6, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française inclut un montant de 2.800.000 euros à affecter par les Hautes Ecoles aux actions de promotion de la réussite visées à l'alinéa 1^{er}. A partir de l'année 2022, ce montant des allocations annuelles globales à affecter par les Hautes Ecoles aux actions visées est indexé chaque année conformément aux dispositions prévues à l'article 9bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles. ».

Art. 113. Dans le titre I du même décret, il est inséré un chapitre IV rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV.- Du financement de l'aide à la réussite en Ecoles supérieures des Arts

Article 13bis. Une allocation d'aide à la réussite d'un montant de 300.000 euros est répartie, pour l'année budgétaire 2021, entre les Ecoles supérieures des Arts en vue de promouvoir les initiatives et les aides à la réussite visées aux articles 148 et 149 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. A partir de l'année 2022, ce montant est indexé conformément à l'article 13 ter.

Article 13ter. A partir de l'année 2022, pour l'année budgétaire concernée, le montant du financement de l'aide à la réussite en Ecoles supérieures des Arts est indexé en adaptant le montant définitif obtenu pour l'année précédant l'année budgétaire concernée aux variations de l'indice des prix selon la formule :

Indice des prix de janvier de l'année budgétaire concernée : Indice des prix de janvier de l'année budgétaire précédente.

Article 13quater. Le montant du financement de l'aide à la réussite en Ecoles supérieures des Arts obtenu en application des articles 13bis et 13ter est réparti entre les Ecoles supérieures des Arts de la manière suivante :

1° chaque Ecole supérieure des Arts se voit attribuer respectivement 1 point pour les étudiants finançables de l'Ecole supérieure des Arts, au cours de l'année académique précédant l'année budgétaire concernée, tels que validés par les Délégués du Gouvernement, hors étudiants visés à l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 septembre 2015 relatif aux jeunes talents dans les Ecoles supérieures des Arts organisées ou subventionnées par la Communauté française et avec application de l'alinéa 2 de l'article 8 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études;

2° chaque Ecole supérieure des Arts dispose d'une part du montant selon la formule suivante :

Montant obtenu en application des articles 13bis et 13ter

X total des points attribués à l'Ecole supérieure des Arts en vertu du 1°

total des points attribués à l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts en vertu du 1°).

Article 13quinquies. Le contrôle de l'utilisation du financement de l'aide à la réussite en Ecoles supérieures des Arts et de son affectation telle que prévue à l'article 13bis est opéré par les Délégués du Gouvernement.

Chaque année, l'Ecole supérieure des Arts transmet au Gouvernement, pour le 31 mars, via le Délégué du Gouvernement, avec copie à la Direction générale en charge de l'Enseignement supérieur, un rapport synthétique des dépenses et des activités financés sur le montant perçu l'année précédente en vertu des articles 13bis à 13 quater. La partie du rapport explicitant les activités financées est transmise dans le même délai par l'Ecole supérieure des Arts à l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Le montant ou la partie du montant de financement non justifié par l'Ecole supérieure des Arts, conformément aux modalités prévues par cet article, est déduit de l'allocation d'aide à la réussite de l'année suivante. ».

CHAPITRE IV. — *Modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 114. L'article 27 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour l'année 2021, un montant de 428.000 euros, dont 180.000 euros indexés sont consacrés au paiement du recrutement de personnel pour renforcer la Commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription (CEPERI) et 50.000 euros indexés pour mettre en œuvre le programme d'échange Asem-Duo, est ajouté au montant de la dotation calculée en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année 2022, le montant de la dotation est obtenu en appliquant la formule suivante : montant définitif de la dotation de l'année précédant l'année budgétaire concernée x indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée / indice santé de janvier de l'année budgétaire précédente. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux aménagements pour l'accessibilité dans le cadre de l'enseignement supérieur inclusif*

Art. 115. Dans le chapitre V du décret du 3 mai 2019 portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, il est inséré un article 66/1, rédigé comme suit :

« Article 66/1. § 1^{er}. Le Gouvernement octroie annuellement une subvention à l'ARES afin de couvrir en tout ou en partie l'organisation d'un appel à projets annuel, à destination des établissements d'enseignement supérieur (en ce compris, le cas échéant, les établissements d'enseignement de promotion sociale dispensant des formations de niveau supérieur), et dont l'objectif est de promouvoir l'inclusion au sein de ces établissements.

Cet appel à projets est organisé par l'ARES en collaboration avec les services du Gouvernement.

§ 2 L'appel à projet est ouvert à toute initiative visant à favoriser l'inclusion par des actions en matière d'équipement ou d'infrastructure. Un maximum de 5% de la subvention peut également être consacré à l'organisation et au suivi de l'appel, y inclus le contrôle des financements octroyés. Les dépenses éligibles couvrent les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement.

La sélection des projets est opérée par un jury sur la base des critères de sélection suivants :

1° la pertinence et l'adéquation de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel (promotion de l'inclusion au sein des établissements concernés) et aux besoins établis par le biais d'expertise externe indépendante;

2° la qualité et le caractère mobilisateur du projet;

3° la méthodologie proposée et les modalités de mise en œuvre;

4° la durabilité du projet au-delà de la subvention octroyée dans le cadre de l'appel;

5° le budget et l'efficacité budgétaire.

Le jury est présidé par l'administrateur de l'ARES, deux représentants désignés par la CESI, deux représentants de l'administration en charge des infrastructures scolaires et deux experts indépendants. Il comprend également un représentant désigné par la Commission de l'enseignement de promotion sociale inclusif lorsque des projets sont déposés par des établissements de promotion sociale.

§ 4 Le Conseil d'administration de l'ARES valide les termes et les modalités de l'appel à projet, après avis de la CESI, ainsi que la composition du jury et la sélection des projets.

§ 5 L'ARES rend annuellement un rapport financier faisant état de l'utilisation des subventions perçues. ».

TITRE VIII. — *Dispositions relatives au financement des cellules chargées d'aider nos chercheurs à capter davantage de financements au niveau européen au sein des établissements d'enseignement supérieur*

Art. 116. Le Gouvernement octroie chaque année une subvention portant sur :

1° L'engagement de professionnels capables d'appréhender la spécificité des programmes et projets européens et de monter des projets de recherche;

2° des activités de formation, de préparation, de dépôt, de négociation et de promotion d'un projet de recherche qui serait déposé ou redéposé auprès d'une institution ou d'un organisme international ou supranational afin d'obtenir un financement ou une reconnaissance.

A cette fin, sont créées des « cellules Europe », chargées du support aux chercheurs pour la veille, l'information, le montage, la mise en œuvre des programmes et projets financés par la Commission Européenne. Chaque université crée en son sein une « Cellule Europe », qui comprend au minimum un équivalent temps plein. Pour les Hautes Ecoles, une « Cellule Europe » commune est créée et comprend au minimum deux équivalents temps plein. Elle est hébergée au sein d'une instance qui a pour but de fédérer ces hautes écoles et leurs centres de recherche associés et qui rassemble la totalité des hautes écoles et des centres de recherche associés. Cette instance aura pour mission de :

- a) promouvoir la recherche et l'innovation issues des hautes écoles et de leurs centres de recherche associés;
- b) renforcer la mise en réseau des acteurs de la recherche issus des hautes écoles et de leurs centres de recherche associés (hautes écoles, centres de recherche associés, enseignants, chercheurs, étudiants, ...);
- c) défendre les intérêts des hautes écoles et de leurs centres de recherche associés et les représenter sur les questions d'innovation, de recherche et de développement;
- d) sensibiliser les partenaires à la recherche en hautes écoles;
- e) accompagner les acteurs de la recherche en hautes écoles au montage de projets, à la négociation des contrats de recherche et développement, à la protection, l'exploitation et la valorisation des résultats;
- f) contribuer à la formation continue des chercheurs et des enseignants, sur les matières liées à la recherche.

Le budget de fonctionnement permettant de réaliser les actions identifiées à l'alinéa 1^{er}, 2°, est réparti entre les cellules Europe en fonction du nombre de chercheurs au sein du ou des établissements dont s'occupe la cellule Europe et du nombre de dossiers déposés auprès des instances européennes tels que figurant dans les statistiques publiées au niveau européen. Toutefois, le montant accordé à chaque cellule doit être au minimum de 190.000 euros par cellule.

Art. 117. La subvention visée à l'article 116 est accordée aux établissements d'enseignement supérieur ou à toute association créée pour fédérer et promouvoir la recherche issue de ces établissements.

Art. 118. Les dépenses admissibles couvertes par la subvention visée à l'article 116 sont les suivantes :

1° le recours à des experts externes pour le screening des instruments financiers européens mobilisables, pour la recherche de partenaires, pour l'évaluation des profils et des dossiers, pour le coaching, la relecture ou la traduction des projets, l'accompagnement de la mise en œuvre;

2° la création au sein de l'Etablissement d'enseignement supérieur d'un instrument permettant de se libérer en tout ou en partie de sa charge ou d'une partie de sa charge pédagogique pour permettre la rédaction ou la coordination de propositions de projets européens;

3° la prise en charge des projets d'excellence retenus pour financement par l'Europe et qui ne peuvent être financés faute de moyens;

4° l'apport d'un complément financier aux projets de formation et de mobilité des chercheurs ne couvrant pas l'entièreté du salaire des chercheurs ou la 4^e année de doctorat;

5° le financement pendant 2 ans au maximum de chercheurs internationaux ou nationaux ayant obtenu un « Seal of Excellence » dans certains appels, afin de leur permettre de resoumettre une proposition améliorée;

6° le cofinancement de projets européens impliquant de la recherche et financés par d'autres directions générales de la Commission Européenne que la DG Recherche;

7° les frais de consultance et de mobilité des chercheurs lors des réunions dédiées au montage d'un projet européen;

8° la mise en place d'un instrument au sein de l'Etablissement d'enseignement supérieur pour les candidats aux projets de recherche financés par le European Research Council ayant passé l'étape de l'interview ou pour des candidats déposant un premier dépôt de projet européen comme coordinateur;

9° l'organisation de séminaires spécialisés pour la formation des chercheurs et de leurs équipes à l'écriture ou à la gestion de projet européen;

10° le financement de séjours et de déplacements vers les universités en Communauté française pour des candidats internationaux préparant le dépôt d'un projet de recherche financés par le European Research Council ou d'un projet d'Action de mobilité internationale Marie Skłodowska-Curie pour chercheurs ou de partenaires étrangers participant au montage d'une proposition de projet d'Action de mobilité internationale Marie Skłodowska-Curie (MSCA) pour formation de doctorants au sein d'un réseau innovant portée en Communauté française ;

11° les actions de visibilité des lauréats européens actifs en Communauté française;

12° la publicité internationale pour les postes de chercheurs financés par les subsides publics européens.

TITRE IX. — *Dispositions relatives à l'Aide à la Jeunesse, aux Maisons de Justice et à l'Enfance*

Art. 119. § 1^{er} Les membres du personnel des services agréés de l'Aide à la Jeunesse, conformément au décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, peuvent bénéficier pour l'année 2021, d'une prime de remerciement, sous la forme d'un échochèque d'une valeur maximale de 250 euros majorée de deux pourcents conformément aux dispositions prévues à l'article 19 quater de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 2. L'application de cette mesure est conditionnée à la conclusion d'une convention collective de travail idoine au sein des commissions paritaires concernées.

Art. 120. § 1^{er} Les membres du personnel des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, agréés et subventionnés directement par la Communauté française, conformément au décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables, peuvent bénéficier, pour l'année 2021, d'une prime de remerciement, sous la forme d'un échochèque d'une valeur maximale de 250 euros majorée de deux pourcents conformément aux dispositions prévues à l'article 19 quater de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

§ 2. L'application de cette mesure est conditionnée à la conclusion d'une convention collective de travail idoine au sein des commissions paritaires concernées.

Art. 121. Les centres de revalidation ambulatoire ayant conclu une convention conformément à l'article 1^{er}, 1^o, du décret du 25 avril 2019 relatif aux organismes assureurs de la Communauté française, peuvent faire bénéficier les membres de leur personnel, pour l'année 2021, d'une prime de remerciement, sous la forme d'un échochèque d'une valeur maximale de 250 euros, majorée de deux pourcents conformément aux dispositions prévues à l'article 19 quater de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Art. 122. En 2021, une prime de remerciement d'une valeur maximale de 250 EUR est octroyée au personnel des milieux d'accueil visés à l'article 3 du décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française ainsi qu'au personnel des équipes SOS Enfants visées au Titre III du décret du 12 mai 2004 relatif à l'Aide aux enfants victimes de maltraitance. L'Office de la Naissance et de l'Enfance est doté d'un montant extraordinaire équivalent au volume d'emploi visé aux alinéas 1^{er} et 2 exprimé en équivalents temps plein multiplié par la valeur de cette prime majorée de deux pourcents. Ce montant extraordinaire est affecté à une revalorisation des subventions versées aux pouvoirs organisateurs concernés, selon les conditions fixées par le conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.

TITRE X. — Dispositions relatives à l'Education

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.*

Art. 123. Dans l'article 2, 3^o, du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le a), les mots « et être scolarisé en deuxième ou troisième année de l'enseignement maternel ou en première, deuxième, troisième ou quatrième année de l'enseignement primaire » sont insérés entre les mots « le 31 décembre de l'année scolaire concernée » et la ponctuation « ; »;

2^o dans le b), les mots « en appliquant des outils d'évaluation, lesquels sont présentés par un élève une seule fois au cours de sa scolarité » sont insérés entre les mots « permettant de vérifier la maîtrise de la langue d'enseignement » et la ponctuation « ; ».

Art. 124. Dans l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « pour les élèves primo-arrivants et assimilés et à 0,3 période par élève pour les élèves FLA »;

2^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 3 est complété par les mots « et à la condition que les résultats obtenus aux outils d'évaluation aient été communiqués aux services du Gouvernement selon les modalités qu'ils fixent . Par dérogation à ce qui précède, l'élève FLA n'est plus pris en compte pour le calcul des périodes complémentaires lorsqu'il cesse d'être scolarisé dans les années d'enseignement visées à l'article 2, 3^o, a)».

Art. 125. Dans le même décret, il est inséré un article 26/1 rédigé comme suit :

« Article 26/1. Par dérogation à l'article 2, 3^o, les élèves FLA qui ont généré un encadrement complémentaire conformément à l'article 4 au cours de l'année scolaire 2020-2021 et qui seront scolarisés en cinquième ou sixième année de l'enseignement primaire durant l'année scolaire 2021-2022 continuent de générer cet encadrement complémentaire jusqu'à l'échéance de la durée visée à l'article 4, § 3, alinéa 3. ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.*

Art. 126. L'article 1.5.2-15 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire est remplacé par ce qui suit:

« Art. 1.5.2-15. § 1^{er}. Le délégué au contrat d'objectifs ou le directeur de zone compétent fixe les objectifs d'ajustement de l'école qui tiennent compte du diagnostic visé à l'article 1.5.2-14.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles le diagnostic et les objectifs d'ajustement sont présentés et communiqués au directeur et au pouvoir organisateur, en présence de la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle l'école est affiliée ou avec laquelle elle a conclu une convention ou en présence de Wallonie-Bruxelles-Enseignement pour les écoles ayant conclu une convention avec ce dernier.

§ 2. Le délégué au contrat d'objectifs propose également les supports ou ressources, dont la liste et les modalités sont arrêtées par le Gouvernement, qui pourront être mis(es) à disposition de l'école par celui-ci dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de collaboration visé à l'article 1.5.2-17 afin d'assurer la réalisation de ses objectifs d'ajustement.

Les supports visés à l'alinéa 1^{er} consistent en un appui de seconde ligne apporté notamment par :

1^o les services du Gouvernement;

2^o les équipes mobiles visées par le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire;

3^o la médiation scolaire visée par le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire.

Les ressources visées à l'alinéa 1^{er} comprennent notamment :

1^o des projets de recherches spécifiquement adaptés aux écoles en difficulté;

2^o des projets-actions proposés avec des acteurs du monde associatif;

- 3° des demi-jours de formation supplémentaires;
- 4° l'accès au programme prioritaire des travaux lorsque des problèmes d'infrastructure se présentent;
- 5° l'acquisition ou la modernisation d'équipements pédagogiques et
- 6° l'octroi de personnel engagé sous contrat « d'Aide à la promotion de l'emploi » (APE) ou « d'Agents contractuels subventionnés » (ACS).

§ 3. Un montant annuel de minimum 1.721.000 euros est alloué notamment aux ressources suivantes :

- 1° des projets de recherches spécifiquement adaptés aux écoles en difficulté;
- 2° des projets-actions proposés avec des acteurs du monde associatif;
- 3° l'acquisition ou la modernisation d'équipements pédagogiques;
- 4° le coût estimatif de l'encadrement de stabilisation prévu à l'article 22quater du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, et à l'article 26, §3 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement.

Par équipement pédagogique, il faut entendre le matériel utile :

- 1° à l'amélioration des résultats des élèves dans un ou plusieurs domaines d'apprentissages ou disciplines;
- 2° au renforcement du parcours des élèves.

Par projet-actions, il faut entendre une approche menée, avec un ou des acteurs du monde associatif, comportant une partie réflexive et une partie active en vue de la réalisation des actions envisagées. Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est indexé annuellement en fonction du rapport entre l'indice général des prix à la consommation du mois de janvier de l'année en cours et celui du mois de janvier de l'année précédente.

Le coût estimatif visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, est estimé sur la base de la formule suivante : nombre de périodes compensées multiplié par le coût annuel moyen de la période considérée.

Le Gouvernement déduit le coût estimatif visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, du montant annuel visé à l'alinéa 1^{er}. Il répartit le solde entre les ressources visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°. Le Gouvernement délègue cette compétence au Ministre qui a l'enseignement obligatoire dans ses attributions.

§ 4. Les projets de recherche, visés au paragraphe 2, alinéa 3, 1°, sont sélectionnés par le Gouvernement à l'issue d'un appel à projets selon les modalités arrêtées par le Gouvernement.

Les projets de recherche doivent viser l'adaptation de dispositifs déjà mis en place et validés dans d'autres systèmes éducatifs, au contexte d'écoles en grande difficulté.

Les projets de recherche doivent reposer sur des principes d'organisation soutenables et flexibles pour les équipes éducatives et permettre aux écoles participantes de faire perdurer le dispositif et/ou ses effets après la fin de la recherche.

Ils doivent viser l'amélioration de la situation des écoles soutenues dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- 1° les résultats des élèves dans un ou plusieurs domaines d'apprentissages ou disciplines;
- 2° les parcours des élèves (échec, retard, redoublement, décrochage, etc.);
- 3° les thèmes en lien avec le climat scolaire;
- 4° les questions qui ont plus particulièrement trait à la dynamique des équipes éducatives dans des contextes de tension ou de démotivation.

Les projets de recherche doivent prévoir l'accompagnement des écoles visées à l'article 1.5.2-13 pendant toute la durée du protocole de collaboration conclu conformément à la présente section.

§ 5. Les écoles visées à l'article 1.5.2-13 proposent des projets-actions à réaliser en collaboration avec des acteurs du monde associatif, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Par acteurs du monde associatif, il faut entendre les associations ou les fondations au sens des articles 1 :2 et 1 :3 du Code des sociétés et des associations, actives dans un environnement proche de l'école initiatrice du projet.

§ 6. Par dérogation aux dispositions prévues aux articles 28 à 34 du décret du 4 mai 2005 portant exécution du Protocole d'accord du 7 avril 2004 entre le Gouvernement de la Communauté française et les organisations syndicales représentatives au sein du Comité de négociation de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II et aux articles 5, 6, et 23 du décret du 2 juin 2006 relatif au cadre organique et au statut des puériculteurs des établissements d'enseignement maternel ordinaire organisés et subventionnés par la Communauté française, le Gouvernement peut octroyer du personnel engagé sous contrat « d'Aide à la promotion de l'emploi » (APE) ou « d'Agents contractuels subventionnés » (ACS). ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 127. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, il est ajouté un article 22quater, rédigé comme suit :

« Article 22quater. - Les écoles visées à l'article 1.5.2-14 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire présentant un écart significatif de performance en-dessous de la moyenne des écoles comparées, et qui ont conclu un protocole de collaboration en vertu de l'article 1.5.2-17 du même Code, se voient garantir, en cas de diminution de l'encadrement pendant la durée dudit protocole, un encadrement de stabilisation totale ou partielle correspondant à un maximum de 5% de l'encadrement applicable lors de la première année scolaire du protocole de collaboration, dans la limite de 22 périodes-professeurs par année scolaire. L'octroi de cet encadrement de stabilisation totale ou partielle ne peut avoir pour effet de dépasser l'encadrement applicable lors de la première année scolaire du protocole de collaboration.

Pour l'application du présent article, il faut entendre par « encadrement » le NTPP de base visé aux articles 7 et 8 à 15, et l'encadrement minimum de base visé à l'article 17.

Le calcul de l'encadrement de stabilisation totale ou partielle est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas.

L'encadrement de stabilisation totale ou partielle est nécessairement utilisé en adéquation avec les objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Durant la durée du protocole de collaboration, l'encadrement de stabilisation totale ou partielle est appliqué dans le cadre du recomptage au 1^{er} octobre prévu à l'article 23, tant que ce recomptage n'aboutit pas à un encadrement dépassant l'encadrement applicable lors de la première année scolaire du protocole de collaboration.

L'encadrement de stabilisation totale ou partielle ne permet pas de déroger aux normes de rationalisation, ni aux normes de création ou de maintien des options, années d'études et degrés. ».

Art. 128. A l'article 25 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021 » sont remplacés par les mots « années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 »;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ou 2019-2020, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ou 2019-2020 » sont remplacés par les mots « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 ou 2020-2021, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 ou 2020-2021 ».

Art. 129. L'article 16sexies du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est modifié comme suit :

1° L'alinéa 6 est complété comme suit : « La condition de disposer à la date du 15 juillet d'au moins 10 élèves en liste d'attente après attribution des places générées par l'ouverture de la classe ne s'applique pas pour l'année scolaire 2021-2022 »;

2° Il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2021-2022, l'alinéa 2 du présent article est remplacé par :

Un établissement d'enseignement secondaire ordinaire peut se voir accorder, dès le 1^{er} septembre 2021, 30 périodes-professeur supplémentaires, par tranche de 22 élèves supplémentaires en 1^{ère} année commune par rapport au nombre de périodes prévues en conséquence de la déclaration du nombre de places et de classes au 29 janvier 2021 dans la même implantation, pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient réunies:

- pour la 1^{ère} année commune, avoir annoncé à la CIRI, instaurée par l'article 79/28 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, pour le 18 août 2021 au plus tard, l'ouverture d'au moins 22 places supplémentaires en 1^{re} année commune dans une implantation par rapport à la déclaration qui a été introduite pour le 29 janvier 2021 au plus tard;

- comptabiliser, à la date du 1^{er} septembre 2021, en 1^{ère} année commune, au moins 22 élèves supplémentaires inscrits par rapport au nombre de places déclarées renseignées dans la déclaration initiale introduite pour le 29 janvier 2021;

- l'augmentation ne résulte pas d'une restructuration avec un autre établissement.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire.*

Art. 130. L'article 26 du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les écoles organisant le niveau primaire visées à l'article 1.5.2-14 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et qui ont conclu un protocole de collaboration en vertu de l'article 1.5.2-17 du même Code, se voient garantir, en cas de diminution de l'encadrement pendant la durée dudit protocole, un encadrement de stabilisation totale ou partielle correspondant à un maximum de 5% de l'encadrement applicable lors de la première année scolaire du protocole de collaboration, dans la limite de 26 périodes par année scolaire. L'octroi de cet encadrement de stabilisation totale ou partielle ne peut avoir pour effet de dépasser l'encadrement applicable lors de la première année scolaire du protocole de collaboration.

Pour l'application du présent paragraphe, on entend par « encadrement », les périodes visées à l'article 29 et le complément de direction.

Le calcul de l'encadrement de stabilisation totale ou partielle est arrondi à l'unité supérieure si la première décimale est égale ou supérieure à 5, à l'unité inférieure dans les autres cas.

L'encadrement de stabilisation totale ou partielle est nécessairement utilisé en adéquation avec les objectifs d'ajustement visés à l'article 1.5.2-15 du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire.

Durant la durée du protocole de collaboration, l'encadrement de stabilisation totale ou partielle est appliqué dans le cadre du recomptage au 1^{er} octobre prévu à l'article 27, tant que ce recomptage n'aboutit pas à un encadrement dépassant l'encadrement applicable lors de la première année scolaire du protocole de collaboration.

Si pendant la durée du protocole de collaboration, l'école est restructurée conformément à l'article 21 de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, elle ne peut plus prétendre au bénéfice de l'encadrement de stabilisation totale ou partielle. L'encadrement de stabilisation totale ou partielle ne permet pas de déroger aux normes de rationalisation ou de programmation en vigueur. »

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant des structures propres à les atteindre*

Art. 131. L'article 79/23 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisant les structures propres à les atteindre est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2021-2022, lorsqu'elle estime que la situation des inscriptions le justifie, la CIRI peut décider d'ouvrir un nombre de places égal à 2 % des places déclarées au dernier jour ouvrable scolaire du mois de janvier dans tout ou partie des établissements qui, à l'issue du classement établi en application de l'article 79/21, comptaient un nombre d'élèves en ordre utile au moins égal à 102 % des places déclarées. Les places ainsi créées sont attribuées dans l'ordre du classement ou dans l'ordre dans lequel la demande postérieure à la période d'inscription a été actée ».

TITRE XI. — *Dispositions relatives aux fonds budgétaires*

Art. 132. Les fonds N° 13 et 17 du tableau des fonds annexé du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget des dépenses de la Communauté française sont modifiés selon le tableau annexé au présent décret.

TITRE XII. — *Dispositions finales et entrée en vigueur*

Art. 133. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- des articles des chapitres 1, 4, 5 et 7 du titre 1, des articles du chapitre 4 du titre 7 et des articles du Titre 8 qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2021;
- de l'article 126 du chapitre 2 du Titre 10, qui produit ses effets au 1^{er} mars 2021;
- de l'article 23, du chapitre 6 du Titre 1, qui produit ses effets au 1^{er} janvier 2021;
- des articles du chapitre 11 du Titre 1, du chapitre 5 du Titre 2 et des chapitres 1, 3 (à l'exception de l'article 129) et 4 du Titre 10 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 2021;
- de l'article 129 du chapitre 3 du Titre 10 et de l'article 131 du chapitre 5 du même Titre qui produisent leurs effets au 1^{er} juillet 2021".

Les articles 48 à 52 du chapitre 11 du Titre 1 cessent de produire leurs effets le 31 décembre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias
et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 253-1. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale, de la Recherche, des Hôpitaux universitaires, des Sports, de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles, n°253-2. – Avis présenté au nom de la commission de l'Éducation, n°253-3. – Avis présenté au nom de la commission de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes, n°253-4. – Amendements en commission, n°253-5. – Rapport de commission, n°253-6. – Texte adopté en commission, n°253-7. – Amendement(s) en séance, n° 253-8 - Texte adopté en séance plénière, n° 253-9

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 14 juillet 2021

Annexe au projet de décret-programme portant diverses mesures relatives à la lutte contre la crise du coronavirus, au plan de relance européen, à l'Égalité des chances, aux Bâtiments scolaires, à WBE, au Droit des femmes, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche scientifique, au Secteur non-marchand, à l'Éducation et aux Fonds budgétaires

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
13. Fonds d'exploitation du Centre culturel "Marcel Hicter" à la Marlagne	Recettes provenant de la location des locaux, de l'hébergement des stagiaires participant à des formations, colloques et/ou des séminaires	Frais de fonctionnement et d'investissement des deux centres.
17. Fonds du Centre de prêt de matériel	Indemnités pour dommages causés au matériel fourni en prêt, produit de la vente de matériel déclassé et des prêts payants, apport de partenaires publics, recettes liées à la cantine du Centre	Frais de réparation du matériel prêté, achats de pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel endommagé, achat de matériel similaire à celui non restitué, reconstitution des stocks, dépenses liées à la cantine du Centre

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/32561]

14 JULI 2021. — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen inzake de bestrijding van de coronacrisis, het Europees herstelplan, de Kansengelijkheid, de Schoolgebouwen, Wallonie-Bruxelles Enseignement, de Vrouwenrechten, het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek, de Non-profitsector, het Onderwijs en de Begrotingsfondsen**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Bepalingen die betrekking hebben op de dringende maatregelen met het oog op de bestrijding van de gevolgen van de coronacrisis

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding en het besluit van de Regering van 30 april 2014 betreffende de ondersteuning aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding*

Artikel 1. In afwijking van het artikel 28/4, § 6, van het besluit van de Regering van 30 april 2014 betreffende de ondersteuning van het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding:

1° is de termijn om zich uit te spreken over de beginselaanvragen die werden ingediend in 2020 verlengd tot 1 september 2021 ;

2° is de termijn om zich uit te spreken over de beginselaanvragen die werden ingediend in 2021 verlengd tot 31 december 2021.

Art. 2. In afwijking van het artikel 5/2, § 3, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, zijn de beslissingen die gevolg geven aan de beginselverzoeken die werden ingediend in 2020 en 2021 geldig voor de drie kalenderjaren na de indiening van de aanvraag.

Art. 3. In afwijking van de artikelen 6, § 2, 3° en 4°, en 19, § 2, van hetzelfde decreet, wordt de periode van erkenning van de verenigingen die momenteel op een bepaalde termijn wordt vastgesteld met twee jaar verlengd.

De verenigingen die vermeld zijn in het eerste lid overhandigen hun algemeen evaluatieverslag tegen 30 juni van het laatste jaar van de verlengde periode. Deze die, echter, hun algemeen evaluatieverslag moesten overhandigen in 2021 kunnen kiezen om:

1° hetzij het te overhandigen tegen 30 juni 2021 en het daarna bij te werken, indien van toepassing, door een actualisatienota van het rapport te overhandigen tegen 30 juni 2023;

2° hetzij het te overhandigen tegen 30 juni 2023.

Onverminderd wat voorzien is in het artikel 5, moet, over het geheel genomen, worden voldaan aan de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die volgens de verschillende actielijnen door de in het eerste lid bedoelde verenigingen moeten worden in acht genomen:

1° tijdens de 3 laatste kalenderjaren die voorafgaan aan de indiening van het algemeen evaluatieverslag, indien dit laatste in 2021 werd overhandigd;

2° tijdens de 5 laatste kalenderjaren die voorafgaan aan de indiening van het algemeen evaluatieverslag, indien dit laatste in 2023 werd overhandigd;

3° tijdens de 4 laatste kalenderjaren die voorafgaan aan de indiening van het algemeen evaluatieverslag, indien dit laatste in 2025 werd overhandigd.

Art. 4. § 1. In afwijking van het artikel 19, § 1, van hetzelfde decreet, wordt de vijfjarige periode van erkenning van de verenigingen die momenteel op een bepaalde termijn wordt vastgesteld met twee jaar verlengd, behalve, indien zij, in toepassing van het artikel 39/6 van hetzelfde decreet, reeds met een jaar werd verlengd.

De in het eerste lid bedoelde verenigingen overhandigen hun algemeen evaluatieverslag tegen 30 juni van het voorlaatste jaar van de verlengde periode. Deze die, echter, hun algemeen evaluatieverslag moesten overhandigen in 2021 kunnen kiezen om:

1° hetzij het te overhandigen tegen 30 juni 2021 en het daarna bij te werken, indien van toepassing, door een actualisatienota van het rapport te overhandigen tegen 30 juni van het voorlaatste jaar van de verlengde periode;

2° hetzij het te overhandigen tegen 30 juni van het voorlaatste jaar van de verlengde periode.

§ 2. In afwijking van het artikel 19, § 1, van hetzelfde decreet, zien de verenigingen waarvan de huidige vijfjarige erkenningsperiode, in toepassing van het artikel 39/6 van hetzelfde decreet, met een jaar werd verlengd en vanaf 1 januari 2022 wordt hernieuwd, hun nieuwe vijfjarige erkenningsperiode met een jaar verlengd.

De in het eerste lid bedoelde verenigingen overhandigen hun algemeen evaluatieverslag tegen 30 juni van het voorlaatste jaar van de verlengde periode.

§ 3. Onverminderd wat voorzien is in het artikel 5, moet, over het geheel genomen, worden voldaan aan de kwantitatieve en kwalitatieve criteria die volgens de verschillende actielijnen door de in het huidig artikel bedoelde verenigingen moeten worden in acht genomen tijdens de 5 laatste kalenderjaren die voorafgaan aan dat van de indiening van het algemeen evaluatieverslag.

Art. 5. Het huidig artikel is van toepassing:

1° op de verenigingen die een uitzondering hebben gevraagd voor de betaling van het saldo van de subsidie 2020 in toepassing van het bijzondere machtenbesluit nr.1 van de Franse Gemeenschapsregering van 7 april 2020 dat toelaat af te wijken van de regels en voorwaarden tot betaling van subsidies en de beroepstermijnen opschort in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, bevestigd door het decreet van 12 november 2020;

2° op de verenigingen die een uitzondering hebben gevraagd voor de betaling van het saldo van de subsidie 2021 in toepassing van het artikel 16.

In afwijking van het artikel 19, §§ 1, derde lid, en 2, derde lid, van hetzelfde decreet, worden, tijdens de evaluatie van de in het eerste lid vermelde verenigingen, de kwantitatieve criteria waaraan, over het geheel genomen, moet worden voldaan, krachtens de artikelen 3 en 4, verminderd naar verhouding van het aantal jaren waarvoor een uitzondering werd gevraagd.

Art. 6. Het huidig artikel is van toepassing:

1° op de verenigingen die een uitzondering hebben gevraagd voor de betaling van het saldo van de subsidie in toepassing van het bijzondere machtenbesluit nr. 1 van 7 april 2020 van de Regering van de Franse Gemeenschap dat toelaat af te wijken van de regels en voorwaarden tot betaling van subsidies en de beroepstermijnen opschort in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, bevestigd door het decreet van 12 november 2020;

2° op de verenigingen die een uitzondering hebben gevraagd voor de betaling van het saldo van de subsidie 2021 in toepassing van het artikel 16;

Indien, in afwijking van het artikel 50 van het besluit van de Regering van 30 april 2014 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding, het referentiejaar dat in overweging genomen moet worden om een verandering van forfaitaire as of categorie te rechtvaardigen op een jaar valt waarin de vereniging een uitzondering heeft gevraagd, wordt dat referentiejaar vervangen door de tendens die wordt waargenomen:

1° tijdens de 5 laatste kalenderjaren die voorafgaan aan dat van de indiening van het algemeen evaluatieverslag, indien de vereniging momenteel wordt vastgesteld als van onbepaalde duur zijnde;

2° tijdens de 3 laatste kalenderjaren die voorafgaan aan dat van de indiening van het algemeen evaluatieverslag, indien de vereniging momenteel wordt vastgesteld als van onbepaalde duur zijnde.

Art. 7. Het artikel 39/4 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen met betrekking tot de culturele Centra

Art. 8. In afwijking van het artikel 39 van het decreet van 21 november 2013 met betrekking tot de culturele Centra:

1° wordt de erkenning van de culturele centra die beschikken over een programma-contract voor de periode die zich uitstrekt van 1 januari 2018 tot 31 december 2022 en die vóór 31 maart 2021 een uitstel van een jaar hebben gevraagd, met een bijkomend jaar verlengd en toegekend voor een duur van zes jaar;

2° wordt de erkenning van de culturele centra die beschikken over een programma-contract voor de periode die zich uitstrekt van 1 januari 2019 tot 31 december 2023, van 1 januari 2020 tot 31 december 2024 en van 1 januari 2021 tot 31 december 2025 met een bijkomend jaar verlengd en toegekend voor een duur van zes jaar.

Art. 9. In afwijking van het artikel 44 van hetzelfde decreet, wordt in 2021, de uiterlijke indieningsdatum van aanvragen tot vernieuwing van de erkenning verlengd tot 30 oktober 2021.

Art. 10. In afwijking van het artikel 82 van hetzelfde decreet, mogen de overlegvergaderingen van de culturele centra die in 2021 hun aanvraag tot vernieuwing indienen vóór 1 maart 2021 plaatsvinden.

Art. 11. In afwijking van de artikelen 101, eerste lid en 103, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt de erkenning van de federatieve actie van de representatieve organisaties met een bijkomend jaar verlengd en toegekend voor een duur van zes jaar. '

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten

Art. 12. In afwijking van het artikel 50/2 van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, wordt de projecthulp die in 2022 komt te vervallen met een jaar verlengd.

Art. 13. In afwijking van het artikel 66 van hetzelfde decreet worden de programma-contracten die in 2022 komen te vervallen met een jaar verlengd.

Art. 14. In afwijking van het artikel 69 van hetzelfde decreet wordt voor de lopende programma-contracten geen enkele tussentijdse evaluatie gedaan.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen die toelaten om af te wijken van de toekennings- en betalingsvoorwaarden van de subsidies verleend in het kader van het culturele beleid

Art. 15. Voor de toepassing van het huidig hoofdstuk verstaat men onder:

1° cultureel operator: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon waarvan de activiteiten passen in het kader van het cultureel beleid en die, in dat opzicht, een erkenning of een steun van de Franse Gemeenschap geniet;

2° cultureel beleid: het beleid goedgekeurd door de Franse gemeenschap in de culturele materies als bedoeld in het artikel 4, 1°, 3° tot 6°, 8°, 10° en 13°, van de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen van 8 augustus 1980.

Art. 16. De culturele operatoren die een meerjarige subsidie ontvangen en, tijdens het jaar 2020 of 2021, in de onmogelijkheid verkeren de toekennings- of betalingsvoorwaarden betreffende het volume of de kwaliteit van de ondersteunde activiteiten na te leven, behouden het voordeel van de integraliteit van hun subsidie, op voorwaarde dat:

1° zij in de onmogelijkheid verkeren om de voormelde voorwaarden na te leven als rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg van de maatregelen genomen voor de strijd tegen de verspreiding van COVID-19;

2° zij, zo maximaal mogelijk, de activiteit waarop de subsidie betrekking heeft in stand hebben gehouden door, in voorkomend geval, de betaling te verzekeren van de artistieke en technische dienstverleners van de Franse Gemeenschap waarvan de activiteiten werden geannuleerd, alternatieve werkingsmodaliteiten hebben gevonden of de periode te baat hebben genomen om een of meerdere creaties of werken van collectief denkwerk te realiseren, of elke andere vorm van activiteit die de operator eigen of vreemd is, in overeenstemming met het sociaal oogmerk dat door de subsidie wordt beoogd;

3° zij bij het dossier van de jaarlijkse bewijsstukken een verzoek om afwijking voegen dat wordt opgesteld op basis van het model geleverd door de Regeringsdiensten en de nadruk legt op:

a) de voorwaarden die niet konden worden vervuld;

b) de data of de periode tijdens dewelke die voorwaarden niet konden worden vervuld;

c) de redenen waarvoor die voorwaarden niet konden worden vervuld;

d) het deel van de subsidie dat eventueel niet wordt gerechtvaardigd door de in aanmerking komende uitgaven.

Voor zover de betrokken operator de voorwaarden vervult van het eerste lid, kan het niet-gerechtvaardigde deel van de subsidie, tijdens een later boekjaar of ten laatste op 31 december 2022, worden aangewend voor elke uitgave die bijdraagt tot de opdrachten waarvoor zij wordt aangegaan, met inbegrip van relance-activiteiten.

In afwijking van het bijzondere machtenbesluit nr. 1 van 7 april 2020 van de Regering van de Franse Gemeenschap dat toelaat af te wijken van de regels en voorwaarden tot betaling van subsidies en de beroepstermijnen opschort in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, bevestigd door het decreet van 12 november 2020, worden de culturele operatoren die een verzoek om afwijking, krachtens het eerste lid, indienen, vrijgesteld van het gebruik van het model dat is gevoegd bij het voormelde besluit.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de openbare lectuur*

Afdeling I. — Wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 17. In het artikel 14, § 1, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in het tweede lid worden de woorden "van de evaluatie" vervangen door de woorden "van de eerste evaluatie";
- b) een derde lid wordt ingelast dat als volgt wordt opgesteld:

"In afwijking van het eerste lid, heeft de tweede evaluatie van het vijfjarenplan van de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2014 uitwerking heeft genomen en werd behouden op 1 januari 2022, plaats op het einde van het vijfde jaar van de uitvoering van het plan.

Art. 18. In het artikel 15, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) de woorden "van het tweede lid, c°" worden vervangen door de woorden "het eerste lid, c°" ;
- b) in 5°, worden de woorden "drie jaar" vervangen door de woorden "vier jaar" ;
- c) in 6°, worden de woorden "twee jaar" vervangen door de woorden "drie jaar" ;
- d) in 7°, worden de woorden "anderhalf jaar" vervangen door de woorden "twee en een half jaar".

In hetzelfde artikel wordt een derde lid ingelast dat als volgt wordt opgesteld:

"In afwijking van het eerste lid, c), komt voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2014 uitwerking heeft genomen en werd behouden op 1 januari 2022, de tweede beslissing over het behoud van de erkenning tot stand na de vijfjarige periode die werd verlengd met een jaar."

Art. 19. In artikel 18, 1°, b), van hetzelfde decreet worden de woorden "van 1 200 km" vervangen door de woorden "van 500 km".

Afdeling II. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken

Art. 20. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2011 houdende toepassing van het decreet van 30 april 2009 betreffende de ontwikkeling van leespraktijken ingericht door het Openbare netwerk voor openbare lectuurvoorziening en de openbare bibliotheken wordt tussen de artikelen 19 en 20 een artikel 19/1 ingelast dat als volgt wordt opgesteld:

"Art. 19/1. In afwijking van artikel 19, eerste lid, dienen de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2014 uitwerking heeft genomen en waarvan het behoud van erkenning werd gehandhaafd op 1 januari 2022 hun volgend algemeen uitvoeringsverslag en hun volgend vijfjarig ontwikkelingsplan, ten laatste op 31 januari 2027, in.

In afwijking van het artikel 19, tweede lid, worden de adviezen van de Advies- en Inspectiecommissie die betrekking hebben op de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2014 uitwerking heeft genomen en werd gehandhaafd op 1 januari 2022, uitgebracht vóór 1 september 2027.

Voor de operatoren van de openbare dienst voor openbare lectuurvoorziening, waarvan de erkenning met ingang van 1 januari 2014 uitwerking heeft genomen en werd gehandhaafd op 1 januari 2022, moeten het derde en vierde lid van het artikel 19 gelezen worden overeenkomstig de afwijkingen voorzien in het eerste en tweede lid van dit artikel."

Art. 21. In het artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° § 1 wordt aangevuld met een derde lid dat als volgt wordt opgesteld:

"Voor de operatoren die worden gehandhaafd in hun erkenning op 1 januari 2020, 2021 en 2022, wordt het bedrag van de forfaitaire werkings- en activiteitssubsidies voorzien in het artikel 18, 2°, van het decreet berekend op basis van de bevolkingscategorie en -drempel vastgelegd tijdens de 1ste erkenning, met uitzondering van de bibliotheken die worden behouden in een lagere categorie of die een lagere bevolkingsdrempel hebben dan wat werd vastgelegd tijdens de eerste erkenning. ;

2° § 5 wordt afgeschaft op 1 januari 2021.

Art. 22. De artikelen 36 tot 44 van hetzelfde besluit worden afgeschaft.

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de filmsector en de media*

Art. 23. In het artikel 108/1 van het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, worden de woorden "kredieten voorzien in het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr.21 houdende de aangepaste begroting van het Centrum voor de filmsector en de audiovisuele sector ter ondersteuning van het herstel van de filmsector in het kader van de COVID-19-crisis" vervangen door de woorden "beschikbare budgettaire middelen om het herstel van de filmsector in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis te ondersteunen".

Art. 24. In het decreet van 10 november 2011 betreffende de ondersteuning van de filmsector en de audiovisuele creatie, wordt een artikel 108/2 ingelast dat als volgt wordt opgesteld:

"Artikel 108/2. In afwijking van de bepalingen van Titel VI, worden de overeenkomsten die van toepassing zijn op de schoolateliers, gastateliers en productietelers, de verdelers van audiovisuele werken, de voorzieningen voor de verspreiding van audiovisuele werken, de filmfestivals, de exploitanten van bioscoopzalen, de platformen voor digitale verspreiding, en die vervallen tijdens het jaar 2021, met een jaar verlengd."

Art. 25. In het artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 tot regeling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van een instantie voor de zelfregulering van journalistieke deontologie worden de woorden "een jaarlijkse subsidie van 80.000 euro" vervangen door de woorden "een jaarlijkse subsidie van 120.000 euro".

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit*

Art. 26. In het artikel 6, 8°, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de omkadering en de subsidiëring van de federaties voor amateuristische kunstbeoefening, van de Federaties die Centra voor expressie en creativiteit vertegenwoordigen en van de centra voor expressie en creativiteit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de woorden "op het ogenblik dat de aanvraag ingediend wordt" worden vervangen door de woorden "op 1 januari van het jaar van indiening van de aanvraag";

2. de woorden "gedurende dat eerste jaar" vervangen door de woorden "gedurende het jaar dat voorafgaat aan dat van de indiening van de aanvraag".

Art. 27. In afwijking van de artikelen 6, 8° en 9°, en 27 van hetzelfde decreet, kan de vereniging die, tijdens het referentiejaar dat werd bepaald door de voormelde bepalingen, werd belet om, geheel of gedeeltelijk, haar activiteiten voor te zetten omwille van overheidsmaatregelen genomen ter bestrijding van de verspreiding van het coronavirus COVID-19, een van de vier kalenderjaren die voorafgaan aan haar aanvraag als referentiejaar doen gelden.

HOOFDSTUK VIII. — *Uitzonderlijke financiering aan de Universiteiten, Hogescholen en Hogere Kunstscholen voor rechtstreekse hulp aan de studenten in het kader van de COVID-19 gezondheids crisis*

Art. 28. Een unieke en uitzonderlijke financiering van 2.285.000 euro wordt, in 2021, toegekend aan de universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen, als aanvulling op de financiering van hun sociale subsidies.

Art. 29. De huidige subsidie van 2.285.000 euro wordt verrekend ten laste van de Cel Noodhulp en Herschikking van het Secretariaat-generaal, opgericht als administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, door het artikel 1 van het programmadecreet van 9 december 2020.

Art. 30. Het bedrag van 2.285.000 euro wordt op de volgende manier verdeeld tussen de universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen:

1° elke universiteit, hogeschool en hogere kunstschool ziet zich respectievelijk 4, 2 en 1 punt(en) toekennen voor de beursstudenten, de studenten met bescheiden inkomsten en de andere studenten die zijn ingeschreven in de universiteit, de hogeschool of de hogere kunstschool, tijdens het academiejaar 2019-2020, zoals zij werden gevalideerd door de commissarissen en afgevaardigden van de Regering voor de toepassing van het decreet van 19 juli 2010 betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs;

2° elke universiteit, hogeschool en hogere kunstschool ontvangt, als aanvulling op de financiering van haar sociale subsidies in 2021, het resultaat van de vermenigvuldiging van het bedrag van 2.285.000 euro met de verhouding tussen het totaal aantal ontvangen punten en het totaal aantal aan alle universiteiten, hogescholen en hogere kunstscholen, krachtens 1°, toegekende punten. De instellingen die, evenwel, tot 300 studenten tellen zien zich een forfaitair bedrag van 5.000 euro toegekend en de instellingen die tot 800 studenten tellen zien zich een forfaitair bedrag van 10.000 euro toegekend.

Art. 31. De financiering beoogd door het huidig hoofdstuk kan slechts worden gewijd aan rechtstreekse hulp aan de student. Deze kan slechts door de universiteit, hogeschool, hogere kunstschool aan de student worden toegekend als de door de student geleden verliezen en gemaakte kosten het rechtstreeks of onrechtstreeks gevolg zijn van de maatregelen genomen in de strijd tegen de verspreiding van COVID-19.

Art. 32. De controle van het gebruik van de financiering beoogd door het huidig hoofdstuk en haar aanwending mits naleving van de voorwaarden vastgelegd in artikel 31 wordt gedaan door de commissarissen en afgevaardigden van de Regering. De universiteit, hogeschool of hogere kunstschool maakt aan de commissaris of gedelegeerde van de Regering, met kopie aan de algemene directie die belast is met het hoger onderwijs, het aantal dossiers over van de rechtstreekse hulp aan studenten verrekend op de uitzonderlijke financiering, hun doelen, alsook het totaal voor deze dossiers aangegane en betaalde bedrag en stelt alle bewijsstukken die nuttig zijn voor hun controle ter beschikking van de commissaris of afgevaardigde. In voorkomend geval wordt het bedrag of het deel van het bedrag van de uitzonderlijke financiering dat niet wordt gerechtvaardigd door de universiteit, hogeschool of hogere kunstschool afgetrokken van de sociale subsidies van de instelling voor het jaar 2022.

HOOFDSTUK IX. — *Financiële steun aan de post-doctorandi in het kader van de gezondheids crisis*

Art. 33. Een unieke en uitzonderlijke financiering van 4.200.000 euro wordt toegekend aan de universiteiten van de Franse Gemeenschap met het oog op de steun aan de post-doctoraatsonderzoekers waarvan het onderzoek werd vertraagd omwille van pandemie.

Dit bedrag wordt verdeeld tussen de universiteiten volgens dezelfde modaliteiten als deze vermeld in het artikel 6 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten.

Deze financiering moet worden gebruikt vóór 1 juni 2022.

De universiteiten verantwoordt het gebruik van deze financiering bij de administratie vóór 31 december 2022. In voorkomend geval wordt het bedrag of het deel van het bedrag van de uitzonderlijke financiering dat niet wordt gerechtvaardigd door de universiteit terugbetaald.

Art. 34. Elke universiteit organiseert een oproep tot kandidaatstelling voor haar post-doctorandi om de toebedeling te bepalen van de middelen die haar zijn toegekend.

Men verstaat onder post-doctorandi: vorsers die hun titel van doctor sinds maximaal 10 jaar hebben behaald en die onder contract staan, met uitzondering van de vorsers die rechtstreeks worden gefinancierd door het Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek.

In het kader van de oproep tot kandidaatstelling zet de post-doctorandus uiteen:

1° in welke mate zijn onderzoek door de crisis werd geïmpacteerd;

2° in welke mate de financiering die hij aanvraagt hem zal toelaten de opgelopen ongemakken te verhelpen en zijn carrière uit te bouwen.

De Onderzoeksraad bestudeert de verschillende ontvangen voorstellen en brengt een gemotiveerd advies uit over de aanvraag die het overhandigt aan de Raad van Bestuur van zijn universiteit die, voor elk van hen, een beslissing tot toekenning of weigering zal nemen.

De post-doctorandus beschikt over een termijn van 10 dagen na de kennisname van de beslissing om, in voorkomend geval, een bezwaar in te dienen bij de Raad van Bestuur. Het bezwaar moet de elementen naar voren brengen die, volgens hem, niet in overweging werden genomen door de Onderzoeksraad en die van aard zouden zijn om de beslissing te wijzigen. Geen enkel nieuw element mag, echter, in het kader van het bezwaar worden aangebracht.

De Onderzoeksraad beschikt over een termijn van 15 dagen om zijn beslissing te bevestigen of wijzigen.

Het per post-doctorandus toegekende bedrag mag niet meer dan 10.000 euro bedragen.

Art. 35. De aanvaardbare uitgaven zijn:

- salariskosten voor de personen die onder contract staan of andere vormen van bezoldiging, alsook de kosten gegenereerd door een verlenging van de toegekende onderzoekbeurzen;
- werkingskosten.

HOOFDSTUK X. — *Jeugdbijstand*

Art. 36. § 1 De Regering kan in het kader van een projectoproep uitzonderlijke subsidies toekennen aan de operatoren als bedoeld in paragraaf 3.

De projecten worden geëvalueerd volgens de volgende criteria:

1° een project in verband met een van de volgende thematieken:

- a) de relationele, affectieve en seksuele opvoeding;
- b) de mediageletterdheid;
- c) de jongerenvoorlichting;
- d) de nationale en internationale mobiliteit;
- e) het lokaal jongerenbeleid;
- f) de artistieke en culturele productie;
- g) de burgerparticipatie;
- h) de opleiding en oriëntering;
- i) de intersectorale partnerschappen;
- j) de emancipatie van jongeren;

2° het doelpubliek Jongeren (3-30 jaar);

3° de begrotingsraming van het project;

4° de oriëntering in verband met de finaliteit bedoeld in het artikel 4, 1°, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties en in het artikel 1, § 1, 4°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

5° de toegankelijkheid van het project voor alle jongeren;

6° projecten die verschillende jeugdwerkers verenigen.

Met uitzondering van het geval bedoeld in het tweede lid, 6°, bedraagt het bedrag van de uitzonderlijke subsidie, binnen de beperking van de beschikbare budgettaire middelen, maximaal 10.000 euro per project.

§ 2. Deze uitzonderlijke subsidie zal slechts kunnen worden toegekend in de loop van de jaren 2021 en/of 2022.

§ 3. De operatoren die kunnen genieten van een uitzonderlijke subsidie zijn:

1° de krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties erkende jeugdorganisaties en erkende jeugdgroeperingen;

2° de krachtens het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugthuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties erkende jeugdcentra.

§ 4. In het kader van de projectoproep bedoeld in paragraaf 1 verstrekken de operatoren bedoeld in paragraaf 3, ten minste, de volgende documenten:

1° een gedetailleerde projectbeschrijving met vermelding van de thematiek waarin het project kadert en het doelpubliek;

2° een begrotingsraming.

De documenten worden ingediend bij de Administratie via een formulier.

Art. 37. § 1. De Regering kent een uitzonderlijke subsidie toe aan de krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties erkende jeugdbewegingen in het kader van de aankoop van tenten; de verdeling van de subsidie wordt als volgt vastgelegd.

1° een subsidie van 131.760,24 euro wordt betaald aan de ASBL Les Scouts;

2° een subsidie van 58.249,23 euro wordt betaald aan de ASBL les Guides Catholiques de Belgique;

3° een subsidie van 56.035,04 euro wordt betaald aan de ASBL Fédération Nationale des Patros;

4° een subsidie van 29.984,81 euro wordt betaald aan de ASBL Faucons rouges;

5° een subsidie van 23.970,67 euro wordt betaald aan de ASBL Scouts et Guides Pluralistes.

§ 2. Deze uitzonderlijke subsidie zal slechts kunnen worden toegekend in de loop van de jaren 2021 en/of 2022.

§ 3. In het kader van de toekenning van de subsidie bedoeld in paragraaf 1 verstrekken de betrokken jeugdbewegingen de documenten die toelaten de aankoop van tenten te bewijzen. Zij bevatten, ten minste, het bewijs van de aangegane kosten die worden gerechtvaardigd door een factuur of elk ander bewijsstuk die de aankoop bewijst, alsook een verklaring op eer die getuigt van de waarheidsgetrouwheid van de overgemaakte gegevens.

§ 4. De subsidie bedoeld in paragraaf 1 wordt in twee schijven betaald die als volgt worden bepaald:

1° een eerste schijf die overeenstemt met 80% van het bedrag van de subsidie wordt betaald bij de goedkeuring van het subsidiebesluit;

2° een tweede schijf die overeenstemt met 20% van het bedrag van de subsidie wordt betaald na controle en validatie van de bewijsstukken bedoeld in paragraaf drie.

Art. 38. § 1. De Regering kan uitzonderlijke subsidies toekennen in het kader van een projectoproep aan de operatoren bedoeld in paragraaf 3 in het kader van acties tot herwaardering van de Jongerensector.

De projecten worden geëvalueerd volgens de volgende criteria:

1° de herwaardering van de Jongerensector;

2° de oriëntering in verband met de finaliteit bedoeld in het artikel 4, 1°, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties en in het artikel 1, § 1, 4°, van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties;

3° de begrotingsraming van het project;

4° projecten die verschillende jeugdwerkers verenigen.

Met uitzondering van het geval bedoeld in het tweede lid, 4°, bedraagt het bedrag van de uitzonderlijke subsidie, binnen de beperking van de beschikbare budgettaire middelen, maximaal 2.000 euro per projectoperator.

§ 2. Deze uitzonderlijke subsidie zal slechts kunnen worden toegekend in de loop van de jaren 2021 en/of 2022.

§ 3. De operatoren die kunnen genieten van een uitzonderlijke subsidie zijn:

1° de krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties erkende jeugdorganisaties en erkende jeugdgroeperingen;

2° de krachtens het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties erkende jeugdcentra.

§ 4. In het kader van de projectoproep bedoeld in paragraaf 1 verstrekken de operatoren bedoeld in paragraaf 3, ten minste, de volgende documenten:

1° een gedetailleerde projectbeschrijving met vermelding van de overwogen acties om de Jongerensector te herwaarderen;

2° een begrotingsraming.

De documenten worden ingediend via een online formulier.

Art. 39. § 1. De Regering kan in de loop van de jaren 2021 en/of 2022 uitzonderlijke subsidies toekennen aan de operatoren bedoeld in paragraaf 2 die financiële moeilijkheden kennen ten gevolge van de COVID-19-gezondheids crisis, met name tussen de periode begrepen tussen de maanden maart 2020 en december 2021.

Het bedrag van de uitzonderlijke subsidie bedraagt maximaal 40.000 euro per operator.

Dit bedrag wordt toegekend naar verhouding van de structurele subsidie van de operator waarvoor de werkingskosten in aanmerking worden genomen tot een totaalbedrag van maximaal 20 procent.

Indien de operator subsidies heeft ontvangen die uitgaan van andere machtsniveaus, dan worden die bedragen in aanmerking genomen in de berekening van het bedrag van de subsidie.

§ 2. De operatoren die kunnen genieten van een uitzonderlijke subsidie zijn:

1. de krachtens het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties erkende jeugdorganisaties;

2. de krachtens het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuisen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties erkende jeugdcentra., met uitzondering van de operatoren bedoeld door de artikelen 4 en 5 van hetzelfde decreet.

§ 3. De Regering kan eveneens een subsidie toekennen van maximaal 5.000 euro per operator bedoeld in paragraaf 2 om de tenlasteneming te ondersteunen van de bijkomende kosten die inherent zijn aan een gedeeltelijke heropstart van hun activiteiten, alsook de heroriëntering van hun activiteiten omwille van de gezondheidsmaatregelen genomen om COVID-19 te bestrijden.

Het bedrag van de subsidie dekt 70 procent van de uitgaven gedaan in 2020 en/of 2021 in sanitaire uitrustingen of met betrekking tot de gezondheids crisis tot een maximumbedrag van 5.000 euro per operator.

Worden beschouwd als uitgaven in sanitaire uitrustingen of met betrekking tot de gezondheids crisis in de zin van het tweede lid, de volgende uitgaven:

1° ontsmettings- en reinigingsmateriaal;

2° maskers en hydroalcoholische gel;

3° plexiglas;

4° informatica-uitrustingen en -software ten behoeve van jongeren.

§ 4. In het kader van een subsidieaanvraag bedoeld in paragraaf 1 verstrekken de operatoren bedoeld in paragraaf 2 de documenten die toelaten de financiële verliezen aan te tonen en in te schatten. Zij bevatten, tenminste, de rekeningen en balansen van de jaren 2019 en 2020, alsook een verklaring op eer die getuigt van de waarheidsgetrouwheid van de overgemaakte gegevens.

In het kader van een subsidieaanvraag bedoeld in paragraaf 3 verstrekken de operatoren bedoeld in paragraaf 2 de documenten die toelaten de uitgaven in sanitaire uitrustingen te bewijzen. Zij bevatten, tenminste, de rekeningen en balansen van 2020, het bewijs van aanvullende kosten, die worden gerechtvaardigd door een factuur of elk ander bewijsstuk dat blijkt geeft van uitgaven, alsook een verklaring op eer die getuigt van de waarheidsgetrouwheid van de overgemaakte gegevens.

De aanvragen bedoeld in het eerste en tweede lid worden enkel via een online formulier ingediend.

§ 5. De subsidies bedoeld in de paragrafen 1 en 3 worden betaald in twee schijven die als volgt worden bepaald:

1° een eerste schijf die overeenstemt met 80% van het subsidiebedrag wordt betaald bij de goedkeuring van het subsidiebesluit;

2° een tweede schijf die overeenstemt met 20% van het subsidiebedrag wordt betaald na controle en validering van de bewijsstukken bedoeld in paragraaf 4.

Art. 40. De jeugdorganisaties die in 2022 een aanvraag tot erkenning indienen, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 5 tot 10 van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de jeugdorganisaties het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 5 tot 10 van het voormelde decreet. De jeugdorganisaties motiveren uitdrukkelijk in hun dossier tot erkenningsaanvraag de redenen waarom het jaar 2020 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 41. De jeugdorganisaties die in 2020 toelatingsaanvragen indienen in de bijzondere beschikkingen bedoeld in de artikelen 19, 21, 25 en 29 van het voormelde decreet, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 15 tot 32 van hetzelfde decreet.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de jeugdorganisaties het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 15 tot 32 van het voormelde decreet. De jeugdorganisaties motiveren uitdrukkelijk in hun dossier tot toelatingsaanvraag de redenen waarom het jaar 2020 niet als referentiejaar in aanmerking werd genomen.

Art. 42. De jeugdorganisaties die in 2022 aanvragen tot wijziging van classificatie binnen de categorieën van jeugdorganisaties bedoeld in de artikelen 6 tot 10 indienen, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door het artikel 14 van het voormelde decreet.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de jeugdorganisaties het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door het artikel 14 van het voormelde decreet. De jeugdorganisaties motiveren uitdrukkelijk in hun dossier van aanvraag tot wijziging van categorie de redenen waarom het jaar 2020 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 43. De verenigingen die in 2022 een aanvraag tot erkenning indienen, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 14 van het decreet van 20 juli 2000 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van jeugdhuizen, van ontmoetings- en huisvestingscentra en van informatiecentra voor jongeren en van hun federaties.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de verenigingen het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 14 van het voormelde decreet. De verenigingen motiveren uitdrukkelijk in hun dossier tot erkenningsaanvraag de redenen waarom het jaar 2020 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 44. De verenigingen die een aanvraag tot erkenningsvernieuwing indienen voor de jaren 2023 tot 2026, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 14 van het voormelde decreet, op voorwaarde dat hun aanvraag, ten laatste op 30 april 2022, wordt ingediend.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de verenigingen het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 1 tot 8 en 10 tot 14 van het voormelde decreet.

Art. 45. De verenigingen die een aanvraag tot wijziging van categorie indienen, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door het artikel 15, § 1, van het voormelde decreet, op voorwaarde dat hun aanvraag, ten laatste op 30 juni 2022, wordt ingediend. De aanvragen tot erkenningsvernieuwing komen niet in aanmerking voor de toepassing van het huidig artikel.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de jeugdorganisaties het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door het artikel 15 van het voormelde decreet. De verenigingen motiveren uitdrukkelijk in hun dossier tot erkenningsaanvraag de redenen waarom het jaar 2020 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 46. De verenigingen die een nieuwe toelatingsaanvraag in een bijzondere beschikking indienen, nemen het jaar 2020 in aanmerking om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 16 tot 20 van het voormelde decreet, op voorwaarde dat hun aanvraag ten laatste op 30 juni 2022 wordt ingediend. De aanvragen tot erkenningsvernieuwing komen niet in aanmerking voor de toepassing van het huidig artikel.

In afwijking van het eerste lid en ingeval de verenigingen het jaar 2020 niet als referentie kunnen nemen, refereren zij aan de periode gaande van 1 juli 2021 tot 31 maart 2022 om aan te tonen dat zij voldoen aan de voorwaarden gesteld door de artikelen 16 tot 20 van het voormelde decreet. De verenigingen motiveren uitdrukkelijk in hun dossier tot erkenningsaanvraag de redenen waarom het jaar 2020 niet als referentiejaar in aanmerking wordt genomen.

Art. 47. In afwijking van het artikel 2, 12°, van het decreet van 26 maart 2009 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de jeugdorganisaties en enkel voor de jaren 2021 en 2022, wordt het aantal leden op 31 augustus 2019 vastgesteld.

HOOFDSTUK XI. — *Over de toekenning in 2021 van bijkomende middelen aan de scholen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs om aan de leerlingen een gerichte en versterkte pedagogische ondersteuning en opvoedingsondersteuning te geven.*

Art. 48. Voor de toepassing van het huidig hoofdstuk verstaat men onder "pedagogische ondersteuning" de stappen van individuele of collectieve begeleiding van de leerlingen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs ondernomen door de leerkrachten om de leermoeilijkheden van die leerlingen te verhelpen. Deze stappen kunnen passen in het kader van een perspectief van differentiatie die erop gericht is de middelen, inrichtingen en methodes af te wisselen, rekening gehouden met de heterogeniteit van de klassen, alsook de diversiteit van de leerwijzen en -noden van de leerlingen. Dergelijke praktijken liggen in de lijn van een logica van gepersonaliseerde begeleiding.

Men verstaat onder "opvoedingsondersteuning" de stappen van individuele of collectieve begeleiding van leerlingen van het gewoon basisonderwijs ondernomen door hun opvoeders en van de leerlingen van het gespecialiseerd basisonderwijs ondernomen door opvoeders of paramedisch, sociaal en psychologisch personeel om het emotioneel en relationeel welzijn van die leerlingen te verbeteren.

Deze stappen van pedagogische ondersteuning en opvoedingsondersteuning moeten face-to-face plaatsvinden. Zij kunnen, niettemin, op afstand plaatsvinden, indien de geldende gezondheidsnormen het vereisen.

Art. 49. Bijkomende middelen worden toegekend aan de scholen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs. Zij beogen de buitengewone ontplooiing van een ondersteuning van het pedagogische en educatieve type om voor de leerlingen met de meeste leerproblemen de gevolgen van de COVID-19-gezondheids crisis te compenseren door de volgende doelstellingen na te streven:

1. prioritair de leerlingen ondersteunen die leermoeilijkheden vertonen bij de verwerving van basiskennis;
2. de mentale gezondheid en het welzijn van de leerlingen in een sereen en gunstig schoolklimaat ondersteunen;
3. de schooluitval tegengaan.

Deze bijkomende middelen kunnen geenszins aan andere doeleinden dan deze die door het huidig hoofdstuk worden beoogd ten goede komen.

Art. 50. § 1. Een pot van 16.115 lestijden wordt toegekend aan de inplantingen van het gewoon basisonderwijs op basis van een lestijd per volledige schijf van 19 leerlingen die op 15 januari 2021 regelmatig zijn ingeschreven. De berekening wordt per inplanting gedaan. Elke inplanting geniet, tenminste, van twee lestijden.

§ 2. Een pot van 1021 lestijden wordt toegekend aan de inplantingen van het gespecialiseerd basisonderwijs (maturiteiten I tot IV) op basis van een lestijd per volledige schijf van 16 leerlingen die op 15 januari 2021 regelmatig zijn ingeschreven. De berekening wordt per inplanting gedaan. Elke inplanting geniet, tenminste, van twee lestijden.

§ 3. De lestijden die worden beoogd door het huidig artikel worden toegekend voor een duur van vier maanden, van 1 september tot 31 december 2021.

Art. 51. De scholen die de lestijden zullen gebruiken als bedoeld in het artikel 50 moeten de Diensten van de Regering daarvan inlichten via een daartoe ontworpen elektronisch formulier en dit, ten laatste, tegen 15 oktober 2021. Indien het formulier niet binnen die termijn wordt ingevuld en teruggestuurd, kunnen de lestijden door de betrokken school niet meer worden gebruikt.

In dit formulier geeft de school het/de profiel(en) aan onder de in artikel 52, § 1, eerste lid, bedoelde functies die zij wenst aan te werven. Zij geeft eveneens de taken en activiteiten aan die zij wenst te organiseren in het kader van de implementering van praktijken van pedagogische ondersteuning en/of opvoedingsondersteuning waarvoor de lestijden als bedoeld in artikel 46 zullen worden gebruikt, alsook het/de begunstigde doelpubliek(en).

Art. 52. § 1. De middelen als bedoeld in het artikel 50 laten de creatie van een of meerdere betrekkingen toe, overeenkomstig het artikel 48, in (een) recruiteringsfunctie(s), zoals vastgelegd, voor het type en niveau van het betrokken onderwijs of het niveau daar onmiddellijk onder of boven, door het artikel 3, §§ 1 tot 5, van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, binnen de volgende personeelscategorieën:

1. het onderwijzend personeel;
2. het paramedisch personeel;
3. het sociaal personeel;
4. het psychologisch personeel;
5. het opvoedend hulppersoneel.

Over de bepaling van de in dat kader toevertrouwde opdrachten en hun verbinding met een aanwervingsambt door de inrichtende macht wordt overleg gepleegd binnen de plaatselijke organen van sociaal overleg

Deze betrekkingen worden aan de personeelsleden op een vrijwillige basis toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de volgorde van toekenning van de betrekkingen.

In geen geval mag de toekenning van deze lestijden aanleiding geven tot een benoeming of een aanwerving in vast verband.

§ 2. In het basisonderwijs worden alle in lestijden omgerekende betrekkingen a rato van 24 lestijden per volledige opdracht omgerekend, en dit ongeacht de personeelscategorie en de in de betrokken ambten geldende prestatieregeling.

In het gespecialiseerd basisonderwijs worden de in lestijden omgerekende betrekkingen per volledige opdracht omgerekend a rato van:

- onderwijzer: 22 lestijden;
- opvoeder: 36 lestijden van 60 minuten;
- ergotherapeut: 32 lestijden;
- kinesitherapeut: 32 lestijden;
- logopedist: 30 lestijden;
- kleuterleider: 32 lestijden;
- verpleegkundige: 32 lestijden;

- maatschappelijk werker: 36 lestijden;
- psycholoog: 36 lestijden.

TITEL II. — Bepalingen betreffende het Europees herstelplan – plan voor het herstel en de veerkracht
HOOFDSTUK EEN. — *Bepalingen ter ondersteuning van de energierenovatie van de culturele infrastructuur*

Art. 53. Voor de toepassing van het huidige hoofdstuk verstaat men onder:

1° Verordening (EU) 2021/241: de verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel-en-veerkrachtfaciliteit;

2° Verordening (EU) 2020/852: de verordening (EU) 2020/852 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juni 2020 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en tot wijziging van Verordening (EU) 2019/2088;

3° decreet van 17 juli 2002: het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

4° decreet van 20 december 2011: het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

5° Cultureel beleid: het beleid gevoerd door de Franse Gemeenschap in de culturele aangelegenheden bedoeld door het artikel 4, 1°, 3° tot 5°, 6°, 8°, 10°, 13° en 14°, van de bijzondere wet tot hervorming van 8 augustus 1980;

6° Culturele operator: elke rechtspersoon waarvan de activiteiten kaderen in het cultureel beleid en die, in dat opzicht, geniet van een erkenning of steun van de Franse Gemeenschap;

7° Structureel ondersteunde culturele operator: elke culturele operator die:

a) hetzij met de Franse Gemeenschap een programma-contract of een meerjarige subsidie-overeenkomst heeft afgesloten;

b) hetzij geniet van een jaarlijkse subsidie in toepassing van een organieke wetgeving van de Franse Gemeenschap;

c) hetzij het voorwerp uitmaakt van een op naam gestelde inschrijving in het uitgavenbudget van de Franse Gemeenschap;

8° renovatiewerken: de werken die bestaan in de wijziging van een gebouw of zijn uitrusting, met uitsluiting van bouwwerken en wederopbouwwerken en werken die daarmee zijn gelijkgesteld krachtens de regionale wetgeving die van toepassing is inzake de energieprestatie van de gebouwen;

9° volledige renovatie: de renovatiewerken die betrekking hebben op meer dan 25 % van de oppervlakte van de betrokken bouwschil;

10° gerichte renovatie: de andere renovatiewerken dan deze bedoeld onder 9°.

Art. 54. De Regering lanceert een projectoproep om de energierenovatie van de culturele infrastructuur te ondersteunen in het kader van de tenuitvoerlegging van het nationaal plan voor het herstel en de veerkracht ingediend door België in toepassing van de Verordening (EU) 2021/241.

Tenzij anders vermeld, zijn de bepalingen van het decreet van 17 juli 2002 niet van toepassing op de projectoproep vermeld in het eerste lid.

Art. 55. In het kader van de oproep als bedoeld in het artikel 54 komen de projecten die voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden in aanmerking:

1° de aanvraag wordt ingediend door:

a) een provincie, een gemeente, een autonoom provinciebedrijf of autonoom gemeentebedrijf of een vereniging van gemeenten;

b) een structureel ondersteunde culturele operator;

2° de geplande renovatiewerken betreffen een infrastructuur die, in hoofdorde, bestemd is voor activiteiten die kaderen in het culturele beleid;

3° de te renoveren infrastructuur is eigendom van de aanvrager of die laatste beschikt over een zakelijk of persoonlijk recht dat hem toelaat, tenminste, tot 30 juni 2041 over de infrastructuur te beschikken;

4° de geplande renovatiewerken beogen de verbetering van de energie-efficiëntie van de betrokken infrastructuur en, in geval van volledige renovatie, een vermindering van het primair energieverbruik met tenminste 30%;

5° noch de renovatiewerken, noch de activiteiten uitgevoerd in de betrokken infrastructuur kunnen belangrijke milieuschade berokkenen in de zin van het artikel 17 van de Verordening (EU) 2020/852;

6° de voorlopige oplevering van de werken is voorzien tegen, ten laatste, het tweede semester van 2026.

Art. 56. § 1. Binnen de beperking van het budget voorzien voor de culturele infrastructuur in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, vermeerderd met 10 % en de noodzakelijke bedragen voor de tenlasteneming van de BTW, overeenkomstig artikel 57, § 3, kent de Regering een subsidie toe aan de, naargelang de prioriteitscriteria bepaald in het huidige artikel, in aanmerking komende projecten.

§ 2. Voorrang zal worden gegeven aan de projecten:

1° die, op de schaal van de betrokken infrastructuur, de energie-efficiëntie van het gebouw het meest verbeteren;

2° die, op de schaal van de betrokken infrastructuur en anders dan via de energie-efficiëntie van het gebouw, het meest bijdragen tot de milieudoelstellingen vastgelegd in het artikel 9 van de Verordening (EU) 2020/852;

3° die het best beantwoorden aan de culturele criteria vastgelegd in het artikel 5 van het decreet van 17 juli 2002 betreffende de toekenning van toelagen aan plaatselijke overheden voor culturele infrastructuurprojecten;

4° waarvan de staat van voortgang de meeste maturiteit en slaaggaranties binnen de termijnen vastgesteld in het artikel 551, 6° vertoont;

5° waarvan de doelstellingen en budgetramingen op een duidelijke, coherente en geloofwaardige manier worden voorgesteld en de toevlucht voorzien tot een gepaste procedure tot aanwijzing van de projectontwerper wat betreft die doelstellingen en ramingen.

De Regering stelt de weging van de verschillende criteria binnen de projectoproep vast.

§ 3. De Regering kan, binnen de projectoproep, de volgende projectcategorieën onderscheiden:

- 1° de volledige renovaties die een stedenbouwkundige vergunning vereisen;
- 2° de volledige renovaties die geen stedenbouwkundige vergunning vereisen;
- 3° de gerichte renovaties die een stedenbouwkundige vergunning vereisen;
- 4° de gerichte renovaties die geen stedenbouwkundige vergunning vereisen.

Elke categorie zal het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke evaluatie wat betreft de in paragraaf 2 vermelde criteria.

§ 4. De krachtens het huidig artikel gesubsidieerde projecten kunnen eveneens vanwege de Franse Gemeenschap of een andere overheidsinstantie aanvullende subsidies ontvangen, op voorwaarde dat de verschillende subsidies niet dezelfde kosten dekken.

Art. 57. § 1. De Regering legt in de projectoproep de interventiegraad vast die moet begrepen zijn tussen 50 % tot 70% van het subsidiabele bedrag.

§ 2. Voor zover zij in aanmerking komen voor een Europese financiering in toepassing van de Verordening (EU) 2021/241, bestaan de subsidiabele bedragen uit de volgende elementen:

- 1° de geraamde kost van de werken (excl. btw);
- 2° de erelonen van de projectontwerper en studiebureaus, excl. btw, geplafonneerd tot 10% van het bedrag van de werken;
- 3° de kosten voor de organisatie van een projectwedstrijd, geplafonneerd tot 12.500 euro, excl. btw.

In het geval van in regie uitgevoerde werken bestaat de kost van de werken uit de kosten voor de aankoop van materiaal, de huur van materiaal en de externe arbeidskrachten, met uitsluiting van de btw.

§ 3. Het subsidiabele bedrag wordt vermeerderd met de bedragen die noodzakelijk zijn voor de tenlasteneming van de btw die betrekking heeft op de elementen bedoeld in paragraaf 2.

Art. 58. De werken uitgevoerd vóór de kennisgeving van de definitieve beslissing tot tussenkomst van de Franse Gemeenschap vallen buiten de subsidie.

Afwijkingen kunnen, echter, door de Regering worden toegekend, op basis van een gemotiveerd verzoek, indien zij noodzakelijk zijn om de termijnen voorzien in het 55, 6° in acht te nemen.

Deze afwijkingen hebben tot doel om het recht op subsidies te behouden, maar vormen geenszins een vaste verbintenis tot tegemoetkoming.

De verzoeken om afwijking kunnen slechts betrekking hebben op werken die, ten vroegste, op 1 februari 2020 werden aangevat.

Art. 59. § 1. De begunstigde van de subsidie is verplicht de culturele bestemming van de in zijn verzoek vastgelegde infrastructuur tijdens een minimale duur van vijftien jaar, vanaf de voorlopige oplevering van de werken, te behouden.

§ 2. Onverminderd de toepassing van de bepalingen betreffende de controle van de subsidies, voorzien door en krachtens het artikel 61 van het decreet van 20 december 2011, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie, indien de volgende cumulatieve voorwaarden zijn vervuld:

- 1° de begunstigde leeft de tussentijdse vervaltermijnen die hij zich heeft gesteld niet na, en
- 2° de begunstigde blijkt klaarblijkelijk niet meer in staat de vervaltermijn voorzien in het artikel 55, 6° na te leven.

In geval van intrekking van de subsidie is de begunstigde verplicht de reeds betaalde bedragen onverwijld terug te betalen.

§ 3. In het geval dat de intrekking van een of meerdere subsidies in het budget voorzien voor de culturele infrastructures in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, met uitsluiting van de verhogingen en vermeerderingen voorzien in het artikel 56, § 1, een beschikbaar saldo zou tonen, mag de Regering dit saldo toewijzen aan de operatoren die niet werden weerhouden bij de oproep bedoeld in het artikel 54, mits naleving van de volgende afnemende volgorde van prioriteit:

- 1° door in aanmerking komende projecten die niet werden weerhouden als prioritair, in toepassing van het artikel 56, § 2, terug op te vissen;
- 2° door, in geval van een gebrek aan in aanmerking komende projecten, onder de voorwaarden van het huidig hoofdstuk een nieuwe projectoproep te lanceren.

Art. 60. § 1. De projectoproep wordt gepubliceerd op de website van de diensten van de Regering en vermeldt de toepasselijke procedure, mits naleving van de beginselen, gedefinieerd door het huidig hoofdstuk.

§ 2. De selectie van de projecten van volledige renovatie omvat twee fasen:

- 1° een principeakkoord dat uitspraak doet over het in aanmerking komen van het project en op basis van het kandidaatsdossier een maximaal subsidiabel bedrag vaststelt;
- 2° een bindend akkoord dat het principeakkoord bevestigt en op basis van een vollediger dossier overhandigd na het principeakkoord, zonder dat het aangepaste bedrag het tijdens het principeakkoord vastgelegde maximum mag overschrijden.

§ 3. De selectie van de projecten van gerichte renovatie verloopt in een fase.

Het bindend akkoord wordt gegeven op basis van het kandidaatsdossier en doet uitspraak over zowel het in aanmerking komen van het project als over het subsidiabele bedrag.

§ 4. De subsidie wordt vereffend in meerdere schijven, naargelang de indiening door de opdrachtnemer van de staten van voortgang en de betaling door de begunstigde van de facturen die daarmee verband houden.

De diensten van de Regering beschikken over een termijn van dertig dagen om over te gaan tot het nazicht van de schuldvorderingen en bewijsstukken die hen door de begunstigde worden toegestuurd.

De betaling gebeurt binnen de dertig dagen na het nazicht bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK II. — *Steun aan het Wetenschappelijk Onderzoek*

Art. 61. § 1. In het kader van het Europees plan van de herstel-en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie genomen bij toepassing van de Verordening EU 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel-en veerkrachtfaciliteit, kent de Regering een subsidie toe aan de universiteiten die onderzoeksactiviteiten hebben in het domein van de energietransitie.

Binnen de beperking van de financiering voorzien in het kader van het Europees plan van de herstel-en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie en de eventuele tenlasteneming van de belasting op de toegevoegde waarde door de Franse Gemeenschap, wordt de budgetenveloppe die is gewijd aan de steun aan het wetenschappelijk onderzoek als volgt tussen de begunstigden verdeeld:

- 1° 29,19 procent van de enveloppe voor de Université catholique de Louvain;
- 2° 28,64 procent van de enveloppe voor de Université libre de Bruxelles;
- 3° 23,06 procent van de enveloppe voor de Universiteit van Luik;
- 4° 9,62 procent van de enveloppe voor de Universiteit van Bergen;
- 5° 9,48 procent van de enveloppe voor de de Universiteit van Namen.

§ 2. De subsidie heeft tot doel de voormelde universiteiten toe te laten een geplande aankoop van een onderzoeksinfrastructuur te realiseren die het mogelijk maakt activiteiten van wetenschappelijk onderzoek tot een goed einde te brengen en dit, onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 62 tot 66.

Onder onderzoeksinfrastructuur verstaat men de installaties, de hulpmiddelen en de daarmee gepaard gaande diensten gebruikt door de wetenschappelijke gemeenschap om onderzoek te doen in haar competentiedomeinen. Deze definitie omvat de wetenschappelijke apparatuur en het onderzoeksmateriaal, de cognitieve hulpmiddelen zoals de verzamelingen, archieven en gestructureerde wetenschappelijke informatie, ict-gebaseerde enabling infrastructuur, computers, software en communicatiesystemen, alsook alle andere noodzakelijke middelen om onderzoek te doen. Deze infrastructuren kunnen op één enkele site worden ingeplant of worden "verdeeld". In dit laatste geval spreekt men over een georganiseerd netwerk van hulpmiddelen.

Art. 62. § 1. De onderzoeksinfrastructuren, als bedoeld in het artikel 61, § 2, tweede lid, zijn geïntegreerd in een gemeenschappelijk platform, dat de universiteiten als bedoeld in het artikel 61, § 1, eerste lid, samenbrengt.

§ 2. De onderzoeksinfrastructuren worden vervolgens gehergroepeerd in technologische sub-platformen onder de gemeenschappelijke verantwoordelijkheid van de universiteiten als bedoeld in het artikel 61, § 1, eerste lid, die daaraan deelnemen. De onderzoeksinfrastructuren moeten niet noodzakelijkerwijze worden samengebracht op één enkele geografische site.

Onder sub-platform verstaat men een coherent geheel van onderzoeksinfrastructuren dat een fundamentele basis voor het onderzoek vormt. De sub-platformen worden als volgt bepaald:

- 1° sub-platform 1: productie van hernieuwbare en koolstofarme energie;
- 2° sub-platform 2a: productie, conversie en opslag van energie, zoals de materialen en de elektrochemie;
- 3° sub-platform 2b: productie, conversie en opslag van mechanische en thermische energie;
- 4° sub-platform 3: afvang en hergebruik van CO² (procedés, synthese en karakterisering);
- 5° sub-platform 4a: rationeel energiegebruik in de gebouwen;
- 6° sub-platform 4b: rationeel energiegebruik in de mobiliteit;
- 7° sub-platform 5: beheer van het elektrisch netwerk.

Voor elke begunstigde identificeert de Regering in het besluit tot toekenning van de subsidie de sub-platformen waaraan de begunstigde deelneemt en verdeelt de subsidie vastgelegd in het artikel 61, § 1, tweede lid, daaronder. Het bedrag van de toe te kennen subsidie stemt overeen met het bedrag van de door de begunstigde in de aankoop en oprichting van het platform gedane investering.

Art. 63. Elk sub-platform als bedoeld in het artikel 62, § 2, moet een wetenschappelijk comité oprichten met een vertegenwoordiger van elke universiteit, als bedoeld in het artikel 61, eerste lid, indien zij daarin betrokken is.

De voornaamste opdracht van die comités bestaat in het zich vergewissen van de uitmuntendheid en samenhang van het onderzoek.

De betrokken universiteiten wijzen per platform een coördinator aan om de volgende opdrachten uit te voeren:

- 1° het gebruik van de onderzoeksplatformen beheren;
- 2° de indicatoren opvolgen die zijn vastgelegd in het besluit tot toekenning van de subsidie;
- 3° de risico's beheren.

De onderzoeksinfrastructuren moeten toegankelijk zijn en gedeeld worden door de verschillende universiteiten en hun exacte ligging wordt vastgelegd door de respectievelijke wetenschappelijke comités, rekening gehouden met de bestaande infrastructuren en eventuele opportuniteiten van industrieel partnerschap.

Een onderzoeksproject kan een beroep doen op verschillende onderzoeksinfrastructuren.

Het personeel dat ertoe gebracht wordt de onderzoeksinfrastructuren te gebruiken kan deels ten laste zijn van de Europese, regionale onderzoeksprojecten, het NFWO of deels ten laste van de universiteiten.

Art. 64. § 1. De subsidie als bedoeld in het artikel 61 wordt toegekend onder de volgende belangrijke voorwaarden:

- 1° de onderzoeksinfrastructuren moeten toelaten om onderzoek te doen in het kader van de doelen opgesomd door het artikel 62, § 2, tweede lid;
- 2° de te betalen prijs voor de uitbating of het gebruik van de infrastructuur voor economische doeleinden moet overeenstemmen met de marktprijs;
- 3° de infrastructuur moet toegankelijk zijn voor personen van buiten de universiteiten, zoals vorsers van andere instellingen voor hoger onderwijs.

§ 2. De Regering legt in het besluit tot toekenning van de subsidie de voorwaarden van secundair belang vast die het voorwerp zullen uitmaken van een specifieke overeenkomst met elke begunstigde.

Art. 65. De door de subsidie gedekte aanvaardbare uitgaven, als bedoeld in het artikel 61, zijn de volgende:

- 1° de kosten van de instrumenten en het materiaal gebruikt voor de realisatie van de geplande aankoop;
- 2° de kosten van eventuele licenties en octrooien, alsook de kost van de opleiding voorafgaand aan het gebruik van het materiaal aangekocht voor de realisatie van de geplande aankoop, als de transactie plaatsvindt onder normale concurrentievoorwaarden en er geen heimelijke verstandhouding bestaat;
- 3° de bijkomende algemene kosten en eender welke belasting rechtstreeks gedragen wegens het feit van de realisatie van de geplande aankoop;
- 4° de andere exploitatiekosten, namelijk de kosten van materialen, leveringen en soortgelijke producten rechtstreeks gedragen wegens het feit van de realisatie van de geplande aankoop;
- 5° de kosten tot aankoop van de onderzoeksinfrastructuur, alsook de eventueel daarmee verband houdende infrastructuur-en installatiekosten.

De noodzakelijke aanpassingswerken van de gebouwen om de onderzoeksinfrastructuren bepaald in het artikel 62 te huisvesten, komen niet in aanmerking in het kader van de subsidie.

Art. 66. Als een onderzoeksinfrastructuur zowel economische als niet-economische activiteiten uitoefent, worden de financiering, kosten en inkomsten van elk soort activiteiten afzonderlijk in rekening gebracht, op basis van consequent toegepaste en objectief te rechtvaardigen beginselen van kostprijsadministratie.

HOOFDSTUK III. — *Steun aan het Hoger onderwijs*

Afdeling 1. — Steun aan de universiteiten

Art. 67. De Regering kan een subsidie toekennen aan de universiteiten in het kader van het Europese plan van de herstel-en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie genomen bij toepassing van de Verordening EU 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel-en veerkrachtfaciliteit om de projecten te ondersteunen die betrekking hebben op de renovatie van hun bestaande gebouwen.

De Regering beschikt daartoe over een totaalbedrag dat zal worden verdeeld tussen de universiteiten ingevolge een projectoproep waarvan de voorwaarden en modaliteiten zijn bepaald in het artikel 68.

De eventuele belasting op de toegevoegde waarden wordt, naargelang het geval, volledig of gedeeltelijk ten laste genomen door de Franse Gemeenschap. Deze tenlasteneming mag niet meer bedragen dan het totaalbedrag verdeeld tussen universiteiten vermenigvuldigd met het geldend BTW-tarief.

De universiteiten die de subsidie ontvangen zijn deze bedoeld door het artikel 25 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling.

Art. 68. § 1 Voorafgaandelijk aan de toekenning van de subsidies, als bedoeld in het artikel 67, lanceert de Regering een projectoproep bij de universiteiten.

Komen enkel in aanmerking de projecten die betrekking hebben op de renovatie van universiteitsgebouwen en die voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° het ingediende project moet het beginsel naleven, als bedoeld in het artikel 17 van de Verordening (EU) 2020/852 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en tot wijziging van Verordening (EU) 2019/2088, dat erin bestaat geen belangrijk nadeel te berokkenen aan een of meerdere milieudoelstellingen, als bedoeld in het artikel 9 van de voormelde verordening;

2° het ingediende project moet de milieudoelstellingen, zoals bepaald in de projectoproep, naleven. Aldus, moet het, naargelang het geval, in de lijn liggen van de meegeedeelde in aanmerking komende werken, hetzij in de code 026, hetzij in de code 026 bis, zoals zij voorkomen in bijlage VI van de Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel-en veerkrachtfaciliteit;

3° het ingediende project moet de termijnen vastgelegd in de projectoproep betreffende de staat van voortgang van de voorgestelde werken aantonen en naleven;

4° het bedrag van elk ingediend project moet hoger zijn dan vijfhonderdduizend euro (excl. btw);

5° de universiteiten moeten zich ertoe verbinden de financiering van het voorgestelde project aan te vullen ten belope van, tenminste, zestien procent van de waarde van het bedrag van toewijzing van de opdracht van werken (exclusief btw).

Onder universiteitsgebouw verstaat men elke universiteitsinfrastructuur waarin de activiteiten van onderwijs, onderzoek of administratie worden uitgeoefend. De infrastructuren waarin de economische activiteiten, volledig of gedeeltelijk, worden uitgeoefend, komen niet in aanmerking voor de subsidie.

§ 2. Tenminste vijftig procent van het totaalbedrag, als bedoeld in het artikel 67, tweede lid, moet worden aangewend voor de steun aan projecten die het mogelijk maken een coëfficiënt van honderd procent te behalen voor de doelstelling die verband houdt met de klimaatwijziging, alsook een coëfficiënt van veertig procent voor de milieudoelstelling die de Europese Commissie heeft bepaald in de methodologie voor het traceren van klimaatuitgaven als omschreven in een bijlage VI van de Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel-en veerkrachtfaciliteit (code 026 bis). De nagestreefde doelstelling bestaat in het behalen van een primaire energiebesparing van 30%. De projectoproep vermeldt die vereiste.

De andere geselecteerde projecten moeten, tenminste, een coëfficiënt van veertig procent behalen voor de doelstelling die verband houdt met de klimaatwijziging, alsook een coëfficiënt van veertig procent voor de milieudoelstelling bepaald in de methodologie voor het traceren van klimaatuitgaven als omschreven in een bijlage VI van de Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021, voormeld (code 026). De projectoproep vermeldt die vereiste.

§ 3. In het kader van de projectoproep genieten de universiteiten, in eerste instantie en onder voorbehoud van het mechanisme voorzien in paragraaf 6, van een trekkingsrecht dat overeenstemt met een deel van het totaalbedrag, als bedoeld in het artikel 63, tweede lid.

De berekening van dit trekkingsrecht per instelling wordt zodanig afgerond dat de som van het trekkingsrecht van alle instellingen, vermeerderd met het respectievelijke mogelijke bonussen, voorzien in paragraaf 4, vierde lid, het totaalbedrag, als bedoeld in het artikel 67, tweede lid, uitput.

Onder voorbehoud van de regel bedoeld in het tweede lid, wordt de som van het trekkingsrecht van alle universiteiten berekend volgens de volgende formule: totaalbedrag bedoeld in het artikel 67, tweede lid, gedeeld door 1,05.

Onder voorbehoud van de regel bedoeld in het tweede lid, wordt de som van het trekkingsrecht vervolgens verdeeld tussen de verschillende universiteiten naargelang de volgende wegingen:

- 1° Universiteit van Luik: 27,12% ;
- 2° Université Catholique de Louvain : 30,12% ;
- 3° Université Libre de Bruxelles : 25,22% ;
- 4° Universiteit van Bergen: 8,34% ;
- 5° Universiteit van Namen: 6,68% ;
- 6° Universiteit Saint-Louis – Brussel: 2,52%.

§ 4. De universiteiten kunnen in het kader van de projectoproep een of meerdere projecten indienen waarvan het totaalbedrag hun respectievelijk trekkingsrecht, zoals bepaald in paragraaf 3, mag overschrijden. Voor elk project moeten de universiteiten, tenminste, de te ontvangen financiering vermelden om deze te kunnen aanwenden om de voorwaarden vermeld in paragraaf 1 na te leven. In geval van indiening van meerdere projecten, bepalen zij de volgorde van prioriteit die zij aan elk project toekennen.

Elk project dat wordt aanzien als een project dat in aanmerking komt, in toepassing van de voorwaarden vermeld in paragraaf 1, wordt geanalyseerd wat betreft drie selectiecriteria, gerangschikt volgens afnemende volgorde van belangrijkheid, met name:

- 1° de beoordeling, onder de vorm van een risico-analyse, van de termijnen meegegeed door de universiteit voor de voltooiing van de belangrijkste stappen van het voorgestelde project;
- 2° de impact van de geplande werken inzake energieprestatie;
- 3° de ambitie van het project inzake te renoveren oppervlakte naar verhouding van het trekkingsrecht van de betrokken universiteit.

Om de projecten te rangschikken wordt voor elk van deze drie criteria een cijfer toegekend. Voor elke universiteit wordt een rangschikking van de projecten opgesteld en een gewogen gemiddelde vastgelegd waarvan de berekeningsmodaliteiten in de projectoproep zijn bepaald.

Elke universiteit die een gewogen gemiddelde van meer dan zestig procent behaalt, bekomt een bonus die overeenstemt met vijf procent van haar trekkingsrecht en dit, binnen de beperking van de beschikbare kredieten.

Indien een universiteit niet voldoet aan de voorwaarde vermeld in het derde lid, wordt haar bonus verdeeld onder de andere universiteiten naar verhouding van het trekkingsrecht bepaald in paragraaf 3.

De projecten ingediend door een universiteit en die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden, worden weerhouden naargelang de meegeede orde van prioriteit en tot aan de uitputting van het trekkingsrecht verleend aan de universiteit, zoals het, in voorkomend geval, werd vermeerderd met de bekomen bonus, bedoeld in het vierde lid of de verdeling bedoeld in het vijfde lid.

§ 5. De projectoproep vermeldt de draagwijdte en de berekeningsmodaliteiten van het cijfer van de criteria vermeld in paragraaf 4, tweede lid.

§ 6. Indien een universiteit haar totaal trekkingsrecht niet volledig uitput, wordt het saldo gestort in een gemeenschappelijke pot die bestaat uit het saldo van de niet door de verschillende universiteiten gebruikte totale trekkingsrechten.

Elk project dat wordt aanzien als een project dat in aanmerking komt, in toepassing van de voorwaarden vermeld in paragraaf 1, wordt gerangschikt naargelang de punten bekomen in toepassing van de criteria bedoeld in paragraaf 4. Het totaalbedrag dat bestaat uit de gemeenschappelijke pot wordt verdeeld onder de best gerangschikte projecten, waarvan het financieringsminimum bepaald door de universiteit is bereikt en dit, tot aan de uitputting van de kredieten.

Art. 69. Indien een universiteit een financiering heeft bekomen voor een project waarvoor blijkt dat de termijnen of vereisten vastgelegd in haar project, alsook in de projectoproep, niet worden nageleefd, geeft zij dat onmiddellijk aan de commissaris of afgevaardigde van de Regering waarvan zij afhangt, die, op zijn beurt, de Regering in kennis stelt. Naast de regelmatige controle van de overheidsopdrachten, doen de commissarissen de controle van de naleving van de termijnen waartoe de universiteiten zich voor hun projecten hebben verbonden. In geval van niet-naleving van de termijnen, stellen zij de Regering daarvan in kennis.

De Regering mag het bedrag annuleren van de subsidie die voor dit project aanvankelijk werd toegekend aan de betrokken universiteit en verdeelt dit bedrag onder de best gerangschikte projecten, in toepassing van het mechanisme voorzien in het artikel 68, § 4, waarvan het financieringsminimum bepaald door de universiteit is bereikt, op voorwaarde dat het project nog de termijnen en vereisten voorzien in de projectoproep naleeft.

Indien geen enkel gerangschikt project de voorwaarden van de projectoproep naleeft, lanceert de Regering een nieuwe projectoproep waarvan de essentiële voorwaarden identiek zijn aan deze voorzien in de artikelen 67 en 68. Zij legt de modaliteiten en eventuele aanvullende voorwaarden daarvan vast.

Art. 70. Een jury selecteert de projecten die in aanmerking komen en gaat over tot de beoordeling van de projecten die in aanmerking komen op basis van de criteria meegegeed in artikel 68, § 4, met het oog op hun rangschikking.

De jury is samengesteld:

- 1° uit twee vertegenwoordigers van de Administratie die belast is met Infrastructuren;
- 2° uit een vertegenwoordiger van de Administratie die belast is met het Onderwijs;
- 3° een extern deskundige.

Een vertegenwoordiger van de Minister die belast is met het Onderwijs staat de jury bij als waarnemer.

De jury mag zich, in het kader van haar opdrachten, door deskundigen laten bijstaan.

Art. 71. De universiteiten, waarvan de projecten door de Regering werden geselecteerd en gevalideerd, tekenen een overeenkomst waarin, tenminste, de volgende elementen zijn bepaald:

- 1° de verplichtingen in hoofde van de universiteiten in het kader van het Europese plan van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;
- 2° het soort te verstrekken bewijsstukken om de diensten van de Regering toe te laten het gebruik van de toegekende subsidie te controleren;

3° een specifieke bepaling volgens dewelke de universiteiten de eventuele kosten dragen die worden gegeneerd door de niet-naleving van de in de projectoproep meegedeelde termijnen of vereisten en die de onontvankelijkheid van het project met zich meebrengt in het kader van het Europese plan voor de herstel-en veerkrachtfaciliteit;

4° de eventuele modaliteiten van terugbetaling van de subsidie, indien het project de in de projectoproep essentiële meegedeelde termijnen of voorwaarden niet naleeft.

Art. 72. De commissarissen en afgevaardigden van de Regering bij de universiteiten oefenen een controle uit die betrekking heeft op:

1° de naleving van de meegedeelde termijnen, enerzijds, in de projectoproep en, anderzijds, in het project dat het voorwerp uitmaakt van de subsidie bedoeld in artikel 67;

2° het gebruik en de aanwending van de subsidie bedoeld in het artikel 67.

De universiteit maakt aan de commissaris of afgevaardigde van de Regering waarvan zij afhangt alle documenten over die noodzakelijk zijn voor die controle en stelt alle bewijsstukken die nuttig zijn voor die controle te harer beschikking.

Afdeling II. — Bepalingen betreffende de steun aan de digitale strategie van het Hoger onderwijs met volledig leerplan

Art. 73. § 1. De Regering kan een subsidie toekennen aan de instellingen van het hoger onderwijs met volledig leerplan in het kader van het goedgekeurde plan van de Europese herstel-en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie en genomen bij toepassing van de voormelde Verordening EU 2021/241 van 12 februari 2021 die tot doel heeft, volledig of gedeeltelijk, te financieren:

1° de aankoop van digitale uitrustingen van eender welke aard;

2° de ontplooiing van de connectiviteit of haar verbetering binnen de instelling, met uitsluiting van de bekabelingswerken;

3° de aankoop of de ontwikkeling van software, met inbegrip van de licenties die noodzakelijk zijn voor hun gebruik;

4° de aankoop of de ontwikkeling van pedagogische hulpmiddelen of digitale platformen;

5° de ontwikkeling van de digitale vaardigheden van de personeelsleden of studenten.

De instellingen van het hoger onderwijs die kunnen genieten van de subsidie zijn de universiteiten, hogescholen en hogere kunstschole respectievelijk bedoeld in de artikelen 10 tot 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

§ 2. Binnen de beperking van de financiering voorzien in het kader van het plan van de Europese herstel-en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie, wordt de budgetenveloppe die gewijd is aan de steun van het Hoger onderwijs met volledig leerplan verdeeld onder hogeronderwijsinstellingen volgens de modaliteiten vermeld in de artikelen 74 tot 78.

§ 3. De eventuele belasting op de toegevoegde waarde die betrekking heeft op de goederen en diensten bedoeld in paragraaf 1 wordt door de Franse Gemeenschap ten laste genomen.

Art. 74. §1^{er}. Voorafgaandelijk aan de toekenning van de subsidies bedoeld in het artikel 73, worden een of meerdere projectoproepen gelanceerd bij de universiteiten, hogescholen en hogere kunstschole.

§ 2. Een eerste projectoproep zal, ten laatste, in 2022 door de Regering worden gelanceerd.

§ 3. Enkel de projecten die voldoen aan de volgende voorwaarden zijn ontvankelijk:

1° het ingediende project moet het beginsel naleven, als bedoeld in het artikel 17 van de Verordening (EU) 2020/852 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en tot wijziging van Verordening (EU) 2019/2088, dat erin bestaat geen belangrijk nadeel te berokkenen aan een of meerdere milieudoelstellingen, als bedoeld in het artikel 9 van de voormelde verordening;

2° het project moet, ten laatste, worden ingediend op de datum vastgesteld in de projectoproep en moet alle termijnen die zijn vastgesteld in de projectoproep naleven.

§ 4. De hogeronderwijsinstellingen met volledig leerplan kunnen, per instelling, slechts een project per projectoproep indienen.

Art. 75. § 1. Binnen de beperking van de financiering voorzien in het kader van het plan van de Europese herstel-en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie, wordt een enveloppe die overeenstemt met 75 procent van de totale budgetenveloppe voor de digitale strategie van het hoger onderwijs met volledig leerplan en het secundair hoger onderwijs voor sociale promotie besteed aan de steun van het Hoger onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. In het kader van de enveloppe besteed aan de steun van het Hoger onderwijs met volledig leerplan, als bedoeld in paragraaf 1, wordt, voor de eerste projectoproep, een maximaal trekkingsrecht als volgt, op een globale manier, tussen de begunstigden verdeeld:

1° 95 procent voor de universiteiten en hogescholen;

2° 5 procent voor de Hogere kunstschole.

Dit trekkingsrecht wordt, vervolgens, verdeeld per instelling volgens de modaliteiten meegedeeld in de paragrafen 3 tot 5.

§ 3. Het bedrag van het trekkingsrecht voor alle universiteiten stemt overeen met 50,6 procent van het in § 2, 1° meegedeelde bedrag. Het bedrag van het trekkingsrecht dat eigen is aan elke universiteit wordt op de volgende manier bepaald:

1° een universiteit ziet zich respectievelijk 4, 2 en 1 punten toekennen per student die een studietoelage ontvangt, per student met bescheiden inkomsten en per andere student ingeschreven aan de universiteit, in de loop van het academiejaar 2019-2020, zoals zij werden gevalideerd door de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering voor de toepassing van het artikel 36bis van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling in 2020;

2° een Universiteit ziet zich respectievelijk 1 punt toekennen per student ingeschreven aan de universiteit in de loop van hetzelfde academiejaar, zoals zij werden gevalideerd door de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering voor de toepassing van dezelfde bepaling;

3° een universiteit beschikt over een trekkingsrecht volgens de volgende formule:

trekkingsrecht van alle universiteiten

X ((0,5 X totaal van de punten toegewezen aan de universiteit krachtens 1°

totaal van de punten toegewezen aan alle universiteiten krachtens 1°)

+ (0,5 X totaal van de punten toegewezen aan de universiteit krachtens de 2°

totaal van de punten toegewezen aan alle universiteiten krachtens 2°)).

§ 4. Het bedrag van het trekkingsrecht voor alle Hogescholen stemt overeen met 49,40 procent van het in § 2, 1° meegedeelde bedrag. Het bedrag van het trekkingsrecht wordt voor elke Hogeschool op de volgende manier bepaald:

1° een Hogeschool ziet zich respectievelijk 4, 2 en 1 punten toekennen per student die een studietoelage ontvangt, per student met bescheiden inkomsten en per andere student ingeschreven aan de Hogeschool, in de loop van het academiejaar 2019-2020, zoals zij werden gevalideerd door de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering voor de toepassing van het decreet van 19 juli 2010 betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs;

2° een Hogeschool ziet zich respectievelijk 1 punt toekennen per student ingeschreven aan de Hogeschool in de loop van hetzelfde academiejaar, zoals zij werden gevalideerd door de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering voor de toepassing van dezelfde bepaling;

3° een Hogeschool beschikt over een trekkingsrecht volgens de volgende formule:

trekkingsrecht van alle Hogescholen

X ((0,5 X totaal van de punten toegewezen aan de Hogeschool krachtens de 1°

totaal van de punten toegewezen aan alle Hogescholen krachtens de 1°)

+ (0,5 X totaal van de punten toegewezen aan de Hogeschool krachtens de 2°

totaal van de punten toegewezen aan alle Hogescholen krachtens de 2°)).

§ 5. Op basis van de verdeling bedoeld in paragraaf 2, wordt het bedrag van het trekkingsrecht voor elke Hogere kunstschool op de volgende manier bepaald:

1° een Hogere kunstschool ziet zich respectievelijk 1 punt toekennen per financierbare student van de Hogere kunstschool, in de loop van het academiejaar 2019-2020, zoals zij werden gevalideerd door de Afgevaardigden van de Regering, behalve de studenten bedoeld in artikel 6 van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende jonge talenten in Hogere kunstschole georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en zonder toepassing van het tweede lid van het artikel 8 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies;

2° een Hogere kunstschool beschikt over een trekkingsrecht volgens de volgende formule:

trekkingsrecht van alle Hogere kunstschole

X totaal van de punten toegewezen aan de Hogere kunstschool krachtens de 1°

totaal van de punten toegewezen aan alle Hogere kunstschole krachtens de 1°).

§ 6. De hogeronderwijsinstellingen vermelden het bedrag dat noodzakelijk is voor de tenuitvoerlegging van het ingediende project.

Art. 76. Een jury is belast met de analyse van de ingediende projecten.

De jury is samengesteld uit:

1° de Algemeen-directeur van de administratie belast met het hoger onderwijs, of zijn vertegenwoordiger, die daarvan het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van het Centre de Ressources pédagogiques;

3° twee leden van de administratie belast met het hoger onderwijs;

4° een vertegenwoordiger van het Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Een of twee vertegenwoordigers van de Minister belast met het Hoger onderwijs staan de jury als waarnemer bij.

De jury mag zich, in het kader van haar opdrachten, door deskundigen laten bijstaan. De deskundigen ontvangen een vacatievergoeding van 150 euro per te analyseren ontvankelijk project en een terugbetaling van hun verplaatsingskosten die worden toegekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten. Daartoe worden de deskundigen beschouwd als titularissen van rang 12.

Het secretariaat van de jury wordt verzekerd door de administratie die belast is met het hoger onderwijs.

Art. 77. § 1. De jury beoordeelt de projecten op basis van de ontvankelijkheidscriteria bedoeld in het artikel 74, § 3, en de volgende selectiecriteria:

1° de kwaliteit van het project en zijn integratie in de strategie voor de ontwikkeling van digitale vaardigheden geïmplementeerd door de instelling;

2° de omvang van het beoordeelde project op basis van de ratio tussen het aantal personeelsleden en studenten beoogd door het project binnen de instelling en hun totale aantal binnen diezelfde instelling;

3° rekening gehouden met het onderwijs verstrekt door de instelling, de afstemming van het materiaal op de opleidingen georganiseerd in de instelling en/of de afstemming van het project op de vooruitzichten in de beroepswereld of het onderzoek voor de betrokken studierichtingen;

4° de kwalitatieve verbetering die het project zou kunnen bijbrengen aan het onderwijs en de leerprocessen verstrekt in de betrokken instelling;

5° het belang van de impact van het project op de vermindering van de digitale kloof voor de personeelsleden en studenten, alsook de complementariteit met andere maatregelen, indien zij bestaan. Een bijzondere aandacht wordt geschonken aan de personen in een sociaal-economisch kwetsbare positie, personen met een handicap en vrouwen. Onder vermindering van de digitale kloof verstaat men het feit dat de ongelijke toegang tot digitale infrastructuur en uitrustingen en het internet wordt verminderd, alsook dat de nodige vaardigheden worden ontwikkeld voor het gebruik van informatie- en communicatietechnologieën.

Elk van de selectiecriteria heeft bij de totale beoordeling van het project een gelijke waarde.

§ 2. Een project komt niet in aanmerking voor de subsidie, indien het niet, tenminste, 50 procentpunten behaalt voor elk selectie criterium bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. De jury mag een voorstel tot reductie van het door de instelling aangevraagde budget formuleren, indien dat budget niet als redelijk, geloofwaardig of meetbaar wordt aanzien.

§ 4. De subsidies worden toegekend door de Regering op basis van het selectievoorstel geformuleerd door de jury.

Art. 78. Indien een instelling haar trekkingsrecht niet volledig heeft uitgeput, wordt het deel van de niet-gebruikte subsidie in een gemeenschappelijke pot gestort om via een of meerdere projectoproepen te worden verdeeld.

Indien een aanvankelijk gesubsidieerd project de voorwaarden en termijnen opgelegd in de projectoproep niet volledig of gedeeltelijk nakomt, wordt de aan de instelling toegekende subsidie ingetrokken en het bedrag dat daarop betrekking heeft gerecupereerd en gestort in een gemeenschappelijke pot om via een of meerdere andere projectoproepen te worden verdeeld.

De ontvankelijkheids- en selectievoorwaarden van deze of die bijkomende projectoproep(en) zijn identiek aan deze van de eerste projectoproep, zoals bepaald in de artikelen 74, § 3, en 77.

Niettemin, genieten de instellingen, in het kader van deze of die projectoproep(en), niet meer van een eigen trekkingsrecht. Het budget zal worden verdeeld tussen de projecten, rekening gehouden met hun rangschikking. De per project gevraagde budgetten mogen door de jury worden verminderd om de inoverwegingneming te bevorderen van een maximum aan kwaliteitsprojecten. In het kader van de toe te kennen middelen zal de jury eveneens rekening houden met het aantal studenten van de instelling waarop het project betrekking heeft en de leefbaarheid van het project na financiering.

Art. 79. De Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering controleren de wettigheid van de door de instellingen geplaatste overheidsopdrachten om hun project ten uitvoer te leggen, alsook de naleving van de in de projectoproep meegedeelde voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — *Steun aan het Onderwijs voor sociale promotie*

Art. 80. § 1. De Regering mag een subsidie toekennen aan de inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie erkend door de Franse Gemeenschap in het kader van het plan van de Europese herstel- en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie genomen bij toepassing van de voormelde Verordening EU 2021/241 van 12 februari 2021 die tot doel heeft, volledig of gedeeltelijk, te financieren:

1° de aankoop van digitale uitrustingen van eender welke aard;

2° de ontplooiing van de connectiviteit of haar verbetering binnen de betrokken instelling, met uitzondering van de bekabelingswerken;

3° de aankoop of de ontwikkeling van software, met inbegrip van de licenties die noodzakelijk zijn voor hun gebruik.

De door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie zijn deze bedoeld door de artikelen 1, §§ 2 en 3, en 2 van decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. Binnen de beperking van de financiering voorzien in het kader van het plan van de Europese herstel- en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie, wordt een enveloppe die overeenstemt met 25 procent van de totale budgettenveloppe voor de digitale strategie van het hoger onderwijs met volledig leerplan en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie besteed aan de steun van het onderwijs voor sociale promotie. 39 procent van deze enveloppe wordt besteed aan de subsidies bedoeld in paragraaf 1.

Dit bedrag wordt, vervolgens, verdeeld tussen de door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie volgens de modaliteiten vermeld in de artikelen 81 tot 85.

Deze subsidie wordt tussen die instellingen verdeeld via een mechanisme van projectoproepen.

§ 3. De eventuele belasting op de toegevoegde waarde die betrekking heeft op de goederen en diensten bedoeld in paragraaf 1 wordt door de Franse Gemeenschap ten laste genomen.

Art. 81. § 1. Voorafgaandelijk aan de toekenning van de subsidies bedoeld in het artikel 80, lanceert de Regering een of meerdere projectoproepen bij de door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. Een eerste projectoproep zal, ten laatste, in 2022 door de Regering worden gelanceerd.

§ 3. Enkel de projecten die voldoen aan de volgende voorwaarden zijn ontvankelijk:

1° het ingediende project moet het beginsel naleven, als bedoeld in het artikel 17 van de Verordening (EU) 2020/852 betreffende de totstandbrenging van een kader ter bevordering van duurzame beleggingen en tot wijziging van Verordening (EU) 2019/2088, dat erin bestaat geen belangrijk nadeel te berokkenen aan een of meerdere milieudoelstellingen, als bedoeld in het artikel 9 van de voormelde verordening;

2° het project moet, ten laatste, worden ingediend op de datum vastgesteld in de projectoproep en moet alle termijnen die zijn vastgesteld in de projectoproep naleven.

In het kader van de eerste projectoproep moeten de projecten het maximale trekkingsrecht vastgelegd per instelling en bepaald in het artikel 82 naleven.

§ 4. De door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie mogen slechts een project per instelling en per projectoproep indienen.

Art. 82. De door de Franse Gemeenschap erkende inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie genieten elk een maximaal trekkingsrecht waarvan het bedrag wordt bepaald naar verhouding van de lestijdenleerlingen gegenereerd voor het kalenderjaar 2019, zoals bepaald door het artikel 99 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 83. Een jury is belast met de analyse van de ingediende projecten.

De jury is samengesteld uit:

1° de Algemeen-Directeur van de administratie belast met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie of zijn vertegenwoordiger, die daarvan het voorzitterschap waarneemt;

2° drie vertegenwoordigers van het Centre de Ressources pédagogiques;

3° drie vertegenwoordigers van de administratie belast met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie;

4° een lid van de Algemene Raad van het Onderwijs voor sociale promotie met een rol als waarnemer.

Een of twee vertegenwoordigers van de Minister belast met het Onderwijs voor sociale promotie staan de jury bij als waarnemer.

De jury mag zich, in het kader van haar opdrachten, door deskundigen laten bijstaan.

Het secretariaat van de jury wordt verzekerd door de administratie belast met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 84. § 1. De jury beoordeelt de projecten op basis van de ontvankelijkheidscriteria bedoeld in het artikel 81, § 3, en de volgende selectiecriteria:

1° de kwaliteit van het project en zijn integratie in de strategie voor de ontwikkeling van digitale vaardigheden geïmplementeerd door de instelling;

2° de omvang van het beoordeelde project op basis van de ratio tussen het aantal personeelsleden en leerlingen beoogd door het project binnen de instelling en hun totale aantal binnen diezelfde instelling;

3° de afstemming van het materiaal op de opleidingen georganiseerd in de instelling, de afstemming van het project op de vooruitzichten in de beroepswereld of het onderzoek voor de betrokken studierichtingen;

4° de kwalitatieve verbetering die het project zou kunnen bijbrengen aan het onderwijs en de leerprocessen verstrekt in de betrokken instelling;

5° het belang van de impact van het project op de vermindering van de digitale kloof voor de personeelsleden en leerlingen, alsook de complementariteit met andere maatregelen, indien zij bestaan. Een bijzondere aandacht wordt geschonken aan de personen in een sociaal-economisch kwetsbare positie, personen met een handicap en vrouwen. Onder vermindering van de digitale kloof verstaat men het feit dat de ongelijke toegang tot digitale infrastructuren en uitrustingen en het internet wordt verminderd, alsook dat de nodige vaardigheden worden ontwikkeld voor het gebruik van informatie- en communicatietechnologieën.

Elk van de selectiecriteria heeft bij de totale beoordeling van het project een gelijke waarde.

§ 2. Een project komt niet in aanmerking voor de subsidie, indien het niet, tenminste, 50 procentpunten behaalt voor elke selectiecriteria bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. De jury mag een voorstel tot reductie van het door de instelling aangevraagde budget formuleren, indien dat budget niet als redelijk, geloofwaardig of meetbaar wordt aanzien.

§ 4. De subsidies worden toegekend door de Regering op basis van het selectievoorstel geformuleerd door de jury.

Art. 85. Indien een inrichtende macht van het Onderwijs voor sociale promotie haar trekkingsrecht niet volledig heeft uitgeput, wordt het bedrag dat betrekking heeft op dat project in een gemeenschappelijke pot gestort om, vervolgens, via een of meerdere projectoproepen te worden verdeeld.

Indien een aanvankelijk gesubsidieerd project de voorwaarden en termijnen opgelegd in de projectoproep niet volledig of gedeeltelijk nakomt, wordt de aan de instelling toegekende subsidie ingetrokken en het bedrag dat daarop betrekking heeft gerecupereerd en gestort in een gemeenschappelijke pot om via een of meerdere andere projectoproepen te worden verdeeld.

De ontvankelijkheids- en selectievoorwaarden van deze of die bijkomende projectoproep(en) zijn identiek aan deze van de eerste projectoproep, zoals bepaald in de artikelen 81, § 3, en 84.

Niettemin, genieten de inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie, in het kader van deze of die projectoproep(en), niet meer van een eigen trekkingsrecht. Het budget zal worden verdeeld tussen de projecten, rekening gehouden met hun rangschikking. In het kader van de toe te kennen middelen zal de jury eveneens rekening houden met het aantal leerlingen van de instelling waarop het project betrekking heeft en de leefbaarheid van het project na financiering.

Art. 86. § 1. In het kader van het plan van de Europese herstel- en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie genomen bij toepassing van de voormelde Verordening EU 2021/241 van 12 februari 2021, legt de Regering een jaarlijkse enveloppe van 12.800 lestijden A vast voor de academiejaren 2022-2023, 2023-2024, 2024-2025 en 2025-2026.

Onder lestijden A verstaat men de lestijden bedoeld in het artikel 83, § 1, 1°, van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

Deze enveloppe komt uitsluitend toe aan de aanwijzing of aanwerving van techno-pedagogen "Onderwijs voor sociale promotie".

Deze lestijden worden verdeeld naar verhouding van het aantal organieke lestijden berekend voor het kalenderjaar 2019 door af te ronden tot de volledige last tussen de volgende onderwijsnetwerken:

1° het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

2° het officieel gesubsidieerd onderwijs;

3° het vrij gesubsidieerd confessioneel onderwijs;

4° het vrij gesubsidieerd niet-confessioneel onderwijs;

§ 2. De techno-pedagogen hebben als opdracht:

1° de inrichtende machten te adviseren bij de uitwerking van de digitale projecten die betrekking hebben op het ontwerp, de productie, de keuze en het gebruik van de methodes, technieken en het materiaal;

2° de leerkrachten van het netwerk te ondersteunen in de keuze en het gebruik van de digitale instrumenten in samenhang met hun pedagogische praktijken om de digitale strategie van de instelling te ontwikkelen;

3° de leerlingen en leerkrachten van het netwerk te helpen bij het gebruik van de in het kader van projectoproep bedoeld in het artikel 81 beschikbaar of verkregen materiaal;

4° deel te nemen aan al dan niet multidisciplinaire periodieke ontmoetingen tussen netwerken, georganiseerd door het Centre de Ressources Pédagogiques met het doel om de ontwikkelde praktijken en onder elkaar verdeelde hulpmiddelen te laten kennen.

§ 3. Voor elke techno-pedagoog die onder hun bevoegdheid valt, maken WBE en de federaties van inrichtende machten aan de administratie die belast is met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, ten laatste op het einde van elk betrokken academiejaar, een activiteitenverslag over dat betrekking heeft op de verwezenlijking van hun opdrachten. Het eerste verslag wordt overgemaakt aan het einde van het academiejaar 2022-2023 en het laatste aan het einde van het academiejaar 2025-2026.

Art. 87. § 1. In het kader van het plan van de Europese herstel- en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie genomen bij toepassing van de voormelde Verordening UE 2021/241 van 12 februari 2021 worden, in de loop van de jaren 2022 tot 2025, door de minister belast met het onderwijs voor sociale promotie vier oproepen tot samenwerkingen gelanceerd bij de leerkrachten die werkzaam zijn binnen het onderwijs voor sociale promotie. Een oproep tot samenwerking per jaar wordt gelanceerd en heeft tot doel het aantal beschikbare pedagogische hulpmiddelen te verhogen en hun verdeling te bevorderen.

Deze pedagogische hulpmiddelen worden verdeeld ten gunste van alle inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie.

De oproepen tot samenwerkingen richten zich tot alle inrichtende machten van het Onderwijs voor sociale promotie.

§ 2. Binnen de beperking van de financiering voorzien in het kader van het plan van de Europese herstel- en veerkrachtfaciliteit van de Europese Unie, wordt een enveloppe die overeenstemt met 25 procent van de totale budgetenveloppe voor de digitale strategie van het hoger onderwijs met volledig leerplan en het secundair en hoger onderwijs voor sociale promotie besteed aan de steun van het onderwijs voor sociale promotie. 9 procent van deze enveloppe wordt besteed aan de bezoldiging van de bekroonde leerkrachten.

Voor twee lestijden uitgewerkt in het kader van het ten gevolge van de oproep tot samenwerking geselecteerde project, zal de bekroonde leerkracht 40 lestijden krijgen die overeenstemmen met het niveau van de lestijden van de ontwikkelde Onderwijseenheid (lestijd A, B of C).

§ 3. De jury is samengesteld uit:

1° de Algemeen-Directeur van de administratie belast met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie of zijn vertegenwoordiger die daarvan het voorzitterschap waarneemt;

2° drie vertegenwoordigers van het Centre de Ressources pédagogiques;

3° een lid van de Algemene Raad van het Onderwijs voor sociale promotie met een rol als waarnemer;

4° een vertegenwoordiger van de administratie belast met hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

Een of twee vertegenwoordigers van de Minister belast met het Hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie mogen de jury als waarnemer bijstaan.

Het secretariaat wordt verzekerd door de administratie belast met het hoger onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie.

§ 4. De subsidies worden toegekend door de minister belast met het Onderwijs voor sociale promotie op basis van selectievoorstel geformuleerd door de jury.

Art. 88. De beoordelingscriteria van elke oproep tot samenwerking gelanceerd in toepassing van het artikel 84, § 1, zijn de volgende:

1° de naleving van de prioriteiten vastgelegd in elke oproep tot samenwerking;

2° de haalbaarheid en implementering van het project binnen de gegeven tijd;

3° de impact van het project op de vermindering van de digitale kloof van de leerlingen, alsook de complementariteit met andere maatregelen, indien zij bestaan. Zijn, in het bijzonder, beoogd degenen die zich bevinden in een sociaal-economisch kwetsbare positie, personen met een handicap en de vrouwen;

4° de aanwezigheid en kwaliteit van het pedagogisch scenario en de samenhang van de te creëren pedagogische sequentie met reeds verdeelde of verdeeld zijnde pedagogische sequenties;

5° de diversiteit en overeenstemming van de doelstellingen, activiteiten en beoordelingen en de afstemming van de activiteiten van de sequentie op de leerresultaten van de onderwijseenheid;

6° de kwalitatieve verbetering die het project zou kunnen bijbrengen aan het onderwijs en de leerprocessen verstrekt in de betrokken instelling door de fenuitvoerlegging van digitale instrumenten.

Onder vermindering van de digitale kloof, als bedoeld in het eerste lid, 3° verstaat men het feit dat de ongelijke toegang tot digitale infrastructuren, digitale uitrustingen en het internet wordt verminderd, alsook dat de nodige vaardigheden worden ontwikkeld voor het gebruik van informatie- en communicatietechnologieën.

Elk van de selectiecriteria heeft bij de totale beoordeling van het project een gelijke waarde.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen die toelaten een versterkte en gerichte pedagogische ondersteuning, opvoedingsondersteuning en psychosociale ondersteuning te geven aan de leerlingen van de scholen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs

Afdeling 1. — De toekenning van Europese middelen die toelaten een versterkte en gerichte pedagogische ondersteuning, opvoedingsondersteuning en psychosociale ondersteuning te geven aan de leerlingen van de scholen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs

Art. 89. Voor de toepassing van het huidig decreet verstaat men onder “pedagogische ondersteuning, opvoedingsondersteuning en psychosociale ondersteuning” de stappen die werden afgesproken tussen de personeelsleden die betrokken zijn bij de individuele of collectieve tenlastenemingen van de leerlingen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs door de leerkrachten, opvoeders, logopedisten CAOV-begeleiders, het paramedisch, sociaal en psychologische personeel en de agenten van de P.M.S.-centra met het doel om hun scholing en mentaal, emotioneel, relationeel en psychologisch welzijn te verbeteren. Deze stappen van tenlastenemingen vinden, zowel voor de pedagogische stappen als de opvoedkundige of psychosociale stappen, face-to-face plaats, maar kunnen ook op afstand doorgaan, indien de gezondheidsnormen dit vereisen.

Art. 90. In 2021 en 2022 worden Europese middelen toegekend aan de scholen van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en de P.M.S.-centra. Zij beogen de buitengewone ontplooiing van een ondersteuning van het pedagogische, opvoedkundige en psychosociale type om voor de betrokken leerlingen de gevolgen te compenseren van de gedeeltelijke opschorting van de lessen, de lockdown-verplichtingen en de implementering van hybride leersystemen, ten gevolge van de tijdens de COVID-19-gezondheids crisis geldende gezondheidsnormen, door de volgende doelstellingen na te streven:

- 1° schoolremediëring ontplooiën;
- 2° de mentale gezondheid en het welzijn van de leerlingen ondersteunen;
- 3° een sereen en gunstig schoolklimaat ontwikkelen en/of garanderen;
- 4° de schooluitval tegengaan.

Art. 91. Een maximaal volume van 7.279 lestijden (hetzij 69,03% van het bedrag vastgesteld door de Regering in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit) wordt besteed aan de toekenning van bijkomende betrekkingen in de rekruteringsfuncties van de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel, zoals bepaald voor het betrokken niveau en type van onderwijs door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, alsook in de rekruteringsfunctie van logopedist, in de scholen van gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan.

Deze bijkomende middelen worden toegekend op basis van de schoolbevolking die werd vastgesteld op 15 januari 2021. De toekenning van tenminste 2 lestijden per school is gegarandeerd. De verdeling gebeurt op basis van een lestijd per schijf van 40 leerlingen en rekening gehouden met de hieronder vermelde tabel van coëfficiënten om rekening te houden met de leerlingen die het meest geleden hebben onder de hybride leersystemen, alsook de meest kritieke studie jaren in termen van misluktings- of oriënteringspercentage.

Wegingscoëfficiënt	D1 C	0,25
	D1 D + 25	0,75
	D2 ArK	1,1
	D2 AT/TT	1,1
	D2 A	1,1
	D2 B	1,1
	D2 B ALT	0,75
	D2 TK	1,1
	D3 ArK	1
	D3 ArT/TT	1
	D3Ag	1
	D3B	1
	D3 B ALT	0,75
	D3 TK	1
	D3 TK ALT	0,754
	D4	1
	DASPA	0,75

De afkortingen gebruikt in de tabel hieronder stemmen overeen met:

4 vormen:

Ag = Algemeen,

Te = Technisch,

Ar = Artistiek

B = Beroeps

2 secties: (=2de letter):

Tr = Transitie

K = Kwalificatie

ALT = alternerend

Deze vormen kunnen hetzij in onderwijs met volledig leerplan, hetzij in alternerend onderwijs worden georganiseerd.

DASPA = Stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers en geassimileerde leerlingen

Er is geen 2de letter, indien G (Algemeen=Standaardtransitie of B (Beroeps=Standaardkwalificatie)

Alle leerlingen die zijn ingeschreven in de 1ste, 2de, 3de en 4de graad in het gewoon en alternerend onderwijs, alsook de leerlingen die zijn ingeschreven in een Stelsel voor het onthaal en de scholarisatie van nieuwkomers en geassimileerde leerlingen, als bedoeld in het artikel 2 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden in aanmerking genomen met verschillende wegingen en laten toe de verschuldigde betrekkingen vast te stellen.

Het staat de scholen, echter, vrij op basis van de vaststellingen gedaan in het kader van hun RRF-formulier de middelen voor eender welke categorie van leerlingen te gebruiken zonder zich te baseren op de hierboven vermelde toekenningsmethode die de toekenningen van de lestijden-leraren heeft gegeneerd.

De leerlingen die zijn ingeschreven in het alternerend gewoon secundair onderwijs worden in aanmerking genomen in de onderwijsinstelling met volledig leerplan waar zij het merendeel van hun beroepsopleiding volgen. De leerlingen die de lessen volgen in een onderwijsinstelling van sociale promotie worden in aanmerking genomen in de samenwerkende instelling van het CEFA. Het aantal leerlingen wordt vermenigvuldigd met de coëfficiënt van 0,75, in afwijking van het artikel 18, eerste lid, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs.

De betrekkingen beoogd door het huidig artikel worden toegekend voor een duur van 10 maanden, van 1 september 2021 tot 30 juni 2022.

Art. 92. Een maximaal volume van 432 lestijden (hetzij 3,20% van het bedrag vastgesteld door de Regering in het kader van de herstel-en veerkrachtfaciliteit) wordt besteed aan de toekenning van lestijden aan de scholen van het gespecialiseerd secundair onderwijs voor de rekrutering van een personeelslid in de rekruteringsfuncties van de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en/of een lid van het paramedisch, sociaal en psychologisch personeel in een van de volgende rekruteringsfuncties, bepaald door het voormelde decreet van 11 april 2014:

- ergotherapeut(e);
- kinesitherapeut(e);
- logopedist(e);
- kleuterleid(st)er;
- verple(e)g(st)er;
- maatschappelijk werk(st)er;
- psycholo(o)g(e).

Deze bijkomende middelen worden toegekend op basis van een lestijd per volledig schijf van op 15 januari 2021 40 regelmatig ingeschreven leerlingen en de toekenning van, tenminste, twee lestijden per school is gegarandeerd. De leerlingen die in aanmerking worden genomen voor het bepalen van die lestijden zijn de leerlingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 1 tot vorm 4.

De lestijden beoogd door het huidig artikel worden toegekend voor een duur van 10 maanden, van 1 september 2021 tot 30 juni 2022.

Art. 93. Een maximaal volume van 374 lestijden (hetzij 2,90% van het bedrag vastgesteld door de Regering in het kader van de herstel-en veerkrachtfaciliteit) wordt besteed aan de toekenning van bijkomende betrekkingen in de rekruteringsfuncties van de categorieën van het bestuurs- en onderwijzend personeel, zoals bepaald voor het betrokken niveau en type van onderwijs door het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in de scholen van gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan om de pedagogische middelen aan te vullen die werden toegekend in het kader van het stelsel bedoeld in het Hoofdstuk X van Titel I.

De verdeling van die lestijden wordt gedaan over de schoolbevolking die op 30 september 2020 genoot van het begeleidingssysteem bedoeld in het artikel 8, §1 van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, overeenkomstig het artikel 9 van hetzelfde decreet, op basis van de toekenning van 0,1 lestijd per leerling tussen 1 september 2021 en 30 september 2021 binnen de beperking van de 374 lestijden voorzien in het huidig artikel.

Art. 94. § 1. Een minimum van 24,86% van het door de Regering in het kader van de herstel-en veerkrachtfaciliteit vastgesteld bedrag wordt besteed aan de toekenning van bijkomende betrekkingen aan de P.M.S.-centra.

De rekruteringsfuncties beoogd door het huidig artikel zijn deze voorzien voor het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van de inspectiedienst belast met toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, door het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra en door het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra.

§ 2. Van 1 januari tot 30 juni 2022 geniet elk psycho-medisch-sociaal centrum van een bijkomende halve opdracht voor een duur van 6 maanden. Deze halve opdracht moet worden uitgevoerd door een psycho-pedagogisch adviseur, een maatschappelijk werk(st)er, een psycho-pedagogisch medewerker of verpleegkundige. Op basis van een budgettaire monitoring van het stelsel dat onderschrijdingen identificeert in de in artikelen 91, 92 en 94 toegekende middelen, is de Regering bevoegd om de acties te verlengen tot 31 december 2022.

§ 3. Van 1 januari tot 30 juni 2022 geniet elk psycho-medisch-sociaal centrum dat de begeleiding verzekert van, tenminste, 1.250 leerlingen van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs op 15 januari 2021 van een bijkomende halve opdracht voor een duur 6 maanden, bovenop de halve opdracht voorzien in paragraaf 2, eerste lid. Deze bijkomende opdracht moet worden uitgevoerd door een maatschappelijk assistent en/of een psycho-pedagogisch medewerker of verpleegkundige. Op basis van een budgettaire monitoring van het stelsel dat onderschrijdingen identificeert in de in artikelen 91, 92 en 94 toegekende middelen, is de Regering bevoegd om de acties te verlengen tot 31 december 2022.

§ 4. Van 1 januari tot 30 juni 2022 geniet elk psycho-medisch-sociaal centrum dat de begeleiding verzekert van, tenminste, 2.500 leerlingen van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs op 15 januari 2021 van een bijkomende halve opdracht voor een duur 6 maanden, bovenop de opdracht en halve opdracht voorzien in paragraaf 2 en paragraaf 3. Deze bijkomende halve opdracht moet worden uitgevoerd door een psycho-pedagogisch adviseur en/of een maatschappelijk assistent of verpleegkundige. Op basis van een budgettaire monitoring van het stelsel dat onderschrijdingen identificeert in de in artikelen 91, 92 en 94 toegekende middelen, is de Regering bevoegd om de acties te verlengen tot 31 december 2022.

Op basis van een budgettaire monitoring van het stelsel dat onderschrijdingen identificeert in de in artikelen 91, 92 en 94 toegekende middelen, is de Regering bevoegd om van 1 januari 2022 tot 30 juni 2022 aan elk P.M.S.-centrum dat de begeleiding verzekert van, tenminste, 5.000 leerlingen van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs, op 15 januari 2021 en voor een duur van 6 maanden, tenminste, een bijkomende halve opdracht en, ten hoogste, een bijkomende opdracht, bovenop de twee opdrachten voorzien in de paragrafen 2, 3 en 4, toe te kennen. Deze halve opdracht of bijkomende opdracht moet worden uitgevoerd door een psycho-pedagogisch adviseur en/of een maatschappelijk assistent of verpleegkundige. De Regering is eveneens bevoegd om de acties tot 31 december 2022 te verlengen.

Afdeling II. — Bestuur van het stelsel en administratieve controle

Art. 95. De scholen en P.M.S.-centra die de betrekkingen en lestijden bedoeld in de artikelen 91, 92, 93 en 94 zullen benutten, moeten de Diensten van de Regering daarvan op de hoogte brengen op 15 oktober 2021, ten laatste, voor de scholen en op 31 december 2021 voor de P.M.S.-centra, via een daartoe ontworpen formulier. Indien zij het formulier binnen die termijn niet hebben ingevuld en teruggestuurd, zullen de betrekkingen en lestijden niet kunnen worden benut door de betrokken school of het P.M.S.-centrum.

In dit formulier zullen de school en/of het P.M.S.-centrum een kwalitatieve analyse verstrekken van de gevolgen van de COVID-19-crisis op de leerlingen die zij opvolgen, doelstellingen vastleggen die moeten worden gehaald om de gevolgen van de crisis te verzachten en de middelen vermelden die werden ontplooid om daartoe te komen. De instellingen zullen eveneens het aantal gecreëerde betrekkingen of gebruikte lestijden, de activiteiten gevoerd in het kader van de doelstellingen bedoeld in het artikel 90 van het huidig decreet en de begeleide doelgroepen vastleggen.

Art. 96. In het kader van de betrekkingen bedoeld in de artikelen 91, 92 en 94 zullen de bepaling van de opdrachten gegeven aan de personeelsleden en de keuze van de functie(s) door de inrichtende macht het voorwerp uitmaken van een voorafgaandelijk overleg binnen de lokale organen van sociaal overleg.

Art. 97. De betrekkingen beoogd door het huidig hoofdstuk worden, op vrijwillige basis, toegewezen aan de personeelsleden, na toepassing van de statutaire regels voor de toekenning van betrekkingen.

De toekenning van die betrekkingen of lestijden mag, in geen geval, leiden tot een definitieve benoeming of aanwerving.

Deze bijkomende middelen mogen, in geen geval, ten goede komen aan de doelstellingen bedoeld in de artikelen 90, 91, 92, 93 en 94.

Art. 98. De monitoring van het stelsel, zijn coördinatie, controle en kwalitatieve beoordeling, alsook de controle van de, in dit kader, door de scholen en de P.M.S.-centra ten uitvoer gelegde acties en de identificatie van de gegevens die verband houden met de aanwerving van de verschillende door het stelsel betaalde functiecategorieën, worden verzekerd door de diensten van de Regering.

De aanvragers verbinden zich ertoe te antwoorden op elke vraag afkomstig van de Franse Gemeenschap, de Europese Commissie of elk controleorgaan dat valt onder de toepassing van het herstel- en veerkrachtplan beoogd door de Verordening (UE) 2021/241, en dit met het doel om de controle toe te laten van het gebruik van de ontvangen financiële tussenkomsten en de rapportering van de noodzakelijke informatie ter attentie van de Commissie.

TITEL III. — Bepalingen betreffende de Gelijkheid van kansen

Art. 99. Een bedrag van 75.000 euro wordt toegekend aan het Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme om het toe te laten zijn opdrachten uit te voeren, zoals vastgelegd in het Samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013, tussen de Federale overheid, de Gewesten en Gemeenschappen, met het oog op de oprichting van een Interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme, onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling, in de zin van het artikel 92*bis* van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

TITEL IV. — Bepalingen betreffende de schoolgebouwen

Art. 100. Het artikel 5, § 2, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een 23° die als volgt is opgesteld: « 23° elke bijkomende buitengewone dotatie vastgesteld door de Regering ».

Art. 101. Het artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de 10° die als volgt is opgesteld: « 10° elke bijkomende buitengewone dotatie vastgesteld door de Regering ».

Art. 102. Het artikel 9, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de 9° die als volgt is opgesteld: « 9° elke bijkomende buitengewone dotatie vastgesteld door de Regering ».

Art. 103. Het artikel 13*bis*, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de 9° die als volgt is opgesteld: « 9° elke bijkomende buitengewone dotatie vastgesteld door de Regering ».

TITEL V. — Bepalingen betreffende Wallonie-Bruxelles Enseignement

Art. 104. In het artikel 38, 1°, van het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap worden de woorden « en van de kost van de administratieve infrastructuur van WBE » geschrapt.

TITEL VI. — Bepalingen betreffende Vrouwenrechten

Art. 105. In het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap wordt een hoofdstuk IV*bis* getiteld « Hoofdstuk IV*bis* Collectieven die ijveren voor een betere vertegenwoordiging van de vrouwen in het cultureel beleid » ingelast.

Art. 106. In het hoofdstuk IV*bis* van hetzelfde decreet van 7 januari 2016 wordt een artikel 7*bis* ingelast waarvan de inhoud volgt:

« Art. 7*bis*. § 1. De Regering erkent, voor een termijn van vijf jaar, tenminste drie collectieven die ijveren voor een betere vertegenwoordiging van de vrouwen in het domein van het cultureel beleid.

Voor de toepassing van het huidig hoofdstuk verstaat men onder cultureel beleid het beleid gevoerd door de Franse Gemeenschap in de materies bedoeld in het artikel 4, 1°, 3° tot 6°*bis*, 8°, 10°, 13° en 14°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

Een minimumbedrag van 35.000 euro wordt besteed aan de financiering van het project uitgevoerd door elk collectief bedoeld in het eerste lid. Deze bedragen worden jaarlijks geïndexeerd op basis van het bedrag dat het jaar daarvoor werd vastgesteld, verminderd met de verhouding tussen de gezondheidsindex van de maand januari van het in aanmerking genomen jaar en deze van de maand januari van het jaar daarvoor.

§ 2. De subsidie laat toe de kosten te dekken die verband houden met de verwezenlijking van het project, met name:

1° de uitgaven die de personeelskosten dekken, voor zover zij strikt verband houden met de ontwikkeling van het gesubsidieerde project;

2° de uitgaven die de werkingskosten dekken die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project, met uitzondering van de gebruikelijke en structurele kosten van de aanvrager;

3° de kosten van publicatie, productie, verspreiding, documentatie, aankoop van klein materiaal en opdrachten die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project. '.

Art. 107. In het hoofdstuk IVbis van hetzelfde decreet van 7 januari 2016 wordt een artikel 7ter ingelast dat als volgt is opgesteld:

« Art. 7ter. § 1 Om erkend te worden moet een collectief voldoen aan de volgende toekenningsvoorwaarden:

1° het collectief is initiatiefnemer van een project:

a) dat ijvert voor de representativiteit van de vrouwen in het domein van het cultureel beleid;

b) dat past in het kader van de strategische doelstellingen bepaald door het plan bedoeld in artikel 3;

2° het collectief is samengesteld uit tenminste twee leden;

3° elk lid van het collectief werd, sinds minstens een jaar, opgericht onder de vorm van een vereniging of stichting in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

4° elk lid van het collectief oefent, sinds minstens een jaar, activiteiten uit die ijveren voor de representativiteit van de vrouwen in het domein van het cultureel beleid;

5° tenminste een lid van het collectief oefent de activiteiten bedoeld onder 4° sinds minstens drie jaar uit;

6° alle leden van het collectief oefenen hun activiteiten uit in het Franse taalgebied of het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

7° het team belast met het project omvat tenminste een persoon die een expertise kan bewijzen over de kwesties van gelijkheid tussen man en vrouw sinds minstens drie jaar vanaf de kandidaatstelling van het collectief;

8° het collectief heeft zich kandidaat gesteld in de vormen en termijnen bepaald in de projectoproep.

§ 2. Indien de kredieten ontoereikend zijn om alle in aanmerking komende collectieven te erkennen, zullen de projecten worden geselecteerd op basis van de prioriteitscriteria bepaald in de projectoproep.

Deze prioriteitscriteria kunnen betrekking hebben op:

1° de afstemming van het project op de thematieken geïdentificeerd in de projectoproep;

2° de evenwichtige verdeling van de collectieven erkend op het ganse grondgebied van de Franse Gemeenschap;

3° de relevantie van het project wat betreft de doelstellingen van het plan bedoeld in het artikel 3;

4° de complementariteit van de leden van het collectief en de meerwaarde aangebracht door hun partnerschap;

5° de duidelijkheid, samenhang en geloofwaardigheid van het voorgestelde project, in termen van organisatie, kostenramingen en indicatoren die toelaten de draagwijdte en doeltreffendheid van de ontwikkelde acties te beoordelen;

6° de afstemming van het gevraagde bedrag op de geprogrammeerde activiteiten;

7° de meerwaarde van de erkenning wat betreft de financiële steun waarover het collectief en zijn leden reeds beschikken.

§ 3. De erkenningsprocedure omvat de volgende fasen:

1° de lancering van een projectoproep waarvan de modaliteiten en criteria zijn bepaald op voorstel van het Comité van toezicht, mits naleving van de bepalingen van het huidige hoofdstuk;

2° de verspreiding van de projectoproep, op zijn minst, door middel van een bekendmaking op de site van de diensten van de Regering;

3° een analyse door het Comité van toezicht van de ontvankelijkheid van de kandidaturen, van de opportuniteit van de erkenning wat betreft de criteria van de projectoproep en van het toe te kennen bedrag wat betreft de kost van de geprogrammeerde activiteiten;

4° een gesprek met de kandidaten door het Comité van toezicht, indien dat laatste dit noodzakelijk acht.

De erkende collectieven maken het voorwerp uit van een tussentijdse evaluatie door het Comité van toezicht.

Geen enkele beslissing tot erkenning kan worden opgeschort, gewijzigd of tenietgedaan zonder het voorafgaandelijk advies van het Comité van toezicht.

Voor de toepassing van de huidige paragraaf nemen de leden van de burgermaatschappij niet deel aan de beraadslagingen van het Comité van toezicht.

TITEL VII. — Bepalingen betreffende het Hoger onderwijs

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling*

Art. 108. In het artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, wordt een lid toegevoegd dat als volgt luidt: « Vanaf het jaar 2021 wordt een bedrag van 930.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen in toepassing van de alinea's 1 tot 5. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen voorzien in paragraaf 4.» ;

2° in § 2, wordt een lid toegevoegd dat als volgt luidt: « Vanaf het jaar 2021 wordt een bedrag van 2.170.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen in toepassing van de alinea's 1 tot 5. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen voorzien in paragraaf 4.».

Art. 109. Aan het artikel 36 quater van dezelfde wet worden de volgende alinea's toegevoegd die als volgt luiden:

« Vanaf het begrotingsjaar 2021 wordt een bedrag van 2.900.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen in toepassing van de alinea's 1 et 4 met het doel om de initiatieven en steun voor het welslagen, als bedoeld in het eerste lid, te promoten en wordt het verdeeld op de wijze voorzien in het tweede lid. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de formule voorzien in het artikel 29, § 4.

Vanaf het begrotingsjaar 2022 wordt een bedrag van 1.000.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen in toepassing van de alinea's 1, 4 et 6 met het doel om de initiatieven en steun voor het welslagen, als bedoeld in het eerste lid, te promoten en wordt het verdeeld op de wijze voorzien in het tweede lid. Vanaf het jaar 2023 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de formule voorzien in het artikel 29, § 4.

Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt een bedrag van 1.000.000 euro toegevoegd aan het bedrag bekomen in toepassing van de alinea's 1, 4, 6 en 7 met het doel om de initiatieven en steun voor het welslagen, als bedoeld in het eerste lid, te promoten en wordt het verdeeld op de wijze voorzien in het tweede lid. Vanaf het jaar 2024 wordt dit bedrag geïndexeerd volgens de formule voorzien in het artikel 29, § 4. '.

Art. 110. In het artikel 36 quater/1 van dezelfde wet worden twee alinea's ingelast die als volgt zijn opgesteld:

« Vanaf het begrotingsjaar 2022 wordt het krachtens het zevende lid van het artikel 36quater berekende bedrag afgetrokken van het krachtens lid 1 en lid 4 berekende bedrag.

Vanaf het begrotingsjaar 2023 wordt het krachtens het achtste lid van het artikel 36quater berekende bedrag afgetrokken van het krachtens alinea's 1 en 4 berekende bedrag. '.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

Art. 111. In het artikel 9 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen wordt een lid ingelast dat als volgt is opgesteld:

« Voor het begrotingsjaar 2021 wordt een bedrag van 5.700.000 euro, met inbegrip van het bedrag van 2.800.000 euro bedoeld in het artikel 9, derde lid, van het decreet van 18 juli 2008 ter bevordering van de slaagkansen en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, toegevoegd aan het bedrag bekomen in toepassing van de alinea's 1 tot 4. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het artikel 9 bis. '.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het decreet van 18 juli 2008 ter bevordering van de slaagkansen en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs*

Art. 112. In het artikel 9 van het decreet van 18 juli 2008 ter bevordering van de slaagkansen en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs wordt een lid ingelast dat als volgt is opgesteld:

« Het bedrag zoals vermeld in het artikel 9, zesde lid, van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen omvat een bedrag van 2.800.000 euro door de Hogescholen te bestemmen voor de acties ter bevordering van de slaagkansen bedoeld in het eerste lid. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag van jaarlijkse door de Hogescholen voor de bedoelde acties te bestemmen totale toelagen jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen voorzien in het artikel 9bis van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de Hogescholen. '.

Art. 113. In titel I van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingelast dat als volgt is opgesteld:

« HOOFDSTUK IV.- De financiering van het welslagen in Hogere kunstschoolen

Artikel 13bis. Een toelage voor het welslagen van een bedrag van 300.000 euro wordt, voor het begrotingsjaar 2021, verdeeld tussen de Hogere kunstschoolen ter bevordering van de initiatieven en de hulp voor het slagen bedoeld in de artikelen 148 en 149 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies. Vanaf het jaar 2022 wordt dit bedrag geïndexeerd overeenkomstig het artikel 13ter.

Artikel 13ter. Vanaf het jaar 2022 wordt voor het betrokken begrotingsjaar het bedrag van de financiering van de hulp voor het slagen in Hogere kunstschoolen geïndexeerd door het definitief voor het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar bekomen bedrag aan te passen aan de schommelingen van de prijsindex volgens de formule:

Prijsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar: Prijsindex van januari van het vorig begrotingsjaar.

Artikel 13quater. Het bedrag van de financiering van de hulp voor het slagen in Hogere kunstschoolen bekomen in toepassing van de artikelen 13bis en 13ter wordt tussen de Hogere kunstschoolen op de volgende manier verdeeld:

1° elke Hogere kunstschool ziet zich respectievelijk 1 punt toekennen per financierbare student van de Hogere kunstschool, in de loop van het academiejaar dat voorafgaat aan het betrokken begrotingsjaar, zoals gevalideerd door de Afgevaardigden van de Regering, behalve de studenten bedoeld in artikel 6 van het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 september 2015 betreffende jonge talenten in Hogere kunstschoolen georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en met toepassing van het tweede lid van het artikel 8 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies;

2° elke Hogere kunstschool beschikt over een deel van het bedrag volgens de volgende formule:

Bedrag bekomen in toepassing van de artikelen 13bis en 13ter

X totaal van de punten toegewezen aan de Hogere kunstschool krachtens 1°

totaal van de punten toegewezen aan alle Hogere kunstschoolen krachtens 1°).

Artikel 13quinquies. De controle van het gebruik van de financiering van de hulp voor het slagen in Hogere kunstschoolen en zijn bestemming, zoals voorzien in het artikel 13bis wordt gedaan door de Afgevaardigden van de Regering.

Elk jaar maakt de Hogere Kunstschool, tegen 31 maart, via de Afgevaardigde van de Regering, met kopie aan de Algemene Directie belast met het Hoger onderwijs, aan de Regering een samenvattend verslag over van de op het krachtens de artikelen 13bis à 13quater vorig jaar ontvangen bedrag gefinancierde uitgaven en activiteiten. Het deel van het verslag dat de gefinancierde activiteiten uitlegt wordt binnen dezelfde termijn door de Hogere kunstschool overgemaakt aan het Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur.

Het financieringsbedrag of deel van financieringsbedrag dat, overeenkomstig de modaliteiten voorzien door dit artikel, niet door de Hogere kunstschool wordt gerechtvaardigd, wordt afgetrokken van de toelage voor het welslagen van het volgende jaar.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies*

Art. 114. Het artikel 27 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt aangevuld met twee alinea's die als volgt zijn opgesteld:

« Voor het jaar 2021 wordt een bedrag van 428.000 euro, waarvan 180.000 geïndexeerde euro's zijn besteed aan de betaling van de rekrutering van het personeel om de Commissie te versterken die belast is met het ontvangen van klachten van studenten betreffende een weigering tot inschrijving (CEPERI) et 50.000 geïndexeerde euro's om het uitwisselingsprogramma Asem-Duo te implementeren, toegevoegd aan het bedrag van de dotatie berekend krachtens de voorgaande alinea's.

Vanaf het jaar 2022 wordt het bedrag van de dotatie bekomen met toepassing van de volgende formule: definitief bedrag van de dotatie van het jaar voorafgaand aan het betrokken begrotingsjaar x gezondheidsindex van januari van het betrokken begrotingsjaar / gezondheidsindex van januari van het vorige begrotingsjaar. '

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de inrichtingen voor de toegankelijkheid in het kader van het inclusief hoger onderwijs*

Art. 115. In het hoofdstuk V van het decreet van 3 mei 2019 houdende diverse maatregelen betreffende het hoger onderwijs en het onderzoek wordt een artikel 66/1 ingelast dat als volgt is opgesteld:

"Artikel 66/1. § 1. De Regering kent jaarlijks een subsidie toe aan het ARES om de organisatie van een jaarlijkse projectoproep bestemd voor de hogeronderwijsinstellingen (met inbegrip van, in voorkomend geval, de onderwijsinstellingen voor sociale promotie die opleidingen van hoger niveau aanbieden) volledig of gedeeltelijk te dekken en waarvan de doelstelling erin bestaat om de inclusie binnen die instellingen te bevorderen.

Deze projectoproep wordt georganiseerd door het ARES in samenwerking met de diensten van de Regering.

§ 2 De projectoproep staat open voor elk initiatief dat erop gericht is de inclusie door acties op het gebied van uitrustingen en infrastructuur te bevorderen. Een maximum van 5% van de subsidie kan eveneens worden besteed aan de organisatie en opvolging van de oproep, met inbegrip van de controle van de toegekende financieringen. De in aanmerking komende uitgaven dekken de personeels-, werkings- en investeringsuitgaven.

De selectie van de projecten wordt door een jury gedaan op basis van de volgende selectiecriteria:

- 1° de relevantie en afstemming van de voorgestelde actie op de doelstellingen van de oproep (promotie van de inclusie binnen de betrokken instellingen) en op de behoeften vastgesteld door een externe onafhankelijke expertise;
- 2° de kwaliteit en bezielende aard van het project;
- 3° de voorgestelde methodologie en de modaliteiten van tenuitvoerlegging;
- 4° de duurzaamheid van het project na de in het kader van de projectoproep toegekende subsidie;
- 5° het budget en de budgettaire efficiëntie.

De jury wordt voorgezeten door de bestuurder van het ARES, twee vertegenwoordigers aangewezen door het CESI, twee vertegenwoordigers van de administratie belast met de schoolinfrastructuur en twee onafhankelijke deskundigen. Hij bestaat eveneens uit een vertegenwoordiger aangewezen door de Commissie van het inclusief onderwijs voor sociale promotie, als de projecten worden ingediend door instellingen voor sociale promotie.

§ 4 De Raad van Bestuur van het ARES valideert, na advies van het CESI, de voorwaarden en modaliteiten van de projectoproep, alsook de samenstelling van de jury en de selectie van de projecten.

§ 5 Het ARES brengt jaarlijkse een financieel verslag uit dat gewag maakt van het gebruik van de ontvangen subsidies. '.

TITEL VIII. — *Bepalingen betreffende de financiering van cellen belast met het helpen van onze vorsers om binnen hogeronderwijsinstellingen meer financieringen op Europees vlak binnen te halen*

Art. 116. De Regering kent jaarlijks een subsidie toe die betrekking heeft op:

- 1° De aanwerving van professionals die in staat zijn de specificiteit van de Europese programma's en projecten te begrijpen en onderzoeksprojecten op te zetten;
- 2° opleidings-, voorbereidings-, indienings-, onderhandelings- en promotie-activiteiten van een onderzoeksproject dat zou worden ingediend of opnieuw ingediend bij een internationale of supranationale instelling om een financiering of erkenning te bekomen.

Daartoe worden « EU-cellen » gecreëerd die belast zijn met de ondersteuning van vorsers voor het bewaken, inlichten, opzetten, ten uitvoer leggen van programma's en projecten gefinancierd door de Europese Commissie. Elke universiteit creëert in haar midden een « EU-cel » die, tenminste, een voltijds equivalent omvat. Voor de Hogescholen wordt een gemeenschappelijke « EU-cel » gecreëerd die, tenminste, twee voltijdse equivalenten omvat. Zij is gehuisvest binnen een instantie die tot doel heeft die hogescholen en hun verbonden onderzoekscentra in een federatie te verenigen die alle hogescholen en verbonden onderzoekscentra bijeenbrengt. Die instantie heeft als opdracht om:

- a) het onderzoek en de innovatie afkomstig van die hogescholen en hun verbonden onderzoekscentra te bevorderen;
- b) de netwerkvorming van de onderzoeksactoren afkomstig van de hogescholen en hun verbonden onderzoekscentra (hogescholen, verbonden onderzoekscentra, docenten, vorsers, studenten, ...) te versterken;
- c) de belangen van de hogescholen en hun verbonden onderzoekscentra te behartigen en hen te vertegenwoordigen aangaande kwesties van innovatie, onderzoek en ontwikkeling;
- d) de partners gevoelig te maken voor het onderzoek in hogescholen;
- e) de onderzoeksactoren in hogescholen te begeleiden bij het opzetten van projecten, onderhandelen van onderzoeks- en ontwikkelingscontracten, beschermen, gebruiken en valoriseren van de resultaten;
- f) bij te dragen tot de permanente educatie van vorsers en docenten over de materies die verband houden met het onderzoek.

Het werkingsbudget dat toelaat de acties te realiseren die zijn geïdentificeerd in het eerste lid, 2°, wordt verdeeld tussen de EU-cellen naargelang het aantal vorsers binnen de instelling(en) waarmee de EU-cel zich bezighoudt en het aantal bij de Europese instanties ingediende dossiers, zoals zij voorkomen in de op Europees niveau gepubliceerde statistieken. Het bedrag dat wordt toegekend aan elke cel moet, echter, tenminste 190.000 euro per cel bedragen.

Art. 117. De subsidie bedoeld in het artikel 116 wordt toegekend aan de hogeronderwijsinstellingen of elk vereniging gecreëerd om het onderzoek afkomstig van die instellingen te federaliseren en promoten.

Art. 118. De door de subsidie gedekte aanvaardbare uitgaven, als bedoeld in het artikel 116, zijn de volgende:

1° de toevlucht tot externe deskundigen voor de screening van mobiliseerbare Europese financiële instrumenten, de zoektocht naar partners, de evaluatie van profielen en dossiers, de coaching, revisie of vertaling van projecten, de begeleiding van de tenuitvoerlegging;

2° de creatie binnen de hogeronderwijsinstelling van een instrument dat toelaat zich, volledig of gedeeltelijk, te ontdoen van zijn taak of een deel van zijn pedagogische taak om de opstelling of coördinatie van Europese projectvoorstellen mogelijk te maken;

3° de tenlasteneming van uitmuntende projecten die door Europa voor financiering werden weerhouden en die, bij gebrek aan middelen, niet kunnen worden gefinancierd;

4° de bijdrage van een financieel supplement tot opleidings- en mobiliteitsprojecten van vorsers die niet het volledige salaris van de vorsers of het 4de doctoraatsjaar dekken;

5° de financiering tijdens, ten hoogste, 2 jaar van internationale of nationale vorsers die in bepaalde oproepen een « Seal of Excellence » hebben bekomen om hen toe te laten opnieuw een verbeterd voorstel in te dienen;

6° de medefinanciering van Europese onderzoeksprojecten die werden gefinancierd door andere algemene directies van de Europese Commissie dan het DG Onderzoek;

7° de advies- en mobiliteitskosten van vorsers tijdens vergaderingen gewijd aan het opzetten van een Europees project;

8° de implementering van een instrument binnen een Hogeronderwijsinstelling voor de kandidaten van onderzoeksprojecten gefinancierd door het European Research Council die het stadium van het interview hebben overleefd of voor kandidaten die als coördinator een eerste Europese projectindiening indienen;

9° de organisatie van gespecialiseerde seminars voor de opleiding van vorsers en hun teams tot het opstellen en beheren van een Europees project;

10° de financiering van verblijven en verplaatsingen naar de universiteiten in de Franse Gemeenschap voor internationale kandidaten die de indiening voorbereiden van een onderzoeksproject gefinancierd door het European Research Council of een project van Action de mobilité internationale Marie Skłodowska-Curie voor vorsers of buitenlandse partners die deelnemen aan het opzetten van een projectvoorstel van Action de mobilité internationale Marie Skłodowska-Curie (MSCA) voor de opleiding van promovendi binnen een in de Franse Gemeenschap gebracht vernieuwend netwerk;

11° de acties tot visibiliteit van de Europese laureaten die werkzaam zijn in de Franse Gemeenschap;

12° de internationale publiciteit voor de functies van vorsers gefinancierd door de Europese overheidssteun.

TITEL IX. — Bepalingen betreffende de Jeugdzorg, Justitiehuzen en Jeugd

Art. 119. § 1^{er} De personeelsleden van de erkende diensten van de Jeugdzorg kunnen, overeenkomstig het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, voor het jaar 2021, genieten van een bedankingspremie, onder de vorm van een eco-cheque met een maximale waarde van 250 euro, vermeerderd met twee procent, overeenkomstig de bepalingen voorzien in het artikel 19quater van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

§ 2. De toepassing van die maatregel is een voorwaarde voor de afsluiting, binnen de betrokken paritaire commissies, van een geschikte collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 120. § 1 De personeelsleden van de partners die hulp verlenen aan de rechtzoekenden die rechtstreeks erkend en gesubsidieerd zijn door de Franse Gemeenschap kunnen, overeenkomstig het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden, voor het jaar 2021, genieten van een bedankingspremie, onder de vorm van een eco-cheque met een maximale waarde van 250 euro, vermeerderd met twee procent, overeenkomstig de bepalingen voorzien in het artikel 19quater van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

§ 2. De toepassing van die maatregel is een voorwaarde voor de afsluiting, binnen de betrokken paritaire commissies, van een geschikte collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 121. De ambulante revalidatiecentra die overeenkomstig het artikel 1, 1°, van het decreet van 25 april 2019 betreffende de verzekeringsinstellingen van de Franse Gemeenschap een overeenkomst hebben afgesloten, kunnen hun personeelsleden, voor het jaar 2021, doen genieten van een bedankingspremie, onder de vorm van een eco-cheque met een maximale waarde van 250 euro, vermeerderd met twee procent, overeenkomstig de bepalingen voorzien in het artikel 19quater van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Art. 122. In 2021 wordt een bedankingspremie met een maximale waarde van 250 EUR toegekend aan het personeel van de opvangcentra bedoeld in het artikel 3 van het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, alsook aan het personeel van de teams van SOS Kinderen bedoeld in Titel III van het decreet van 12 mei 2004 betreffende de hulpverlening aan mishandelde kinderen. Voor het Office de la Naissance et de l'Enfance wordt een buitengewoon bedrag ter beschikking gesteld dat gelijk is aan het tewerkstellingsvolume bedoeld in de alinea's 1 en 2, uitgedrukt in voltijdse equivalenten vermenigvuldigd met de waarde van die premie, vermeerderd met twee procent. Dit buitengewoon bedrag is bestemd voor de revalorisatie van de toelagen betaald aan de betrokken inrichtende machten, volgens de voorwaarden vastgesteld door de raad van bestuur van het Office de la Naissance et de l'Enfance.

TITEL X. — Bepalingen betreffende het Onderwijs

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.*

Art. 123. In het artikel 2, 3°, van het decreet van 7 februari 2019 betreffende het onthaal, de scholarisatie en de begeleiding van leerlingen die de taal niet beheersen in het onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in a), worden de woorden « en ingeschreven zijn in het tweede of derde jaar van het kleuteronderwijs of in het eerste, tweede, derde of vierde jaar van het lager onderwijs » ingelast tussen de woorden « op 31 december van het betrokken schooljaar » en de interpunctie « ; » ;

2° in b), worden de woorden « met toepassing van de beoordelingsinstrumenten die per leerling tijdens hun schooltijd een keer worden voorgesteld » ingelast tussen de woorden « voor het nagaan van de bekwaamheid inzake onderwijstaal » en de interpunctie « ; ».

Art. 124. In het artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « voor de nieuwkomende leerlingen of die gelijkgesteld worden met een nieuwkomer en op 0,3 lestijd per leerling voor de FLA-leerlingen »;

2° in paragraaf 3 wordt het derde lid aangevuld met de woorden « en op voorwaarde dat de bij de beoordelingsinstrumenten verkregen resultaten werden meegedeeld aan de diensten van de Regering volgens de modaliteiten die zij vastleggen. In afwijking van wat voorafgaat, wordt de FLA-leerling niet meer in aanmerking genomen voor de berekening van de bijkomende lestijden, als hij niet langer is ingeschreven in de onderwijsjaren bedoeld in het artikel 2, 3°, a) ».

Art. 125. In hetzelfde decreet wordt een artikel 26/1 ingelast dat als volgt is opgesteld:

« Artikel 26/1. In afwijking van het artikel 2, 3°, blijven de FLA-leerlingen die, in de loop van het schooljaar 2020-2021, een complementaire begeleiding hebben gegenereerd, overeenkomstig het artikel 4 en die zullen zijn ingeschreven in het vijfde of zesde jaar van het basisonderwijs tijdens het schooljaar 2021-2022, die complementaire begeleiding genereren tot aan het verstrijken van de termijn bedoeld in het artikel 4, § 3, derde lid. »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.*

Art. 126. Het artikel 1.5.2-15 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs wordt door het hiernavolgende vervangen:

« Art. 1.5.2-15. § 1. De afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst of de bevoegde zonedirecteur bepaalt de aanpassingscriteria van de school die rekening houden met de diagnose bedoeld in artikel 1.5.2-14

De Regering bepaalt de nadere regels volgens welke de diagnose en de aanpassingscriteria aan de directeur, de inrichtende macht worden voorgelegd en medegedeeld, in aanwezigheid van de federatie van inrichtende machten waarbij de school is aangesloten of waarmee zij een overeenkomst heeft afgesloten of, in aanwezigheid van Wallonie-Bruxelles-Enseignement voor de scholen die met die laatste een overeenkomst hebben afgesloten.

§ 2. Hij stelt verder de steun of de middelen voor, waarvan de lijst en modaliteiten door de Regering wordt vastgesteld, die door haar ter beschikking van de school zullen kunnen gesteld in het kader van de toepassing van de uitvoering van het samenwerkingsprotocol bedoeld in artikel 1.5.2-17, om de verwezenlijking van deze aanpassingscriteria mogelijk te maken..

De steun bedoeld in het eerste lid bestaat in een tweedelijnssteun verleend, met name, door:

1° de diensten van de Regering;

2° de mobiele teams beoogd door het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

3° de schoolbemiddeling beoogd door het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie.

De hulpmiddelen bedoeld in het eerste lid omvatten namelijk:

1° onderzoeksprojecten die specifiek zijn aangepast aan de scholen in moeilijkheden;

2° actieplannen voorgesteld met de actoren van de wereld van de verenigingswereld;

3° halve dagen van bijkomende opleidingen;

4° de toegang tot het prioritair programma van de werken als infrastructuurproblemen zich voordoen;

5° de aankoop of modernisering van pedagogische uitrustingen en

6° de toekenning van personeel aangeworven onder een contract van een « Tegemoetkoming ter bevordering van de tewerkstelling » of « Gesubsidieerde Contractuelen ».

§ 3. Een jaarlijks minimumbedrag van 1.721.000 euro wordt, met name, toegekend aan de volgende hulpmiddelen:

1° onderzoeksprojecten die specifiek zijn aangepast aan de scholen in moeilijkheden;

2° actieplannen voorgesteld met de actoren van de wereld van de verenigingswereld;

3° de aankoop of modernisering van pedagogische uitrustingen;

4° de geschatte kost van stabilisatiebegeleiding voorzien in het artikel 22quater van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, en in het artikel 26, §3 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Onder pedagogische uitrusting verstaat men het materiaal dat nuttig is voor:

- 1° de verbetering van de resultaten van de leerlingen in een of meerdere leerdomeinen of disciplines;
- 2° de versteviging van het leerlingentraject.

Met actieplannen bedoelt men een aanpak, met een of meerdere actoren van de verenigingswereld, die een reflecterend deel en een actief deel omvat met het oog op de realisatie van de overwogen acties. Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt jaarlijks geïndexeerd naargelang de verhouding tussen de algemene index van de consumptieprijzen van de maand januari van het lopende jaar en deze van de maand januari van het jaar daarvoor.

De geschatte kost bedoeld in het eerste lid, 4°, wordt geschat op basis van de volgende formule: het aantal gecompenseerde lestijden vermenigvuldigd met de jaarlijkse gemiddelde kost van de in aanmerking genomen lestijd.

De Regering trekt de geschatte kost bedoeld in het eerste lid, 4°, af van het jaarlijks bedrag bedoeld in het eerste lid. Zij verdeelt het saldo tussen de hulpmiddelen bedoeld in het eerste lid, 1° tot 3°. De Regering delegeert die bevoegdheid aan de Minister die het verplicht onderwijs onder zijn bevoegdheden heeft.

§ 4. De onderzoeksprojecten, bedoeld in paragraaf 2, derde lid, 1°, worden door de Regering geselecteerd na een projectoproep volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering.

De onderzoeksprojecten moeten de aanpassing beogen van de reeds in andere onderwijssystemen, in de context van scholen met grote moeilijkheden, geïmplementeerde stelsels.

De onderzoeksprojecten moeten berusten op voor de onderwijsteams duurzame en flexibele organisatiebesinissen en de deelnemende scholen toelaten om het stelsel en/of zijn effecten na het onderzoek laten voortduren.

Zij moeten de verbetering beogen van de toestand van de scholen die in een of meerdere van de volgende domeinen worden ondersteund:

- 1° de resultaten van de leerlingen in een of meerdere leerdomeinen of disciplines;
- 2° de trajecten van de leerlingen (mislukking, achterstand, zittenblijven, schooluitval, enz.);
- 3° de thema's die verband houden met het schoolklimaat;

4° de kwesties die, meer in het bijzonder, betrekking hebben op de dynamiek van de onderwijsteams in contexten van spanning en demotivering.

De onderzoeksprojecten moeten de begeleiding voorzien van de scholen bedoeld in het artikel 1.5.2-13 tijdens de volledige duur van het samenwerkingsprotocol dat werd afgesloten overeenkomstig de huidige afdeling.

§ 5. De scholen bedoeld in artikel 1.5.2-13 stellen actieplannen voor die moeten worden gerealiseerd in samenwerking met de actoren van de verenigingswereld, volgens de modaliteiten vastgesteld door de Regering.

Onder actoren van de verenigingswereld moet men de verenigingen en stichtingen in de zin van de artikelen 1 :2 en 1 :3 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen verstaan die actief zijn in een milieu dat nauw aanleunt bij de initiatiefnemende school van het project.

§ 6. In afwijking van de bepalingen voorzien in de artikelen 28 tot 34 van het decreet van 4 mei 2005 houdende uitvoering van het Akkoordprotocol van 7 april 2004 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de representatieve vakverenigingen binnen het Onderhandelingscomité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en de artikelen 5, 6, en 23 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de personeelsformatie en het statuut van de kinderverzorgers van de inrichtingen voor gewoon kleuteronderwijs die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd en gesubsidieerd, mag de Regering personeel aangeworven onder een contract van een "Tegemoetkoming ter bevordering van de tewerkstelling" of "Gesubsidieerde Contractuelen" toekennen. '

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.*

Art. 127. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt een artikel 22quater toegevoegd dat als volgt is opgesteld:

"Artikel 22quater. - De scholen bedoeld in het artikel 1.5.2-14 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs die een aanzienlijk prestatieverschil onder het gemiddelde van vergelijkbare scholen vertonen en die een samenwerkingsprotocol, krachtens het artikel 1.5.2-17 van hetzelfde Wetboek, hebben afgesloten, zijn, in geval van vermindering van de begeleiding tijdens de duur van het voormelde protocol, verzekerd van een volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding die overeenstemt met een maximum van 5% van de begeleiding die van toepassing is tijdens het eerste schooljaar van het samenwerkingsprotocol, binnen de beperking van 22 lestijden-leraren per schooljaar. De toekenning van die volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding mag niet tot gevolg hebben dat de begeleiding die van toepassing is tijdens het eerste schooljaar van het samenwerkingsprotocol wordt overschreden.

Voor de toepassing van het huidig artikel moet men onder "begeleiding" debasis-"Totaal Aantal Lestijden-Leraren" bedoeld in de artikelen 7 et 8 à 15 en de basis-minimumbegeleiding bedoeld in artikel 17 verstaan.

De berekening van de volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding wordt afgerond naar de hogere eenheid, indien de eerste decimaal gelijk is aan of hoger dan 5, naar de lagere eenheid, in de andere gevallen.

De volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding wordt noodzakelijkerwijze gebruikt in overeenstemming met de aanpassingscriteria bedoeld in het artikel 1.5.2-15 Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Tijdens de duur van het samenwerkingsprotocol wordt de volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding toegepast in het kader van de hertelling op 1 oktober voorzien in het artikel 23, zolang die hertelling niet leidt tot een begeleiding die de begeleiding die van toepassing is tijdens het eerste schooljaar van het samenwerkingsprotocol overschrijdt.

De volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding laat niet toe af te wijken van de rationalisatienormen, noch van de normen tot creatie of behoud van opties, studiejaar en graden. '

Art. 128. In het 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden "schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 en 2020-2021" vervangen door de woorden "schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021 en 2021-2022";

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « voor het schooljaar 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 of 2019-2020, maar dat niet kon doorgaan respectievelijk in 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 of 2019-2020 » vervangen door de woorden « voor het schooljaar 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 of 2020-2021, maar dat niet kon doorgaan respectievelijk in 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 of 2020-2021 ».

Art. 129. Het artikel 16sexies van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt als volgt gewijzigd:

1° Het zesde lid wordt als volgt aangevuld: « De voorwaarde om op 15 juli over tenminste 10 leerlingen op de wachtlijst te beschikken, na toewijzing van de plaatsen gegenereerd door de opening van de klas, is niet van toepassing voor het schooljaar 2021-2022 » ;

2° Er wordt een nieuw lid ingelast dat als volgt is opgesteld:

« Voor het schooljaar 2021-2022 wordt het tweede lid van het huidige artikel vervangen door:

Een instelling van gewoon hoger onderwijs kan zich, vanaf 1 september 2021, 30 bijkomende lestijden-leraren, per schijf van 22 bijkomende leerlingen in het 1ste gemeenschappelijk jaar ten opzichte van het aantal lestijden voorzien als gevolg van de aangifte van het aantal plaatsen en klassen op 29 januari 2021 in dezelfde inplanting, zien toewijzen, voor zover aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

- voor het 1ste gemeenschappelijk jaar, na aan de netoverschrijdende inschrijvingscommissie, ingesteld door het artikel 79/28 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, tegen 18 augustus 2021, ten laatste, de vrijmaking te hebben bekendgemaakt van, tenminste, 22 bijkomende plaatsen in het 1ste gemeenschappelijk jaar in een inplanting ten opzichte van de aangifte die werd gedaan tegen 29 januari 2021, ten laatste;

- op de datum van 1 september 2021, in het 1ste gemeenschappelijk jaar, tenminste 22 bijkomende ingeschreven leerlingen verrekenen ten opzichte van het aantal aangegeven plaatsen meegedeeld in de aanvankelijke aangifte ingediend op 29 januari 2021 ;

- de verhoging komt niet voor uit een herstructurering met een andere instelling.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs.*

Art. 130. Het artikel 26 van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving wordt aangevuld met een paragraaf 3 die als volgt is opgesteld:

"§ 3. De scholen die het lager onderwijs bedoeld in het artikel 1.5.2-14 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs inrichten en die, krachtens het artikel 1.5.2-17 van hetzelfde Wetboek, een samenwerkingsprotocol hebben afgesloten, zijn, in geval van vermindering van de begeleiding tijdens de duur van het voormelde protocol, verzekerd van een volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding die overeenstemt met een maximum van 5% van de begeleiding die van toepassing is tijdens het eerste schooljaar van het samenwerkingsprotocol, binnen de beperking van 26 lestijden per schooljaar. De toekenning van die volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding mag niet tot gevolg hebben dat de begeleiding die van toepassing is tijdens het eerste schooljaar van het samenwerkingsprotocol wordt overschreden.

Voor de toepassing van de huidige paragraaf verstaat men onder "begeleiding" de lestijden bedoeld in het artikel 29 en de aanvulling van directie.

De berekening van de volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding wordt afgerond naar de hogere eenheid, indien de eerste decimaal gelijk is aan of hoger dan 5, naar de lagere eenheid, in de andere gevallen.

De volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding wordt noodzakelijkerwijze gebruikt in overeenstemming met de aanpassingscriteria bedoeld in het artikel 1.5.2-15 Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Tijdens de duur van het samenwerkingsprotocol wordt de volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding toegepast in het kader van de hertelling op 1 oktober voorzien in het artikel 27, zolang die hertelling niet leidt tot een begeleiding die de begeleiding die van toepassing is tijdens het eerste schooljaar van het samenwerkingsprotocol overschrijdt.

Indien tijdens de duur van het samenwerkingsprotocol de school wordt geherstructureerd overeenkomstig het artikel 21 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, kan zij geen aanspraak meer maken op het voordeel van de volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding. De volledige of gedeeltelijke stabilisatiebegeleiding laat niet toe om af te wijken van de geldende rationalisatie-en programmatienormen.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren*

Art. 131. Het artikel 79/23 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren wordt aangevuld met een lid dat als volgt is opgesteld:

“Als de netoverschrijdende inschrijvingscommissie, voor het schooljaar 2021-2022, van mening is dat de situatie van de inschrijvingen dit rechtvaardigt, kan zij beslissen een aantal plaatsen vrij te maken dat gelijk is aan 2 % van de plaatsen aangegeven op de laatste schoolwerkdag van de maand januari in alle of een deel van de instellingen die, na de batige rangschikking opgesteld in toepassing van het artikel 79/21, een aantal leerlingen telden van minstens gelijk aan 102 % van de aangegeven plaatsen. De aldus gecreëerde plaatsen worden toegewezen in de volgorde van de rangschikking of in de volgorde waarin de aanvraag na de inschrijvingsperiode werd geacteerd”.

TITEL XI. — Bepalingen betreffende de begrotingsfondsen

Art. 132. De fondsen N° 13 en 17 van de bijgevoegde fondsentabel van het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgaven begroting van de Franse Gemeenschap worden gewijzigd volgens de tabel gevoegd bij het huidig decreet.

TITEL XII. — Slotbepalingen en inwerkingtreding

Art. 133. Het huidig decreet treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van:

- de artikelen van de hoofdstukken 1, 4, 5 en 7 van titel 1, van de artikelen van het hoofdstuk 4 van titel 7 en van de artikelen van Titel 8 die hun effecten sorteren op 1 januari 2021;

- van het artikel 126 van hoofdstuk 2 van Titel 10, dat zijn effecten sorteert op 1 maart 2021;

- van het artikel 23, van hoofdstuk 6 van Titel 1, dat zijn effecten sorteert op 1 januari 2021;

- van de artikelen van hoofdstuk 11 van Titel 1, van hoofdstuk 5 van Titel 2 en van de hoofdstukken 1, 3 (met uitzondering van artikel 129) en 4 van Titel 10 die in werking treden op 1 september 2021;

- van het artikel 129 van hoofdstuk 3 van Titel 10 en het artikel 131 van het hoofdstuk 5 van dezelfde Titel die hun effecten sorteren op 1 juli 2021”.

De artikelen 48 tot 52 van hoofdstuk 11 van Titel 1 houden op hun uitwerking te hebben op 31 december 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, op 14 juli 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op “Wallonie-Bruxelles Enseignement”
F. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening
aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, n° 253-1. – Advies gepresenteerd namens de commissie van het Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen, Sport, Jeugd, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen en de Promotie van Brussel, n°253-2. – Advies gepresenteerd namens de commissie van het Onderwijs, n°253-3. – Advies gepresenteerd namens de commissie van het Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten, n°253-4. – Amendementen in commissie, n°253-5. – Commissieverslag, n°253-6. – Tekst aangenomen in commissie, n°253-7. – Amendement(en) in vergadering, n° 253-8 – Tekst aangenomen in plenaire vergadering, n° 253-9

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 14 juli 2021